

UCL

Université
catholique
de Louvain

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication (ESPO)
Ecole des Sciences Politiques et Sociales (PSAD)

Le rôle de l'histoire et des valeurs dans la mise en place de coalitions de cause : le cas de la COMECE et de la CEME entre 2013 et 2016

Mémoire réalisé par
Jean-Louis Hanff

Promoteur
Vincent Legrand

Rapporteur
François Gemenne

Année académique 2016-2017

Master 120 SCPO, Administration publique

DÉCLARATION DE DÉONTOLOGIE

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

Jean-Louis HANFF

REMERCIEMENTS

Je tiens en premier lieu à rendre hommage à mon père qui, de son vivant, souhaitait de tout cœur me voir remettre ce mémoire. Il était, avec ma mère, ma plus grande source de motivation et même s'il n'aura jamais pu voir l'achèvement de ce mémoire, il put en voir le commencement suscitant enthousiasme et fierté. Là où il est, il aurait été ravi de me voir terminer mon cycle universitaire. Ma pensée reflète donc ce que disait Victor Hugo : « *Tu n'es plus là où tu étais, mais tu es partout là où je suis* ».

Je remercie ma mère pour son soutien de tous les jours. Dans les bons comme dans les mauvais moments, elle fut d'un immense réconfort, et une source d'énergie inépuisable, me permettant de traverser ces nombreux moments de stress et d'angoisse propres à la rédaction d'un mémoire. Je ne pourrais pas aussi oublier de remercier mon frère pour l'assistance technique qu'il m'a apportée.

Merci également à la COMECE pour l'opportunité donnée de réaliser mon stage à leurs côtés, une expérience des plus enrichissantes non seulement d'un point de vue personnel, mais également en vue de la réalisation de ce mémoire. Je remercie donc le Père Olivier, tous les conseillers pour leur accueil chaleureux, et plus particulièrement José Luis Bazan, mon maître de stage, pour ses apprentissages et sa bienveillance.

Enfin, je ne peux que remercier le Professeur Vincent Legrand pour son aide dans la réalisation de ce mémoire et notamment pour m'avoir aidé à réaliser ce stage. Ses conseils avisés ont indéniablement contribué à la rédaction de ce mémoire.

Table des matières

INTRODUCTION.....	13
1) La problématique : la crise migratoire et l’Eglise catholique romaine.....	13
2) Annonces hypothèses.....	17
3) Importance du sujet : Stratégie des acteurs.....	18
4) Délimitation temporelle.....	19
5) Méthodologie.....	20
6) Différents champs disciplinaires du sujet.:.....	21
CONTEXTUALISATION	
De Lesbos à Lund, l’Eglise catholique construit des ponts avec les autres	
Eglises.....	29
Partie I- Définition du sujet.....	34
1) L’Art.17 comme cadre juridique.....	34
2) Typologie d’acteurs religieux.....	37
3) Œcuménisme comme dimension d’étude.....	40
3.1) Mise en contexte.....	40
3.2) Définition.....	40
3.3) Exemples de démarches œcuméniques.....	42
3.4) L’œcuménisme à deux niveaux.....	43

4) COMECE.....	44
4.1) Historique.....	44
4.2) Différences avec la CCEE, la Nonciature auprès de l'UE.....	45
4.3) Organisation.....	45
4.4) Objectif.....	49
4.5) Travaux réalisés sur la migration entre 2013 et 2016.....	50
5) CEME.....	51
5.1) Historique	51
5.2) Liens avec la CEC	51
5.3) Organisation	52
5.4) Objectif	53
5.5) Travaux réalisés sur la migration entre 2014 et 2016	54
6) Christian group on migration.....	54

Partie II- Discussion :

Pourquoi existe-t-il une collaboration entre la COMECE et la CEME ?.....56

1) <i>H1 : La coopération par effet de « dépendance au sentier »</i>	56
1.1) La théorie du sentier de dépendance.....	56
1.1.1) Relations avec le néo-institutionnalisme historique.....	56
1.1.2) La théorie du sentier de dépendance dans la littérature.....	56
1.1.3) Les éléments clés de la théorie du sentier de dépendance.....	60
1.2) La théorie du sentier dans les relations inter églises.....	61
1.2.1) Avant Vatican II, Schismes et divisions.....	61
1.2.2) Vatican II : Les Eglises «hérétiques » ou « schismatiques ».....	63
1.2.3) Rencontres, déclarations et dialogues.....	65
1.2.4) Charta Oecumenica et désormais unies plutôt que séparées.....	70

2) <i>H2 : Les Eglises coopèrent car elles font le choix de « coalitions de cause » sur la base de valeurs communes</i>	74
2.1) La théorie de la coalition de cause.....	74
2.2) La coalition de cause et la coopération entre les Eglises.....	80
2.2.1) Les coalitions.....	80
2.2.2) Les croyances communes qui poussent à la coalition.....	82
2.2.2.1) L'aide aux migrants comme noyau fondamental.....	82
2.2.2.2) L'Union Européenne	85
2.2.3) L'art.17 et le dialogue institutionnel.....	86
2.2.4) Mécanismes de guidance.....	90
2.2.5) Temps.....	92
CONCLUSION	96
BIBLIOGRAPHIE	103
ANNEXES	117

Abréviations

ACF Advocacy Coalition Framework

APRODEV Association of World Council of Churches related Development Organisations in Europe

CARE Christian Action Research and Education

CCEE Conseil des conférences épiscopales européennes

CEME Commission des Eglises auprès des migrants en Europe

CEC/KEK Conférence des Eglises européennes (Conference of European Churches)

CIDSE International Co-operation for Development and Solidarity

COE Conseil Œcuménique des Eglises

COMECE Commission des Évêchés de la Communauté Européenne

EKD Evangelische Kirche in Deutschland

ESPACES Spiritualité, Culture et Société en Europe

HCR Haut-Commissariat pour les réfugiés

ICMC International Catholic Migration Commission

JRS Jesuit Refugee Service

UE Union Européenne

OCDE Organisation de coopération et de développement économiques

OCIPE Office catholique d'information et d'initiative pour l'Europe

PNUD Programme des Nations unies pour le développement

PRCD programmes-cadres de recherche et de développement technologique

QCEA Quaker Council for European Affairs

INTRODUCTION

« Il ne faut pas être repoussé par leur nombre, mais plutôt les regarder comme des personnes, voir leurs visages et écouter leurs histoires, essayer de répondre au mieux à leur situation. Y répondre d'une façon toujours humaine, juste et fraternelle. Il faut éviter cette tentation aujourd'hui courante qui est d'écarter quiconque apporte des ennuis ».

Pape François, discours au Congrès américain, 24 septembre 2015

1) La problématique : la crise migratoire et l'Eglise catholique romaine

L'Europe est actuellement confrontée à une crise migratoire sans précédent. En effet, dans la plupart des pays membres de l'Union Européenne, le thème de la migration et de l'accueil des réfugiés alimente les discussions politiques et déchaîne les passions.

Si l'on prend les chiffres de septembre 2015, 487,000 personnes avaient ainsi débarqué sur les plages européennes, depuis le début de l'année, soit deux fois plus que pour toute l'année 2014 et donc le chiffre le plus élevé depuis le début de cette crise (dont nous considérons ici qu'elle commence concrètement depuis 2011 et les évènements du printemps arabe)¹.

Les raisons qui poussent ces personnes vivant dans des situations extrêmement difficiles à réaliser ce véritable parcours du combattant sont diverses. Pour Eugenio Lilli, membre du *Department of Conflict Studies* du King's College de Londres, ce sont en premier lieu des aspirations de survie qui poussent à faire ce choix.

“People fleeing armed conflict in the Middle East migrate to Europe because they see Europe as a place of peace and wealth compared to the violence and despair that characterize their home countries. However, such a trend should not be overemphasized. For example, in the case of Syria, the data available clearly shows that the great majority of Syrian refugees has so far resettled in neighboring Jordan, Lebanon, and Turkey and not in European countries”².

¹ BANUCESCU-BOGDAN Natalia, FRATZKE Susan, « Europe's Migration Crisis in Context: Why now and what next? », *Migration Policy*, 24 septembre 2015 < <http://www.migrationpolicy.org/article/europe%E2%80%99s-migration-crisis-context-why-now-and-what-next>>

² KING'S COLLEGE LONDON, « Why do refugees and migrants come to Europe, and what must be done to ease the crisis? », *The Telegraph.co.uk*, 4 septembre 2015, consulté le 16 mai 2017

Par ailleurs, ce sont également pour beaucoup les conflits armés que fuient ces personnes, que ce soit en Irak, en Syrie, au Nigeria, au Mali ou en Libye.

“This is not a crisis of economic migration. The human tragedy in the Mediterranean is the humanitarian fallout of two wars that have no prospect of resolution. In Libya the fall of Muammar Gaddafi has left the country divided and spiraling into increased violence, while in Syria horrifying human rights abuses, particularly of religious and ethnic minorities, are a self-explanatory incentive to flee. It is now impossible to pretend that these refugees choose to become economic migrants, or that Western policy in Libya and Syria is unrelated.”³

Cette crise divise non-seulement l’Europe à travers ses institutions, ses dirigeants, mais également les sociétés civiles. A cet égard, il n’est pas rare d’écouter l’Eglise catholique romaine prendre position, notamment à travers le Pape François. En effet, depuis le début de son pontificat en mars 2013, la question de l’immigration a toujours été particulièrement chère à l’Evêque de Rome. Pour illustrer ce propos, il est intéressant de constater que son tout premier déplacement, trois mois après son élection, eut lieu sur l’île sicilienne de Lampedusa, tristement connue pour les nombreux naufrages d’embarcations de migrants au large de ses côtes. Ce jour-là, le Pape y avait prononcé un discours désormais célèbre où il fustigeait la « *mondialisation de l’indifférence* »⁴.

De plus, lors de ses nombreuses déclarations, il prit constamment position en faveur d’un meilleur traitement des êtres humains et d’une politique plus accueillante, notamment lors de la 100^{ème} journée mondiale des migrants et des réfugiés le 19 janvier 2014 :

« Souvent, en effet, l’arrivée de migrants, de personnes déplacées, de demandeurs d’asile et de réfugiés suscite chez les populations locales suspicion et hostilité. La peur naît qu’il se produise des bouleversements dans la sécurité de la société, que soit couru le risque de perdre l’identité et la culture, que s’alimente la concurrence sur le marché du travail, ou même, que soient introduits de nouveaux facteurs de criminalité. Les moyens de communication sociale, en ce domaine ont une grande responsabilité : il leur revient, en effet, de démasquer les stéréotypes et d’offrir des informations correctes où il arrivera de dénoncer l’erreur de certains, mais aussi de décrire l’honnêteté, la rectitude et la grandeur d’âme du plus grand

<<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/11845205/Why-do-refugees-and-migrants-come-to-Europe-and-what-must-be-done-to-ease-the-crisis.html>>

³ *Ibidem.*

⁴ « Migrants : le pape François invite à « surmonter les peurs » », *La Croix.com*, 1^{er} octobre 2015 <<http://www.la-croix.com/Religion/Actualite/Migrants-le-pape-Francois-invite-a-surmonter-les-peurs-2015-10-01-1363415>>

nombre. En cela, un changement d'attitude envers les migrants et les réfugiés est nécessaire de la part de tous ; le passage d'une attitude de défense et de peur, de désintérêt ou de marginalisation – qui, en fin de compte, correspond à la « culture du rejet » – à une attitude qui ait comme base la « culture de la rencontre », seule capable de construire un monde plus juste et fraternel, un monde meilleur. Les moyens de communication, eux aussi, sont appelés à entrer dans cette « conversion des attitudes » et à favoriser ce changement de comportement envers les migrants et les réfugiés ».⁵

Cependant, le pape François insiste sur une démarche prudente (qui contraste avec une image laxiste et utopiste qu'on lui attribue souvent) dans laquelle les pays doivent limiter leur accueil en fonction de leur capacité à intégrer les migrants, tel qu'il le confirmera dans son discours annuel adressé le 9 janvier 2017 au corps diplomatique accrédité près le Saint-Siège en déclarant qu'il faut «construire des sociétés ouvertes et accueillantes envers les étrangers et en même temps, sûres et en paix»⁶. Il avait cependant lancé une première mise en garde en novembre 2016 lorsqu'on lui demandait son avis sur les pays qui fermaient leurs frontières aux réfugiés.

« Qu'est-ce que je pense des pays qui ferment leurs frontières ? En théorie, on ne peut pas fermer son cœur à un réfugié. Mais il y a aussi la prudence des gouvernants : Ils doivent être très ouverts pour recevoir mais ils doivent aussi faire le calcul de savoir comment les recevoir. Parce qu'on ne doit pas seulement recevoir un réfugié mais il faut aussi l'intégrer. Et si un pays à une capacité d'intégration, disons de 20, qu'il fasse cela. S'il peut davantage, qu'il fasse plus. Mais toujours avec le cœur ouvert, parce qu'il n'est pas humain de fermer le cœur, de fermer les portes. À la fin, cela se paie politiquement. Tout comme on peut aussi payer politiquement une imprudence dans les calculs en recevant plus que l'on peut intégrer. »⁷

Sans pour autant entrer dans un long débat juridique sur les définitions de migrants et de réfugiés, il paraît important de définir très brièvement ces concepts trop souvent mélangés dans l'argumentation politique et comme le souligne le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR)⁸.

⁵ Pape François, « Message du Pape François pour la journée mondiale des migrants et des réfugiés », 17 janvier 2016

⁶ GUENOIS Jean-Marie, « Immigration : le pape François confirme son appel à la « prudence » », *Le Figaro (en ligne)*, 9 janvier 2017, consulté le 20 mai 2017 <<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2017/01/09/01016-20170109ARTFIG00185-immigration-le-pape-francois-confirme-son-appel-a-la-prudence.php>>

⁷ GUENOIS Jean-Marie, « Le Pape François appelle les Etats européens à « la prudence » dans l'accueil des réfugiés », *Le Figaro (en ligne)*, 1er novembre 2016, consulté le 20 mai 2017 <<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2016/11/01/01016-20161101ARTFIG00144-le-pape-francois-appelle-les-etats-europeens-a-la-prudence-dans-l-accueil-des-refugies.php>>

⁸ « « Réfugiés » et « migrants » - Questions fréquentes », *UNHCR.ORG*, 16 mars 2016 disponible sur

- Un **migrant** peut être défini comme étant une personne qui se déplace d'un endroit à un autre pour vivre dans un autre pays pour plus d'une année⁹.
- Un **réfugié** est une personne qui s'est enfuie d'un conflit armé ou d'une persécution et qui est reconnu comme ayant besoin de protection internationale car il est convenu qu'un retour dans le pays d'accueil représenterait un danger pour sa vie. Ceux-ci sont protégés en vertu du droit international selon la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, qui définit ce qu'est un réfugié et décrit les droits de base qui leur sont accordés. Le HCR estime à presque 60 millions le nombre de personnes réfugiées dans le monde entier, y compris ceux déplacés dans leurs propres pays¹⁰.

Des questions peuvent être posées à cet égard. En effet, qu'est-ce qui pousserait l'Eglise catholique à s'engager sur un terrain qui, à premier abord, pourrait sembler si délicat (sachant la frilosité de pays d'Europe centrale et orientale à majorité catholique tels que la Pologne, la Hongrie ou la Slovaquie)¹¹?

<<http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2016/3/56f29941c/refugies-migrants-questions-frequentes.html>>

⁹ TRAVIS Alan, « Migrants, refugees and asylum seekers: what's the difference? », *The Guardian (En Ligne)*, 28 Août 2015

¹⁰ *Ibidem*.

¹¹ « Pour Jean-Pierre Denis, le directeur de la rédaction de l'hebdomadaire catholique La Vie, le geste est politique, iconoclaste, prophétique et devrait déranger les fidèles et les Eglises, notamment celles de Pologne et de Hongrie qui perçoivent les réfugiés comme une charge et une menace ».

DELRUE Geneviève, « A Lesbos, le pape François veut réveiller la conscience européenne », *RFI.FR*, publié le 15 avril 2016, consulté le 21 avril 2017

<<http://www.rfi.fr/europe/20160415-lesbos-pape-francois-migrants-refugies-conscience-europeenne-chretiens>>

... Bien que la critique n'existe pas qu'en Europe de l'Est comme le montre Laurent Dandrieu, l'auteur de l'ouvrage « Eglise et immigration : le grand malaise ».

« Depuis des années, on nous fait croire dans l'Eglise qu'être opposé à l'immigration de masse c'est être contre l'Evangile, contre la parabole du bon Samaritain et la parole du Christ ("J'étais un étranger et vous m'avez accueilli"). Depuis le pape François, on nous fait croire en outre que c'est aussi s'opposer à l'autorité du pape. Il y a sur ces sujets, dans l'Eglise, un discours cléricaliste qui tend à l'infantilisation des fidèles, en contradiction flagrante avec le texte de Vatican II Gaudium et Spes, qui reconnaît aux fidèles "une juste liberté de faire connaître humblement et courageusement leur manière de voir, dans le domaine de leur compétence". »,

« Laurent Dandrieu : "Sur les migrants, l'Eglise se tire une balle dans le pied" », *Atlantico.fr*, publié le 15 janvier 2017, consulté le 22 mai 2017

Par ailleurs, l'Eglise catholique est-elle la seule Eglise à s'engager sur cette thématique ou est-ce également le cas des Eglises chrétiennes non-catholiques (protestantes, anglicanes et orthodoxes) ? Les Eglises chrétiennes, si elles sont toutes engagées, sont-elles prêtes à coopérer entre elles malgré les différences doctrinales qui les ont divisés pendant plusieurs siècles ? Ce sont à travers ces premiers questionnements que s'est réalisée cette recherche et nous ambitionnerons de trouver des pistes de réponses à travers la théorie du sentier de dépendance et la théorie de la coalition de cause (cfr infra).

2) Annonces hypothèses :

Pourquoi des organisations coopèrent-elles ? Nous pouvons identifier au moins deux théories, qui ont été privilégiées dans cette analyse : la théorie du sentier de dépendance et la théorie de la coalition de cause.

Le cas des Eglises plus précisément, la COMECE (Commission des Épiscopeats de la Communauté Européenne), agence spécialisée de l'Eglise catholique par le biais de l'ensemble des conférences épiscopales présentes dans sur le territoire des Etats-membres de l'UE, et la CEME (Commission des Eglises auprès des migrants en Europe), organisation œcuménique liée aux Eglises (hormis catholicisme) coopérant dans le contexte de la crise migratoire et l'action politique au niveau de l'UE corrobore-t-il ces deux théories ?

Nous tenterons d'expliquer pourquoi les Eglises coopèrent et ce à partir de deux hypothèses :

- H1 : Les Eglises coopèrent par effet de « dépendance au sentier »

Ici, nous tenterons d'utiliser une explication à partir de la théorie du sentier de dépendance. Celle-ci, chère au paradigme néo-institutionnaliste, considère que le passé joue un rôle important dans les choix présents et futurs. Différents choix et succès passés pousseront deux ou plusieurs acteurs à choisir de coopérer. Ici, nous tenterons de voir comment le dialogue œcuménique, et ses différents succès s'ils en sont, favorise la coopération entre les Eglises choisiront l'option de la confiance plutôt

<<http://www.atlantico.fr/decryptage/pour-laurent-dandrieu-migrants-eglise-se-tire-balle-dans-pied-2935709.html>>

que celle de la défiance qui a pu exister par le passé. Pour cela, il sera important de suivre cela sans négliger l'importance de l'histoire, mais également de la théologie ou de la politique qui ont sans doute pesés dans le choix de la séparation mais aussi du rapprochement.

- H2: Les Eglises coopèrent car elles font le choix de « coalitions de cause » sur la base de valeurs communes

Nous sommes ici dans le terrain du *Policy Network Analysis* qui peut être défini comme étant: « *sets of formal institutional and informal linkages between governmental and other actors structured around shared if endlessly negotiated beliefs and interests in public policy making and implementation.* »¹²

Nous tenterons d'évaluer cette hypothèse à partir de la théorie de la coalition de cause ou appelé aussi l'*Advocacy Coalition Framework* de Paul Sabatier. L'idée ici est de voir comment des acteurs se regroupent notamment à travers des valeurs communes. Le fait que la CEME, œcuménique (donc composée d'églises réformées, orthodoxes, anglicanes et autres) et la COMECE, catholique, coopèrent est-elle explicable par le partage de valeurs plus fondamentales (évangéliques) ?

3) Importance du sujet : Stratégie des acteurs

Le but de ce mémoire est d'étudier le comportement d'acteurs non étatiques par rapport au sujet de la crise migratoire¹³. En l'occurrence, ces acteurs en question seront des organismes confessionnels qui représentent les Eglises auprès des institutions européennes. Sont donc étudiés :

- La COMECE, qui représente les évêques membres des Conférences Episcopales (présentes sur le territoire des Etats membres de l'Union européenne) auprès des institutions européennes. Celle-ci est de dénomination catholique et qui a pour mission, comme son site internet l'indique, d'« accompagner les politiques et initiatives législatives de l'Union Européenne dans chaque domaine d'intérêt pour l'Église par le biais de

¹² RHODES R.A.W., « Policy network analysis», in MORAN Michael, REIN Martin, GOODIN Robert, *The Oxford handbook of public policy*, Oxford New York: Oxford University Press, 2008 pp. 425-443

¹³ A noter évidemment que bien que la COMECE est un acteur non-étatique, il travaille en cohérence avec le Saint-Siège qui lui est reconnu comme un Etat (bien que non membre de l'Union Européenne)

contacts régulier avec les décideurs politiques de l'UE, les parlementaires européens et les hauts fonctionnaires des Institutions européennes »¹⁴. Elle travaille notamment sur le thème de la migration et de l'asile.

- La CEME, qui est un organisme représentant diverses églises (notamment protestantes, orthodoxes et anglicanes) auprès des institutions européennes¹⁵. Celle-ci est donc œcuménique (cfr infra).

4) Délimitation temporelle

La période étudiée sera délimitée dans le temps¹⁶ -entre 2013 et 2016-. Cette période a été choisie car elle coïncide avec le début du pontificat du Pape François (Pape depuis 2013), dont les positions en matière d'accueil des migrants sont assez engagées, comme nous avons pu le voir, bien que paradoxalement celles-ci ne soient pas en rupture, mais plutôt en continuité avec les déclarations de ces prédécesseurs, notamment des Papes Jean-Paul II et Benoît XVI. En effet, l'urgence de la situation, engendrée notamment par les conflits en Syrie, Libye, Mali sans oublier d'autres conflits majeurs, a donc poussé le Pape François à prendre position sur la crise migratoire, optant pour une position favorable à l'accueil de ces personnes vulnérables.

Sont ici privilégiés comme acteurs étudiés des organisations chrétiennes (catholiques d'une part et « œcuménique » de l'autre) pour des raisons pratiques. D'une part par le fait que le christianisme possède un rôle important dans la construction des sociétés européennes (et les 500 ans de la Réforme célébrées en cette année 2017 viennent nous le rappeler). D'autre part, car pour réaliser ce mémoire à bien, il m'a été permis de réaliser un stage de 3 mois auprès du secrétariat de la COMECE, dans lequel j'ai pu

¹⁴« Notre Mission », *COMECE.EU*, consultée le 17 mars 2017 <<http://www.comece.eu/site/fr/notremission>>

¹⁵ « CCME maintains regular contacts with the European Commission, the European Parliament and Council of the European Union. CCME also holds official observer status with the Council of Europe (Strasbourg/F) and observes the Migration Committee of the Council of Ministers. This enables CCME to monitor European policy-making in the migration, integration and asylum spheres and to present the concerns of the churches to the relevant institutions. » « Who We Are », *CCME.BE*, consultée le 17 mars 2017 <<http://www.ccme.be/who-we-are/>>

¹⁶ Cette délimitation se fait par rapport aux travaux réalisés par ces deux organismes entre 2014 et 2016 et non pas sur le mémoire en tant que tel. En effet, ce mémoire ne peut occulter le passé, sachant qu'on traite de relations entre Eglises et que le poids du passé a de l'importance sur les implications futures

voir de près le travail réalisé sur les questions de migration et asile (mais également ceux sur le thème de la liberté religieuse).

5) Méthodologie

De fait, le stage qui fut réalisé entre septembre et novembre a permis d'enrichir ce mémoire en lui apportant un aspect pratique et une observation de terrain qui complémente l'apport évident d'autres types de sources habituellement utilisées lors d'un mémoire, tels que les sources secondaires qui y seront également mobilisés. Pendant cette période, il fut fréquent de voir que les travaux réalisés sont souvent empreints d'un esprit de coopération entre la COMECE et d'autres organismes, catholiques (comme par exemple Caritas) comme non-catholiques (la CEC¹⁷ ou la CEME par exemple). De plus, comme l'indiquent François Foret et Xabier Itçaina, l'immigration est un sujet dans lequel les acteurs catholiques et protestants ont souvent réalisé des coalitions de cause¹⁸ (cfr infra). Par ailleurs, comme l'indique Leustean, la Commission Européenne tend à avoir le même nombre de rencontres avec l'Eglise Catholique (représentée principalement par la COMECE) qu'avec les autres églises chrétiennes, elles représentées par la CEC¹⁹. La CEME fut donc privilégié comme second acteur car il étudie plus spécifiquement le thème de la migration et de l'asile²⁰. Ceci semble donc confirmer la volonté de coopération insufflée par le **dialogue œcuménique** et encouragé côté catholique depuis le Concile Vatican II (1962-1965)²¹.

¹⁷ Ces interactions fréquentes entre ces différentes organisations m'ont permis notamment d'interviewer un responsable de la CEC, Mr Frank-Dieter Fischbach.

¹⁸ FORET François, ITCAINA XABIER, « Western European modernities and religion: a perspective from political sociology » In FORET François, ITCAINA Xabier, *Politics of Religion in Western Europe: Modernities in Conflict*, Routledge: ECPRE, 2012, p.11

¹⁹ LEUSTEAN Lucian, *The Representation of Religion in the European Union*, San Domenico di Fiesole: European University Institute, 2013, p.10

²⁰ Il fut pensé dans un premier temps d'étudier la CEC. Cependant, celle-ci ne traite pas spécifiquement de la migration et asile, laissant ainsi la CEME avec laquelle elle collabore traiter de ces questions.

²¹ Notamment le Décret sur l'œcuménisme *Unitatis Redintegratio*

Paul VI, *Unitatis Redintegratio*, 21 novembre 1964

< http://www.vatican.va/archive/hist_councils/ii_vatican_council/documents/vat-ii_decree_19641121_unitatis-redintegratio_fr.html>

Autre point considérable, le point 15 de la Constitution Dogmatique *Lumen Gentium* sur les non-chrétiens :

« Avec ceux qui, étant baptisés, portent le beau nom de chrétiens sans professer pourtant intégralement la foi ou sans garder l'unité de la communion sous le Successeur de Pierre, l'Église se sait unie pour de multiples raisons. Il en est beaucoup, en effet, qui tiennent la Sainte Écriture pour leur règle de foi et de vie, manifestent un zèle religieux sincère, croient de tout leur cœur au Dieu Père tout-puissant et au Christ Fils de Dieu et Sauveur, sont marqués par le baptême qui les unit au Christ, et même reconnaissent et reçoivent d'autres sacrements dans leurs propres Églises ou dans leurs communautés ecclésiales. Plusieurs d'entre eux jouissent même de l'épiscopat, célèbrent la sainte

Par ailleurs, une interview avec Frank-Dieter Fischbach, conseiller auprès de la CEC, a permis de mieux comprendre l'organisation aussi bien de la CEC et de la CEME, mais aussi les liens entre les deux organismes. Cet entretien a permis d'obtenir des informations nécessaires afin d'éviter une trop grande asymétrie dans l'approche des deux organisations. Pour le reste, l'usage de sources secondaires a été principalement privilégié.

6) Différents champs disciplinaires du sujet : sciences politiques, théologie sociologie, psychologie de groupe, études européennes

L'intérêt de ce mémoire se veut également pluridisciplinaire en abordant différents champs d'études, bien qu'étant en premier lieu un mémoire d'administration publique à finalité européenne. Cependant, ce mémoire se veut pluridisciplinaire, et souhaite convoquer des sujets propres à la science politique, la sociologie, les études européennes, la psychologie de groupe ou encore la théologie.

▪ *Politiques*

Si la **gouvernance multi-niveau** est fréquemment utilisée pour étudier diverses juridictions politiques (supranationale, nationale et infranationale), elle peut également être utilisée pour étudier les interactions entre les acteurs non-étatiques et les différents niveaux de pouvoirs politiques. Ce mémoire ambitionne d'illustrer un cas pratique de gouvernance multi-niveaux dans laquelle les institutions européennes joueraient un rôle d'acteurs supra-étatiques tandis que les organisations que sont la COMECE et la CEME présentent un rôle d'acteur intraétatique qui sont consultées par les institutions européennes.

Eucharistie et entourent de leur piété la Vierge Mère de Dieu. À cela s'ajoute la communion dans la prière et dans les autres bienfaits spirituels, bien mieux, une véritable union dans l'Esprit Saint, qui, par ses dons et ses grâces, opère en eux aussi son action sanctifiante et dont la force a permis à certains d'entre eux d'aller jusqu'à verser leur sang. Ainsi, l'Esprit suscite en tous les disciples du Christ le désir et les initiatives qui tendent à l'union pacifique de tous, suivant la manière que le Christ a voulue, en un troupeau unique sous l'unique Pasteur. À cette fin, l'Église notre Mère ne cesse de prier, d'espérer et d'agir, exhortant ses fils à se purifier et à se renouveler pour que, sur le visage de l'Église, le signe du Christ brille avec plus de clarté. »

Paul VI, *Lumen Gentium*, 1964

< http://www.vatican.va/archive/hist_councils/ii_vatican_council/documents/vat-ii_const_19641121_lumen-gentium_fr.html#_ftn28>

En effet, « gouvernance multiniveaux renvoie à des pouvoirs particuliers, entrecroisés et à géométrie variable. Ils peuvent être spécialisés ou généraux, publics ou privés, infra ou supranationaux. Tous sont imbriqués de multiples manières en faisant intervenir une multiplicité d'acteurs politiques, économiques et sociaux allant de l'Etat au citoyen en passant par les grandes institutions, les élus locaux, les entreprises, la société civile, etc. Une telle représentation de la gouvernance offre là encore un vaste champ à l'analyse des politiques publiques ou de l'action publique»²². Par ailleurs, comme l'indique François Foret, la gouvernance multi-niveau s'intéresse d'une part aux relations d'intérêts et d'autre part aux institutions et acteurs, idées et identités, y compris religieuses²³.

Par ailleurs, le concept de **gouvernance** est aussi important à mobiliser, celui-ci ayant évolué au fil du temps pour inclure la société civile et les acteurs non étatiques. En effet, comme l'indique Vincent Simoulin, le concept de gouvernance « a acquis depuis le milieu des années 1970 une place importante dans le domaine de l'action publique aussi bien que sur la scène universitaire. Pour ne donner que quelques exemples, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) a ainsi abandonné au début des années 1990 le thème de l'assistance technique au profit de celui de la gestion publique puis de la gouvernance ; le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) en a fait l'une de ses priorités depuis 1996 et lui accorde une place croissante ; tandis que l'Union européenne en a fait l'un des axes de ses cinquième et sixième programmes-cadres de recherche et de développement technologique (PCRD) et lui a consacré en juillet 2001 un Livre blanc »²⁴. De plus :

« La gouvernance a été utilisée comme une façon de décrire un problème et comme un terme qui faisait figure de diagnostic [...] cela alors que nombre de recherches montraient le rôle de plus en plus important de réseaux ou de communautés regroupant aussi bien des acteurs privés que publics dans la conduite des politiques publiques. Une seconde étape a toutefois débuté pour désormais définir la gouvernance aussi comme une solution, c'est-à-dire, pour reprendre les termes de Patrick Le Galès, comme une capacité à intégrer, à donner forme aux intérêts

²² DE BRIANT Vincent, PONS Xavier , « Thème 2 : Gouvernance multiniveaux et action publique », Université Paris Est, 2006.
<<http://lipha.u-pec.fr/recherche/theme-2/theme-2-gouvernance-multiniveaux-et-action-publique-473375.kjsp>>

²³ FORET François, « Theories of European integration and religions: a critical assessment » In FORET François, ITCAINA Xabier, *op.cit.*, p.48

²⁴ SIMOULIN Vincent, « La gouvernance et l'action publique : le succès d'une forme simmélienne », *Droit et Société*, 54, 2003, pp. 307-328.

locaux, aux Organisations, aux groupes sociaux, et à les représenter à l'extérieur. Dans cette optique, les chercheurs cherchent à identifier des modes de gouvernance, à les distinguer selon les pays ou les secteurs, ainsi qu'à recenser et spécifier les usages de la gouvernance qui sont faits »²⁵.

Enfin, comme l'indique Christian Lequesne, la gouvernance est un concept également utilisé pour aborder les différents acteurs du *policy making* européen et la manière dont ils interagissent.

« En l'absence d'un pouvoir fort au sein de l'Union Européenne, les formes décisionnelles sont fluides et peu hiérarchisées. Souvent saisies par la notion de réseaux d'action publique, ces formes se caractérisent par des configurations d'acteurs pluriels (constituant des fonctionnaires nationaux, des fonctionnaires de la Commission, des représentants des groupes d'intérêts, ...) qui ne se conforment pas à un modèle institutionnel unique mais tendent au contraire à se différencier par l'émergence progressive de règles du jeu à chaque secteur. »²⁶

- *Théologiques*

Pour étudier les deux organisations (la COMECE et la CEME) représentant pour la première l'Eglise catholique, et la seconde se voulant œcuménique (composée notamment d'Eglises orthodoxes, anglicanes et autres Eglises non-catholiques (protestantes)), il est important de prendre en compte la théologie, mais également les différences doctrinales qui ont divisé et séparent toujours le christianisme. L'apport de la théologie est intéressant notamment pour voir les valeurs que défend chaque acteur. Comme l'indiquent François Foret et Xabier Itçaina:

“Theology is itself divided in its relationship to European modernity. There are theologies rather than a theology. Christianity is said to have been a pioneer through the internal experience of ecumenism, but Christian theology is itself shared in different trends (...) One approach promotes a theology aiming at scientificity and broken down into several branches in order to target different audiences: a fundamental theology looking for the alliance between reason and faith as well as universality and full integration within academia; a systematic theology working at the rebuilding of tradition and hosted by the Church; a practical theology offering incentives for solidarity and engagement in the general public. Other approaches define theology as a quasi-missionary work whose purpose is to influence elites and society in favor of religion. Christian hierarchies may prefer this last option, but the acceptance of

²⁵ GRELIER Lison, « La gouvernance multiniveau des ONG », Toulouse : IEP Toulouse, 2010, p.19

²⁶ LEQUESNE Christian, « Comment penser l'Union européenne » in SMOOTS M.C., *Les nouvelles relations internationales*, Paris : Presses de Sciences Po, 1998, pp. 103-134

diversity and a certain relativism is a non-negotiable precondition for the viability of technology within the public sphere.”²⁷

Ces deux approches sont en effet intéressantes pour aborder la théologie dans les sciences sociales. Parmi les tenants de la première approche se trouvent des auteurs tels que Tracy²⁸ tandis que la seconde approche a été abordée notamment par D’Costa²⁹.

- *Sociologiques*

La sociologie s’est souvent penchée sur le rôle des religions dans la délibération politique. Il y a tout d’abord Jean-Paul Willaime, qui s’est penché sur le terrain de la **sociologie des religions**³⁰. Il y a également le cas de Jürgen Habermas, qui a eu l’occasion de débattre avec Joseph Ratzinger le théologien, futur pape Benoît XVI³¹.

« Selon le philosophe allemand, l’ordre démocratique peut fort bien s’accommoder de « pré-supposés faibles », c’est-à-dire issus de la délibération rationnelle et non fondés en substance par la nature ou la religion. Mais la condition pour cela, c’est que s’instaurent les formes communicationnelles requises (rationalité, valeurs partagées, langue de communication commune, confiance et solidarité permettant l’échange) (...) Habermas reconnaît la contribution spécifique du christianisme à la pensée occidentale et le rôle actif de la pensée religieuse pour contrebalancer les effets centrifuges de l’individualisme capitaliste et les incertitudes de l’ordre international. Il prône la reconnaissance mutuelle des limites du sécularisme et de la foi. Moyennant cette exigence intellectuelle d’auto-relativisation, il milite pour accorder aux religions pleine place dans l’espace public et le débat politique. Les croyances doivent être reconnues dans leur capacité à contribuer efficacement au bien commun. Habermas reste pour autant attaché à la primauté de la raison séculière et à la distinction claire entre foi et connaissance. Pour pouvoir être intégré dans le processus de délibération politique, le message des religions doit subir une « traduction » qui le rend acceptable par tous, y compris par ceux qui n’en partagent pas la dimension normative. »³²

²⁷ FORET François, ITCAINA XABIER, « Western European modernities and religion: a perspective from political sociology » In FORET François, ITCAINA Xabier, *op.cit.*, p.9

²⁸ TRACY, D., *The Analogical Imagination : Christian Theology and the Culture of Pluralism*, New York : Crossroads, 1981.

²⁹ D’COSTA, G., *Theology in Public Square : Church, Academy and the Nation*, Oxford : Blackwell, 2005.

³⁰ WILLAIME Jean-Paul, *Sociologie des religions*, Paris : Presses Universitaires de France, 125 p.

³¹ Cet ouvrage est intéressant pour approfondir ce sujet : Habermas J., « Pluralisme et morale », *Esprit*, juillet 2004, n° 306

³² FORET François, « Quels pré-supposés pour la démocratie européenne ? Regards croisés sur le rôle du religieux », *Politique européenne*, 2006/2 (n° 19), p.119

Un autre penseur parmi d'autres à avoir étudié le rôle du religieux en lien avec l'Europe, et plus particulièrement à s'être épanché sur le statut et le rôle des religions dans la légitimation de l'Europe est Jean-Marc Ferry³³ :

« Ferry établit un lien explicite entre le développement de cette éthique reconstructive et le potentiel critique des religions. La mise en communication des cultures entre elles révèle leur contingence et ce qu'elles se doivent mutuellement, ce qui interdit de penser un « sens de l'histoire » consacrant l'une d'entre elles sur les autres. La capacité potentielle des religions à s'ouvrir ainsi les unes aux autres et à se reconnaître mutuellement participe de cette entreprise d'éthique reconstructive. Et au-delà des relations entre religions, ces dernières peuvent contribuer à prévenir les excès de l'apparent triomphe de l'Etat de droit démocratique. En montrant la diversité des chemins et des emprunts pour y parvenir, elles empêchent de penser toute « fin de l'histoire » sous la forme du libéralisme démocratique qui risquerait de lui conférer une dimension totalitaire exclusive de toute alternative. On retrouve là un argument classique avancé par les hiérarchies religieuses qui présentent leur référence à un au-delà qui relativise le pouvoir comme le meilleur des remparts contre le totalitarisme politique. »³⁴

Autre champ de la sociologie qui est important à mobiliser et celui de la sociologie de l'**action collective**. Celle-ci, étudiée notamment par des auteurs tels que Crozier et Friedberg, étudie le comportement d'individus ou de groupes qui s'unissent en vue de réaliser une action commune³⁵.

« L'action collective (...) n'est pas un phénomène naturel. C'est un construit social dont l'existence pose problème et dont il reste à expliquer les conditions d'émergence et de maintien. Contrairement à l'idée que nous en avons couramment, en effet, contrairement aussi à la façon dont psychologues, sociologues et analystes divers ont pu poser – et encore et toujours – les problèmes d'organisations, nos modes d'action collective ne sont pas des données « naturelles » qui surgiraient en quelque sorte spontanément et dont l'existence irait de soi. Ils ne sont pas le résultat automatique du développement des interactions humaines, d'une sorte de dynamique spontanée qui porterait les hommes en tant qu'« êtres sociaux » à s'unir, à se grouper, à s'« organiser ». Ils ne sont pas davantage la conséquence logique et déterminée d'avance de la « structure objective » des problèmes à résoudre, c'est-à-dire de la somme des déterminations extérieures que l'« état des forces productives, le « stade de développement technique et économique » feraient peser sur les hommes. Ils ne constituent

³³ FERRY Jean-Marc « Sur le potentiel critique des religions dans l'espace européen » in Gisel P., Tetaz J-M. (ed), *Théories de la religion*, Genève : Labor et Fides, 2002.

³⁴ FORET François, « Quels présupposés pour la démocratie européenne ? Regards croisés sur le rôle du religieux », *op.cit.*, p.122

³⁵ CROZIER Michel, FRIEDBERG Erhard, *L'acteur et le système*, Paris : Editions du Seuil, 1977, 478 p.

rien d'autre que des solutions toujours spécifiques, que des acteurs relativement autonomes, avec leurs ressources et capacités particulières, ont créés, inventés, institués pour résoudre les problèmes posés par l'action collective et, notamment, le plus fondamental de ceux-ci, celui de leur coopération en vue de l'accomplissement d'objectifs communs, malgré leurs orientations divergentes. »³⁶

▪ *Psychologiques*

La psychologie peut permettre de connaître les motivations des sujets lors des relations interpersonnelles. Ainsi, il est intéressant de voir le rôle du côtoiement fréquent par exemple ou encore de la similitude. En effet, Moser considère que la prise de conscience comme la base de toute relation interpersonnelle, celle-ci permettant plus d'interactions entre deux personnes³⁷. De son côté, Heider insiste sur le fait qu'avoir des similitudes permettent à deux individus d'entretenir des relations stables basées sur des intérêts communs³⁸.

Ces deux postulats de la psychologie vont nous permettre de comprendre en quoi le rôle de l'histoire, de l'antécédant, tout comme celui de valeurs partagées jouent un rôle pour comprendre la création de coalitions.

▪ *Etudes Européennes*

Ce mémoire se veut également en lien avec les études européennes. François Foret, notamment, souligne que « La multiplication des déplacements migratoires constitue l'un des traits saillants des « modernités multiples » européennes »³⁹.

*« D'un point de vue politique, l'europanisation de cet enjeu a été abordée autant depuis la perspective de l'élaboration d'une politique européenne commune en matière d'immigration, que depuis l'europanisation des mouvements sociaux et des mobilisations pro- ou anti-immigrants. D'un point de vue religieux, les flux d'immigration – qu'il s'agisse des flux Sud-Nord comme, dans une moindre mesure, des flux Est-Ouest – ont une double conséquence. »*⁴⁰

³⁶ *Ibid.*, p.14

³⁷ MOSER Gabriel, *Les relations interpersonnelles*, Paris : Presses Universitaires de France, coll. « Le psychologue », juillet 1994 (ISBN 978-2-130-46094-7), pp.47-86

³⁸ BEDARD L. et al., *Introduction à la psychologie sociale : vivre, penser et agir avec les autres*, Canada : Édition du Renouveau Pédagogique Inc. (ERPI), 2012, pp. 228-264

³⁹ FORET François, ITCAINA Xavier, « Dieu loin de Bruxelles : L'europanisation informelle du religieux », *Politique européenne*, 2008/1 (n°224), p.13

⁴⁰ *Ibidem.*

Mudrov considère que le constructivisme est le paradigme le plus à même d'inclure la religion et l'intégration européenne.

“The only major theory of European integration, where one could, in principle, find space for religion, is social constructivism. This lies behind specific features of social constructivism. First, this theory brings non-economic concepts into the study of the integration process. Second, it attempts to understand how norms, values and ideas become meaningful, and how they contribute to various developments in the EU. Social constructivists also try to bring non-state actors into the analysis of European integration, thus creating a comprehensive and diverse image of the integration process. Indeed, in their analysis, integration is not confined to strict economic calculations and rational choices, dictated by purely pragmatic interests. Instead, one encounters a more lively and humanoriented picture, where even feelings, emotions and subjectivity do matter. In this picture, we see the influence of history and convictions, identity and various non-governmental organisations”⁴¹.

⁴¹ MUDROV Sergei, *The European Union and Christian Churches : The Patterns of Interaction*, Hambourg : Europa-Kolleg Hamburg, Juillet 2014, p.7

CONTEXTUALISATION : De Lesbos à Lund, l’Eglise catholique construit des ponts avec les autres Eglises

« Nous sommes venus pour attirer l’attention du monde devant cette grave crise humanitaire et pour en implorer la résolution, a déclaré le pape. Nous voulons unir nos voix pour parler ouvertement en votre nom. Nous espérons que le monde prête attention à ces situations de nécessité tragique et véritablement désespérées et réponde d’une façon digne de notre humanité commune (...) Ne perdez pas l’espérance (...) Vous n’êtes pas seuls. »⁴²
(Pape François, Lesbos, 2016)

Comme élément de réponse, il est important d’évoquer la visite du Pape François sur l’île grecque de Lesbos le 16 avril 2016, qui constitue sans doute l’un des événements les plus marquants et symboliques de son pontificat⁴³. Le Saint-Synode de l’Eglise grecque avait annoncé la venue du pape sur l’île, qu’il visita avec le patriarche œcuménique Bartholomée de Constantinople et l’archevêque orthodoxe d’Athènes Ieronymos, en communiquant que le but de sa venue était « de contribuer à la prise de conscience de la communauté internationale en vue d’une cessation immédiate des hostilités dans la région de la Méditerranée et du Moyen-Orient, qui affectent fortement les communautés chrétiennes, mais aussi l’émergence d’un grand problème humanitaire causé par les réfugiés désespérés qui cherchent un avenir meilleur sur le continent européen »⁴⁴.

De leurs côtés, les représentants orthodoxes exprimeront la même indignation face à cette catastrophe humanitaire. L’archevêque d’Athènes dénonce « la faillite d’humanité et de solidarité » de l’Europe, tandis que le patriarche de Constantinople fustige « la dureté de cœur de nos frères et sœurs qui ont fermé les frontières et tourné le dos »⁴⁵. C’est ce jour-là que le Pape décida, à la plus grande surprise et même consternation de certains⁴⁶, d’accueillir douze réfugiés syriens, tous musulmans. Le

⁴² CHAMBRAUD Céline, « Le pape François rentre de Lesbos avec 12 réfugiés syriens », *Le Monde (en ligne)*, 16 avril 2016, consulté le 24 mai 2017 <http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/04/16/le-pape-francois-aux-refugies-de-lesbos-vous-n-etes-pas-seuls_4903481_3214.html>

⁴³ Du moins jusqu’en mai 2017

⁴⁴ SENEZE Nicolas, « Le pape François invité sur l’île grecque de Lesbos », *La Croix (en ligne)*, 5 avril 2016, consulté le 24 mai 2017 <<http://www.la-croix.com/Religion/Pape/Le-pape-Francois-invite-grecque-Lesbos-2016-04-05-1200751268>>

⁴⁵ CHAMBRAUD Céline, *op.cit.*

⁴⁶ Dans de nombreux milieux identitaires et conservateurs, y compris parmi les catholiques, il fut reproché au pape François de ne pas avoir accueilli de réfugié chrétien, bien que ce dernier dira que

pape dira pour justifier ce geste que « ce n'est pas un privilège. Ces douze sont tous des enfants de Dieu et je privilégie les enfants de Dieu ! »⁴⁷, tout en soulignant que « les réfugiés ne sont pas des nombres, ce sont des personnes... et ils doivent être traités comme tels »⁴⁸.

Les trois dignitaires religieux, par le biais d'une déclaration commune, appelleront la communauté internationale et le monde politique à « répondre avec courage à cette crise humanitaire massive et ses causes sous-jacentes, par des initiatives diplomatiques, politiques et de charité ainsi que par des efforts de coopération, à la fois au Moyen-Orient et en Europe ». Ils plaident solennellement « pour la fin de la guerre et de la violence au Moyen-Orient, et pour le retour honorable de ceux qui ont été contraints à abandonner leurs maisons »⁴⁹.

Pour Jean-François Colosimo, ce communiqué final, « résolument œcuménique, qu'ont cosigné le patriarche Bartholomée de Constantinople, figure tutélaire des chrétiens d'Orient, et l'archevêque Ieronymos d'Athènes, primat d'une Grèce à la souffrance, dément tout angélisme béat ou laxisme bêtifiant »⁵⁰.

L'essayiste de souligner que dans ce texte, « l'impuissance des puissants à imposer la paix par les armes au Levant, à y réprimer les nouveaux esclavagistes qu'ils soient

c'était simplement car il n'y avait pas de réfugiés chrétiens en règle. Un exemple d'article parmi d'autre qui circulait, ici du site Riposte Laïque, classé à l'extrême-droite : DURAND Sophie, « Nous sommes en guerre et le Pape collabore avec l'ennemi », *Riposte Laïque*, 17 avril 2016, consulté le 23 mai 2017 < <https://ripostelaique.com/sommes-guerre-pape-collabore-lennemi.html>>

Le prêtre jordanien Khalil Jaar nuancera en déclarant que « Le Saint-Père voulait aussi emmener des réfugiés chrétiens de Syrie et d'Irak. Malheureusement, leurs papiers n'étaient pas encore prêts, mais ils suivront très certainement un peu plus tard. Et en fin de compte, ce qui importe, c'est que ce n'est pas la confession qui prime lorsque quelqu'un est en détresse. Qu'il s'agisse de musulmans ou de chrétiens, ce sont tous des êtres humains, que Dieu aime et qui ont besoin de notre aide. » MAKSAN Olivier, « Le pape a changé l'opinion sur les chrétiens », *Eglise en détresse (site web)*, 26 avril 2017, consulté le 24 mai 2017 < <http://www.egliseendetresse.be/le-pape-a-change-l-opinion-sur-les-chretiens/>>

⁴⁷ COUSTURIE Isabelle, « Le pape François rentre de Lesbos avec 12 réfugiés syriens », *Aleteia*, 17 avril 2016, consulté le 24 mai 2017. < <https://fr.aleteia.org/2016/04/17/le-pape-francois-rentre-de-lesbos-avec-12-refugies-syriens/>>

⁴⁸ *Ibidem*.

⁴⁹ *Déclaration commune de Sa Sainteté Bartholomée, Patriarche œcuménique de Constantinople, de Sa Béatitudo Hyeronimos, Archevêque d'Athènes et de toute la Grèce et du Saint Père François*, Lesbos, 16 avril 2016 < http://w2.vatican.va/content/francesco/fr/speeches/2016/april/documents/papa-francesco_20160416_lesvos-dichiarazione-congiunta.html>

⁵⁰ COLOSIMO Jean-François, « Pape François et les réfugiés musulmans : derrière la provocation, une posture prophétique », *Le Figaro (en ligne)*, publié le 18 avril 2016, consulté le 22 avril 2017 < <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/04/18/31001-20160418ARTFIG00130-pape-francois-et-les-refugies-musulmans-derriere-la-provocation-une-posture-prophetique.php>>

djihadistes, trafiquants, ou les deux, à sécuriser la Méditerranée devenue un cimetière, y est clairement dénoncée »⁵¹, et allant de son opinion sur ce geste qu'il trouve même « prophétique » :

*C'eût été donner raison à l'islamisme que d'exercer un choix préférentiel incluant les chrétiens et excluant les autres, à commencer par les musulmans. Car on aurait vite vu combien une telle ambition de sauvegarde mène à creuser l'abîme. C'eût été un arrangement profane, mondain, onusien, que de pratiquer un savant panachage des minorités. Car pareille volonté de satisfaire statistiquement les uns et les autres aurait conduit inévitablement à l'indifférence de tous. C'eût été laisser les musulmans otages de la terreur que de ne pas leur adresser un signe d'exception pour mieux les rétablir dans l'ordinaire du commun*⁵².

Sébastien de Courtois, historien spécialiste des chrétiens d'Orient, fait preuve du même constat par rapport au Pape et à ses critiques, en disant qu'« on peut toujours critiquer combien de réfugiés sont accueillis par le Vatican, mais n'oublions pas qu'il a demandé à tous les évêchés d'Europe occidentale d'ouvrir leurs portes pour accueillir des familles de migrants, chrétiens et musulmans. Il n'y a aucune institution internationale qui est capable d'assumer ce genre de geste et le pape François l'a fait »⁵³.

Cependant s'il y a un fait qui est presque passé inaperçu, c'est la coopération de la communauté catholique Sant'Egidio et les Eglises protestantes pour faciliter le corridor humanitaire pour les migrants qui viennent légalement en Europe⁵⁴. Cette action commune rappelle l'initiative du Pape François de se rendre contre toute attente à Lund⁵⁵, en Suède, le 13 octobre 2013 en commémoration des 500 ans de la Réforme.

Lors d'un discours, il dénoncera ce qu'il considère être une « contradiction de ceux qui veulent défendre la chrétienté à l'occident tout en étant opposés aux réfugiés et

⁵¹ *Ibidem.*

⁵² *Ibidem.*

⁵³ DELRUE Geneviève, *op.cit.*

⁵⁴ Associated Press, « Pope: Migration isn't a danger, it's a challenge for growth », *Fox News.com*, publié le 17 février 2017, consulté le 20 avril 2017 <<http://www.foxnews.com/world/2017/02/17/pope-migration-isnt-danger-it-challenge-for-growth.html>>

⁵⁵ « personne ne s'attendait à ce que le souverain pontife accepte l'invitation de la Fédération mondiale luthérienne à participer au lancement des commémorations du 500e anniversaire de la Réforme luthérienne »

HIVERT Anne-François, « Reconciliation catholiques-protestants : visite historique du pape en Suède », *Libération (en ligne)*, publié le 30 octobre 2016, consulté le 25 avril 2017 <http://www.liberation.fr/planete/2016/10/30/reconciliation-catholiques-protestants-visite-historique-du-pape-en-suede_1525185>

autres religions »⁵⁶. Il déclarera également que le témoignage chrétien doit se faire à partir du service auprès des plus pauvres, des malades et de ceux qui ont abandonné leur pays en recherche d'un meilleur futur pour eux et leur famille⁵⁷.

Par conséquent, la coopération entre l'Église catholique et les autres Églises chrétiennes semble exister, et ne semble pas se limiter aux seules Églises orthodoxes, mais s'étend également aux Églises réformées et anglicanes.

Au-delà de ces faits d'actualité, Nous n'allons donc non pas nous épancher sur la crise des migrants en soi, ni sur les législations européennes à ce sujet proposée par les institutions européennes, mais plutôt proposer des hypothèses qui expliquerait pourquoi les Églises qui, abordées ici en tant qu'acteurs non étatiques (COMECE et CEME), décident de coopérer ensemble pour endiguer ce problème, et ce malgré les différences qui peuvent exister entre elles (théologiques, doctrinales ou mêmes politiques). En d'autres termes, de tenter de savoir pourquoi les Églises décident de travailler ensemble plutôt que séparément et pourquoi ce serait le cas pour la migration et non pas d'autres sujets.

⁵⁶Traduction proposé de ce passage en anglais :
“*Meeting a pilgrimage of Catholics and Lutherans from Germany, Pope Francis said he does not like “the contradiction of those who want to defend Christianity in the West, and, on the other hand, are against refugees and other religions.”*”
«Pope Francis: You can't defend Christianity by being 'against refugees and other religions'», *CATHOLIC HERALD.CO.UK*, publié le 13 octobre 2016, consulté le 20 février 2017 < <http://www.catholicherald.co.uk/news/2016/10/13/pope-francis-you-cant-defend-christianity-by-being-against-refugees-and-other-religions/>>

⁵⁷ *The world needs Christians to witness God's mercy “through service to the poorest, the sick (and) those who have abandoned their homelands in search of a better future for themselves and their families,” he said.*

Partie I- Définition des sujets

1) L'Article 17 comme cadre juridique au dialogue entre les institutions européennes et les Eglises

Cet article, qui date du Traité de Lisbonne, est une formalisation du dialogue et de la coopération entre les Eglises et l'Union européenne qui, adopté en 2009, envisage un dialogue « régulier, ouvert et transparent »⁵⁸.

Article 17¹ :

- 1) L'Union respecte et ne préjuge pas du statut dont bénéficient, en vertu du droit national, les églises et les associations ou communautés religieuses dans les États membres.
- 2) L'Union respecte également le statut dont bénéficient, en vertu du droit national, les organisations philosophiques et non confessionnelles.
- 3) Reconnaissant leur identité et leur contribution spécifique, l'Union maintient un dialogue ouvert, transparent et régulier avec ces églises et organisations.

Le nouveau Traité de Lisbonne permet de donner plus de sécurité au dialogue avec les institutions européennes. En effet, celui-ci était auparavant informel et est désormais sécurisé, étant donné qu'avant, le dialogue était livré à l'arbitraire⁵⁹.

The dialogue between the European Union and the Churches has developed in an informal way over the past years on the initiative of EU officials and Church organisations based in Brussels, but without enjoying a legal basis. The entry into force of the Lisbon Treaty has created legally binding grounds for the first time in the history of the EU, for the dialogue between the EU and the Churches and religious communities.⁶⁰

Pour l'ancien secrétaire générale de la COMECE (et actuel évêque membre) Noel Treanor, il est cependant important de souligner que les interactions entre les Eglises et les institutions remontent à plusieurs années.

After more than four decades of existence the EC and its institutions began to admit the possibility of dialogue with the Churches and religions. This did not emerge "ex nihilo": a pre-history of proactive presence on the part of the Churches was a key ingredient in its

⁵⁸ MUDROV Sergei, « Christian Churches in the process of the EU treaties reform » in LEUSTEAN Lucian, *Representing Religion in the European Union : Does God matter ?*, Routledge, pp.152-166

⁵⁹ Ce qui signifie qu'il comportait un risque d'absence de dialogue si une Commission était moins favorable à des interactions avec les différents cultes.

⁶⁰ COMECE, *COMECE Annual Report 2010*, Bruxelles: COMECE, Mars 2011, p.12 < http://www.comece.eu/dl/knNMJKJnnMoJqx4KJK/2010_Annual_Report_FINAL_small.pdf>

genesis. The Churches already engage in the debate on draft EU policies and contribute to consultations on EU policy-making. There is room for the local Churches to become more active in this sphere and to intensify contacts with the personnel of the EU institutions and with Members of the European Parliament. Assuring such participation in the participative and representative democracy will require more creative education and catechesis in the intellectual wealth of our Christian thought so that lay professionals may be inspired to incarnate their faith also in shaping public policy and its details⁶¹.

Comme l'indique Lucian Leustean⁶², le dernier traité de Lisbonne donne donc aux communautés religieuses une position plus significative et institue un cadre formel de consultation avec les institutions européennes⁶³. Le Point 3 de l'article formalise un dialogue ouvert, transparent et régulier (qui suscite malgré tous des interrogations sur sa signification et ses interprétations dans les faits).

L'Union Européenne a mis en place un registre de transparence dans lequel sont enregistré toute organisation interagissant avec elle. Ce registre permet donc de voir quels sont les intérêts représentés auprès des institutions européennes, mais également leur composition, leur budget et qui ils représentent. Le but de ce registre est de donner plus de transparence au processus décisionnel :

Les institutions de l'UE interagissent avec un large éventail de groupes et d'organisations représentant des intérêts spécifiques. Dans le cadre du processus décisionnel, il est légitime et nécessaire de veiller à ce que les politiques de l'Union répondent aux besoins réels de ses citoyens. Le processus décisionnel doit être transparent, afin de permettre un contrôle approprié et de veiller à ce que les institutions de l'Union rendent des comptes. Le Parlement européen et la Commission européenne se sont engagés à faire preuve de transparence en ce qui concerne les groupes et organisations avec lesquels ils interagissent.⁶⁴

⁶¹ TREATOR Noel, *The Churches and The EU : How Do The Churches Interact With The EU ?*, Vilnius: Conference "Values and Politics, 10-12 May 2007

⁶² LEUSTEAN Lucian, « What is European Union ? Religion between Neofunctionalism and Intergovernmentalism », *International Journal for the Study of the Christian Church* , Volume 9, 2009 - Issue 3, pp.165-176

⁶³ Le fameux Point 3 qui formalise un dialogue ouvert, transparent et régulier (qui suscite malgré tous des interrogations sur sa signification et ses interprétations dans les faits)

⁶⁴ « Pourquoi un registre de transparence ? », *Europa.eu*, consulté le 15 mai 2017 <http://ec.europa.eu/transparencyregister/public/staticPage/displayStaticPage.do;TRPUBLICID-prod=SWY_76PhPHS6PPj77RH--5q7z41CbB97Nd35dB8nnexG5LGs0csK!2010126240?locale=fr&reference=WHY_TRANSPAREN CY_REGISTER>

Cependant, si les Églises sont aujourd'hui des interlocuteurs respectés des institutions européennes, cette relation reste néanmoins fragile⁶⁵. En effet, le fait que les Eglises aient été placés dans une catégorie « représentants d'intérêt » dans le registre de transparence a pu surprendre, comme l'indique Thomas Pickartz, ancien conseiller à la COMECE.

Le 23 juin 2008, la Commission a engagé la mise en place d'un nouveau registre des lobbyistes européens, accompagné d'un code de conduite pour les « représentants d'intérêt », qui vise à assurer la transparence des processus décisionnels démocratiques de l'Union et à canaliser les contacts et échanges entre la Commission et les organisations de la société civile : d'après les estimations du Parlement européen, il y a environ 15 000 lobbyistes et 2 500 groupes de pression à Bruxelles. Aucun des documents préparatoires de cette initiative ne mentionnait les Églises; cependant, la catégorie des « représentants des religions, Églises et communautés de conviction » a finalement été introduite dans le registre. Cela signifie-t-il que la Commission les considère comme des « représentants d'intérêts » ou bien – pour utiliser un langage plus grand public – comme des « lobbyistes » ?

De plus, pour Pieterjan De Vlieger, le rôle de l'Article 17 et son éventuelle réussite reste à relativiser. En effet, « *The relative success of Church lobbies – article 17 of the Treaty can be considered as the culmination of their lobbying activities – is not solely a consequence of their power which, if defined as financial largesse and organizational size, has some but not full explanatory value but as much and even more a consequence of their (incomplete) adaptation to how the European Commission, wishes third party actors to behave.* »⁶⁶. De Vlieger voit également deux éléments qui donnent de l'importance à l'article 17 :

*Firstly, it obliges the European institutions to respect national Church-State relations, in effect accepting subsidiarity as a central principle in matters relating to Churches and religious communities. The precise paragraph reads: "The Union respects and does not prejudice the status under national law of Churches and religious associations or communities in the Member States." Secondly, the article officialises what had hitherto been unofficial: Churches, religious communities and non-confessional organizations obtain an "open, transparent and regular dialogue" with all European institutions.*⁶⁷

⁶⁵ PICKARTZ Thomas, « Dialogue de l'Europe et des Églises », *Revue Projet*, 2008/5 (n° 306), p. 53-57. <http://www.cairn.info/revue-projet-2008-5-page-53.htm>

⁶⁶ DE VLIEGER Pieter-Jan, « Religious lobbying at the European level: strengthened and professional », *ORELA. Net*, 14 novembre 2012 <http://www.o-re-la.org/index.php?option=com_k2&view=item&id=413:religious-lobbying-at-the-european-level-strengthened-and-professional&Itemid=85&lang=fr>

⁶⁷ *Ibidem*.

2) Typologie d'acteurs religieux

Comme le souligne Pieterjan De Vlieger, si la variété d'acteurs à caractères confessionnels (ou non-confessionnels) présent à Bruxelles est important, leur rôle et leurs moyens d'actions varie sensiblement en fonction de leur structure.

Rough estimates place the number of religious and humanist organizations present in Brussels at 64, not all of which are very active or operate professionally. Many consist of one single volunteer who observes European politics and policy-making, reporting back to his organization's members. Others operate as discussion platforms and invite European officials to clarify elements of European policy-making but offer limited or no relevant feedback. Still others gather officials from all institutions around a common faith and discuss religion or the relation between religion and politics, with little direct policy focus.⁶⁸

Dans son article "*The Representation of Religion in the European Union*", Lucian Leustean propose une typologie des acteurs religieux. Ces types d'acteurs permettent de classifier les différentes organisations avec des critères tels que la taille ou les compétences. Sont compris dans sa typologie :

- Les représentations diplomatiques :

L'Église catholique est la seule confession religieuse avec une représentation diplomatique via le Saint-Siège à Bruxelles, avec un Nonce Papal pour la Communauté européenne établi depuis 1970⁶⁹.

- Les représentations officielles d'Eglises

Comme exemple de représentations officielles d'Église, nous pouvons nommer la COMECE, qui est en contact direct avec un nombre considérable d'instances catholiques et représente la voie officielle de l'Église Catholique auprès des institutions européennes via les Evêques membres délégués par les conférences épiscopales des Etats membres de l'UE. Un autre exemple est l'EKD chez les protestants (*Evangelische Kirche in Deutschland*) qui a la particularité de coopérer avec la CEC tout en ayant sa propre représentation (c'est également le cas d'Eglises Orthodoxes telles que les églises grecque, roumaine ou chypriote, mais aussi de l'Église Anglicane)⁷⁰

⁶⁸*Ibidem.*

⁶⁹ LEUSTEAN Lucian, *The Representation of Religion in the European Union*, San Domenico di Fiesole: European University Institute, 2013, p.7

⁷⁰ *Ibid.*, pp.7-8

- Les réseaux inter-églises⁷¹

Ces réseaux comportent un nombre considérable d'Églises membres et représentent la plupart des confessions dans une branche spécifique d'une foi. La CEC (Conference of European Churches) est l'exemple le plus connu⁷². C'est également le cas de la CEME (Commission des Églises auprès des Migrants en Europe). Ceux-ci peuvent donc à la fois être formels comme les cas nommés, mais également informels (comme nous le verrons plus loin pour le cas du Christian Group on Migration and Asylum).

- Les ordres religieux

Leur activité principale est pastorale, certains d'entre eux effectuant le travail de plaidoyer qui est indépendant de la politique officielle du Saint-Siège. L'ordre Jésuite a été le plus actif dans le contrôle des activités d'institutions européennes (à travers l'Office catholique d'information et d'initiative pour l'Europe -OCIFE-), en ouvrant un bureau religieux à Strasbourg en 1956 puis à Bruxelles en 1963. Un bureau européen du *Jesuit Refugee Service* a été ouvert en 1990 tandis que l'ordre dominicain a établi un centre (ESPACES - Spiritualité, Culture et Société en Europe) en 2001⁷³.

- Les « single-issue » organisations

La majorité des organisations religieuses œuvrent en tant qu'organisation « single issue », travaillant exclusivement sur des thèmes comme l'enseignement ou l'aide humanitaire. Ils opèrent exclusivement sur un thème ou sont engagés dans quelques questions en même temps. La plupart d'entre elles vont collaborer à partir du réseau inter-église⁷⁴. C'est notamment le cas du CIDSE (*International Co-operation for Development and Solidarity*), de Caritas International, de Pax Christi International, l'APRODEV (*Association of World Council of Churches related Development Organisations in Europe*) ou encore de CARE (*Christian Action Research and Education*) for Europe.

⁷¹ Ce type d'acteur est intéressant pour ce mémoire car il constitue une forme d'oecuménisme (cfr infra)

⁷² LEUSTEAN Lucian, *op.cit.*, p.8

⁷³ *Ibidem.*

⁷⁴ *Ibidem.*

Comme l'expose Noel Treanor, ancien secrétaire général de la COMECE (de 1993 à 2008) et actuel évêque membre depuis 2009, les organisations confessionnelles réalisent donc un travail articulé autour de trois grands axes :

- (1) accompagner la politique de l'Union européenne en y apportant des contributions appropriées ;
- (2) informer les communautés et les citoyens de ce qui se passe au niveau des politiques de l'Union ;
- (3) promouvoir un dialogue entre foi et politique⁷⁵.

⁷⁵ TREANOR Noel, *Le statut consultatif des Eglises dans l'Union Européenne*, Bruxelles : Colloque au Parlement européen « Dieu et l'Europe, un héritage fondateur : Liberté religieuse et liberté politique dans les traités fondateurs de la nouvelle Europe », 3 avril 2003

3) Œcuménisme comme dimension d'étude

3.1) Mise en contexte

Le christianisme a subi plusieurs divisions au cours de l'histoire. Parmi les divisions majeures, il convient de rappeler celles qui ont eu lieu au 11^{ème} siècle la rupture de la communion entre les Eglises d'Occident et d'Orient, qui sont devenues respectivement Eglise catholique romaine et Eglise orthodoxe ou au 16^{ème} siècle lors de la Réforme qui a abouti à une séparation des Eglises protestantes et anglicane d'avec l'Eglise catholique romaine.

Ces divisions qui ont duré plusieurs siècles semblaient insurmontable. Cependant, depuis le début du 20^{ème} siècle, certains d'entre eux tentent de redonner à l'Eglise son caractère universel et essaient de lui faire retrouver son unité⁷⁶ à travers ce qui s'appelle mouvement œcuménique, et ce au niveau des églises nationales ou locales, dans le cadre de mouvements, ou à titre individuel.

Le Concile Vatican II (1962-1965) a encouragé l'œcuménisme⁷⁷ et depuis lors, l'Eglise catholique soutient cette démarche.

*Le mouvement œcuménique veut être une réponse au don de la grâce de Dieu, appelant tous les chrétiens à la foi au mystère de l'Eglise, dans le dessein de Dieu qui désire mener l'humanité au salut et à l'unité dans le Christ par l'Esprit Saint. Ce mouvement les appelle à l'espérance que se réalise pleinement la prière de Jésus pour « qu'ils soient un ».*⁷⁸

3.2) Définition

L'œcuménisme peut être défini comme étant « l'effort des chrétiens pour parvenir à une unité institutionnelle entre les différentes Eglises et communautés qui le composent aujourd'hui »⁷⁹. Il est assez souvent confondu avec le « dialogue interreligieux », qui est une autre démarche suivie par l'Eglise catholique, mais

⁷⁶ « Qu'est-ce que l'œcuménisme ? », *chrétiensensemble.com*, consulté le 20 mai 2017 < <http://www.chrétiensensemble.com/oecumenisme/definition.php>>

⁷⁷ Bien que l'encyclique *Rerum Orientalum* de Pie XI (1928), invitait déjà à cette démarche, le pape de l'époque invitait les catholiques à une meilleure compréhension de la religion orthodoxe, et ce pour favoriser un rapprochement des églises orientales et occidentales pour l'unité du monde chrétien
Pie XI, *Rerum Orientalium*, 1928
< <http://www.papalencyclicals.net/Pius11/P11REROR.HTM>>

⁷⁸ *Directoire pour l'application des principes et des normes sur l'œcuménisme*, §9
http://www.vatican.va/roman_curia/pontifical_councils/chrstuni/documents/rc_pc_chrstuni_doc_2503_1993_principles-and-norms-on-ecumenism_fr.html

⁷⁹ « Qu'est-ce que l'œcuménisme », *op.cit.*

également les autres églises chrétiennes, de dialogues avec les autres religions (judaïsme, islam, bouddhisme, hindouisme, etc). Lors d'une démarche œcuménique, les Eglises décident donc de dialoguer ensemble.

Si l'œcuménisme peut comporter plusieurs définitions, nous en retiendront trois qui peuvent être intéressantes dans notre analyse ⁸⁰:

- « *Ce qui touche aux relations entre des Eglises ou des chrétiens d'origine confessionnelles différentes* »
- « *La conscience spirituelle d'appartenir à la communion mondiale des Eglises chrétiennes* »
- « *La disponibilité à s'engager pour l'unité de l'Eglise* »⁸¹

Pour Jean-Paul Willaime, la situation pluraliste et le « relativisme » qui pourrait exister dans nos sociétés encouragent les religions à développer leurs relations et entrer en dialogue⁸².

*Les œcuménismes constituent des réaménagements des relations interreligieuses où la diplomatie prend le pas sur l'affrontement direct sans exclure le dernier dans certaines circonstances. L'œcuménisme est une caractéristique des sociétés sécularisées et pluralistes qui ont besoin d'attitudes œcuméniques pour gérer pacifiquement un pluralisme excluant les extrémismes. Si l'Etat valorise le pluralisme religieux, il tient aussi à la bonne entente entre les religions. C'est pourquoi les intérêts d'une société sécularisée vont dans le sens d'un pluralisme modéré : il faut de la différence, mais de la différence n'empêchant pas des pratiques consensuelles et une coexistence pacifique*⁸³.

Divers versets bibliques semblaient encourager à une démarche d'unité et sont reprises par les Eglises qui veulent suivre la voie du dialogue. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer :

« *C'est à l'amour que vous aurez les uns pour les autres que tous sauront que vous êtes frères* » (Jean 13,35)

« *Que tous soient un comme toi Père, tu es en moi et je suis en toi, afin que le monde croit que tu m'as envoyé* » (Jean 17, 21)

⁸⁰ *Ibidem.*

⁸¹ Il est assez intéressant de souligner que seules les trois dernières pourraient être retenues selon un point de vue catholiques, celles-ci faisant référence à l'Eglise comme institution

⁸² WILLAIME Jean-Paul, *op.cit.*, p.78

⁸³ *Ibid.*, p.79

« Menez une vie digne de l'appel que vous avez reçu : en toute humilité, douceur et patience, supportez-vous les uns les autres avec amour ; appliquez-vous à conserver l'unité de l'Esprit par ce lien qu'est la paix. Il n'y a qu'un corps et qu'un Esprit, comme il n'y a qu'une espérance au terme de l'appel que vous avez reçu ; un seul Seigneur, une seule foi, un seul baptême ; un seul Dieu et Père de tous, qui est au-dessus de tous, par tous et en tous ». (Ephésiens, 4, 1-6)

3.3) Exemples de démarches œcuméniques

Au-delà de la CEC ou la CEME, il existe d'autres démarches œcuméniques qui rassemblent Eglises ou laïcs de différentes dénominations. Peuvent être citées à titre d'exemples :

- Le **Conseil Œcuménique des Eglises** (COE) créé en 1948, « assemble Églises, dénominations et communautés d'Églises d'une bonne centaine de pays et territoires du monde entier, représentant plus de 500 millions de chrétiens et comprenant la plupart des Églises orthodoxes, un grand nombre d'Églises anglicanes, baptistes, luthériennes, méthodistes et réformées, ainsi que de nombreuses Églises unies et indépendantes »⁸⁴. Si l'Église catholique romaine n'est pas membre du COE, elle « collabore étroitement avec lui depuis plus de quarante ans et envoie des représentants à toutes les grandes conférences du COE ainsi qu'aux réunions de son Comité central et à ses Assemblées »⁸⁵
- La **communauté de Taizé** qui rassemble une centaine de frères, aussi bien catholiques que protestants issus d'une trentaine de nations⁸⁶. Fondée en 1949, Taizé est très vite devenue un point de rassemblement des chrétiens de toutes les confessions, et de tous les pays qui se regroupent régulièrement dans des

⁸⁴ « Qu'est-ce que le Conseil œcuménique des Eglises ? », *oikoumene.org*, consulté le 23 mai 2017
<<http://www.oikoumene.org/fr/about-us>>

Elle est composée en 2017 de 348 membres, dont la liste peut être consultée ci-dessous :

« Eglises membres du COE », *oikoumene.org*, consulté le 23 mai 2017

<<http://www.oikoumene.org/fr/member-churches>>

⁸⁵ A ce titre, Le Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens nomme 12 représentants à la Commission de Foi et constitution du COE et collabore avec lui pour préparer la documentation à l'usage des paroisses et communautés locales dans le cadre de la Semaine de prière pour l'unité des chrétiens

« Principales réalisations : le COE et le mouvement œcuménique », *oikoumene.org*, consulté, le 24 mai 2017

⁸⁶ « La communauté aujourd'hui », *taizé.fr*, consulté le 24 mai 2017

< https://www.taize.fr/fr_article444.html>

rassemblements dans lesquelles participent des dizaines de milliers de jeunes venus du monde entier⁸⁷.

3.4) L'œcuménisme à deux niveaux

Nous pouvons considérer de ce fait qu'il existe par rapport à ce sujet de l'œcuménisme à deux niveaux :

- Dans un premier niveau entre les différentes dénominations membres de la CEME (qui dépend elle-même de la COE voir infra) qui doivent trouver un terrain d'entente pour travaillent ensemble⁸⁸.
- Dans un second niveau entre la CEME et la COMECE, représentante de l'Eglise catholique⁸⁹.

⁸⁷ « Qu'est-ce que l'œcuménisme ? », *op.cit.*

⁸⁸ Ce qui n'est pas nécessairement tâche aisée, sachant les différences d'appréciations qui peuvent exister entre les Eglises chrétiennes non-catholiques. Dans le cas de la migration, il existe un consensus plus fort malgré tout.

⁸⁹ Pour pouvoir parler d'une seule voix auprès des institutions européennes en ayant plus de poids

4) COMECE

4.1) Historique

Dans les faits, la COMECE n'était pas le premier bureau de liaison de l'Eglise avec les institutions européennes. En effet, dès les années 1950, l'OCIPE (Office Catholique d'Information et d'Initiative pour l'Europe), lancée par la Compagnie de Jésus (Jésuites) a été mis en place à Strasbourg, pour ensuite déménager dix ans plus tard à Bruxelles⁹⁰. Lucian Leustean résume les premières étapes des interactions entre ce qui constitue les prémices de la construction européenne et l'Eglise catholiques.

Although ECSC countries as a whole were predominantly Catholic, relations between European institutions and the Roman Catholic Church developed on the initiative of local dioceses, at least in France and Belgium, rather than as the policy of the Holy See towards European federalism. Between 1950 and 1952 the diocese in Strasbourg had a small office monitoring the Council of Europe; however, the office was closed due to financial reasons and lack of interest from the Holy See. A new office was opened by Jesuit clergy in Strasbourg in 1956 which aimed to provide a link between the Council of Europe and the Roman Catholic Church. This office, named the 'Catholic European Study Information Centre' (Office Catholique d'Information sur les Problèmes Européens - OCIPE), opened a branch in Brussels in 1963. OCIPE ran in parallel with the 'European Catholic Centre' (Foyer Catholique Européenne) which was established in the same year looking after the pastoral needs of EU officials and their families in Brussels. After the Second Vatican Council a large number of religious bodies entered into contact with European institutions, some of which opened offices in Brussels to provide expertise and a global network on education, development, humanitarian aid and diplomatic relations, such as the Council of the Bishops' Conferences of Europe in 1963; the CIDSE - International Co-operation for Development and Solidarity in 1967; the Catholic International Education Office in 1974; and, the European Committee for Catholic Education in 1974⁹¹.

⁹⁰ FRESON Pierre, *Le lobbying chrétien auprès des institutions européennes à Bruxelles : Le cas de la COMECE et de la CES*, Louvain-La-Neuve : Université Catholique de Louvain, 2007, p.2

⁹¹ LEUSTEAN Lucian, « Representing Religion in the European Union. A Typology of Actors », *Politics, Religion and Ideology*, 2011, 12 (3), p.297

4.2) Différences avec la CCEE, la Nonciature auprès de l'UE

Il est cependant important de distinguer la COMECE, de la CCEE de la Nonciature auprès de l'Union européenne.

La **Conseil des conférences épiscopales européennes -CCEE-** est une instance composée de conférences épiscopales de toute l'Europe créée le 24 mars 1971. Elle ne possède pas le même nombre de conférences que la COMECE qui regroupe des évêques délégués par les conférences épiscopales de l'Europe l'UE, là où la CCEE représente les pays membres du Conseil de l'Europe dont le siège est situé à Strasbourg⁹². Sont membres de la CCEE pas moins de 33 conférences épiscopales⁹³.

Le nonce apostolique auprès de l'Union européenne lui a en quelque sorte une fonction d'ambassadeur du Vatican auprès des institutions européennes. Sa fonction est donc purement diplomatique. Le nonce apostolique auprès de l'Union européenne est Mgr Lebeauvin, et ce depuis 2012⁹⁴.

4.3) Organisation

La COMECE possède trois organes majeurs⁹⁵. Ceux-ci sont :

- L'assemblée générale

Celle-ci se réunit deux fois par an lors de séance plénières au cours desquelles sont fixées les lignes directrices du travail à réaliser. Celles-ci sont en lien avec une question majeure en rapport avec la construction européenne. Actuellement, 28 conférences

⁹² COMECE, *La construction européenne et les institutions religieuses*, Louvain-La-Neuve : Academia A/B ; 1998, p.75-76

⁹³ Albanie, Allemagne, Angleterre et Pays de Galles, Autriche, Belgique, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Écosse, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Russie, Scandinavie (Suède, Norvège, Finlande, Danemark, Islande), Slovaquie, Slovénie, Saints Cyrille et Méthode (Serbie, Monténégro, Macédoine, Kosovo), République tchèque, Suisse, Turquie, Ukraine (conférence des évêques latins et Saint-synode de l'Église grecque-catholique ukrainienne) tout comme des titulaires de sièges ne faisant pas partie de conférences épiscopales : l'archevêque de Luxembourg, l'archevêque de Monaco, l'archevêque de Chypre des maronites, l'évêque de Chişinău (Moldavie), l'évêque de Moukatchev des ruthènes (Ukraine), et administrateur apostolique d'Estonie
« Members », *CCEE.EU*, consulté le 18 avril 2017
< <http://www.ccee.eu/ccee/members>>

⁹⁴ DURRE Jean-Jacques, « Mgr Lebeauvin, nouveau Nonce apostolique auprès de l'Union européenne, *Cathobel*, 23 juin 2012, consulté le 23 avril 2017
< <http://www.cathobel.be/2012/06/23/mgr-lebeauvin-nouveau-nonce-apostolique-aupres-de-lunion-europeenne/>>

⁹⁵ FRESON Pierre, *op.cit.*, p.14

épiscopales font partie de l'assemblée générale⁹⁶. De coutume, le Nonce apostolique via l'Union Européenne tout comme un représentant de la CCEE (Conseil des conférences épiscopales européennes) prennent part à la séance plénière.

- Le Comité Exécutif

Celui-ci est composé du président de la COMECE (qui est depuis 2012 le Cardinal Reinhard Marx (Archevêque de Munich et Freising, Allemagne)⁹⁷), de quatre vice-présidents (qui sont Mgr. Jean Kockerols, évêque auxiliaire de Malines-Bruxelles (Belgique), Mgr. Gianni Ambrosio, évêque de Piacenza-Bobbio (Italie), Mgr. Czeslaw Kozon, évêque de Copenhague (Scandinavie) ainsi que Mgr. Rimantas Norvila, évêque de Vilkaiviškis (Lituanie)⁹⁸) et du secrétaire général le Père Olivier Pouquillon. La fonction du Comité Exécutif est de réguler le travail régulier du secrétariat entre deux sessions plénières.

- Le secrétariat

Pour mener son travail à bien, la COMECE dispose d'un secrétariat permanent, qui traite de différents thèmes liés aux actions des institutions européennes qui sont⁹⁹ :

- **La migration et asile** (l'objet de ce rapport)
- La recherche, santé et bioéthique
- L'écologie et durabilité
- La justice et droits fondamentaux
- Le dialogue interculturel et éducation

⁹⁶ Allemagne, Angleterre et Pays de Galles, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Ecosse, Espagne, Estonie, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Scandinave, Serbie, Slovaquie, Slovénie et Suisse (comme membre associé)
« Nos évêques membres », *COMECE.EU*, consulté le 21 mai 2017
< <http://www.comece.eu/site/fr/quisommesnous/nosvquesmembres>>

⁹⁷ HOUDAILLE Clémence, « Reinhard Marx, l'Européen », *La Croix*, 24 septembre 2013
< <http://www.la-croix.com/Religion/Actualite/Reinhard-Marx-l-Europeen-2013-09-24-1023669>>

⁹⁸ « Le père Olivier Poquillon, nouveau secrétaire général de la COMECE », *RADIO VATICAN*, 13 septembre 2016, consulté le 10 janvier 2016
< http://fr.radiovaticana.va/news/2016/09/13/le_p%C3%A8re_olivier_poquillon,_nouveau_secr%C3%A9taire_g%C3%A9n%C3%A9ral_de_la_comece/1257864>

⁹⁹ « Nos Thèmes », *COMECE.eu*, consulté le 10 janvier 2017

- Les politiques sociales et économiques
- L'action extérieure
- La liberté religieuse

Ce secrétariat est actuellement composé au total de dix conseillers politiques et juridiques, dont sept qui travaillent à temps pleins, deux à mi-temps et un une semaine sur quatre¹⁰⁰. Le secrétaire général est nommé par pour un mandat de trois ans renouvelable. Le Père Olivier Poquillon, de l'ordre des Dominicains, occupe cette fonction depuis septembre 2016¹⁰¹.

Le travail du secrétariat est soutenu par l'aide d'experts externes qui se regroupent dans des commissions et groupes de travail. Les différentes commissions et groupes de travaux sont¹⁰² :

- Commission Affaires sociales
- Commission Affaires juridiques
- Commission Affaires extérieures de l'Union européenne
- Groupe de travail sur la migration et l'asile
- Groupe de travail sur l'éthique dans la recherche et la médecine

Selon Philippe Bernoux, tout organisme est décrit selon un schéma qui comporte :

- Un apport de ressources, souvent appelé *input*
- Un processus de transformation, *throughput*
- La fourniture d'un produit, *output*¹⁰³

Comme tout organisme, la COMECE poursuit une logique telle que décrite par Philippe Bernoux. En effet, collecte des informations avec lesquelles le secrétariat

¹⁰⁰ EUROPA.eu, "Secretariat of COMECE (Commission of the Episcopates of the European Community)", European Commission: Joint Transparency Register, consulté le 11 janvier 2017 < <http://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=47350036909-69&locale=en#en>>

¹⁰¹ ALSACE CATHOLIQUE.fr, « Olivier Pouquillon élu à la COMECE », 9 mars 2016 < <http://www.alsace.catholique.fr/actualites/300885-olivier-poquillon-elu-a-la-comece/>>

¹⁰² COMECE. EU, « Nos thèmes », consulté le 22 mai 2017 < <http://www.comece.eu/site/fr/nosthmes>>

¹⁰³ BERNOUX Pierre, *La sociologie des organisations : Initiation théorique suivie de douze cas pratiques*, Paris : Edition du Seuil, 2009, p.160

travaillera afin de fournir un produit (que l'on peut notamment retrouver plus bas dans le sous-point « travaux réalisés sur la migration entre 2014 et 2016 »).

Comme nous le voyons ci-dessous, le secrétariat reçoit plusieurs types d'**inputs**. Ceux-ci peuvent en effet être des newsfeed, des conférences, des tweets de commissaires européens, la législation européenne en soi mais aussi des apports d'églises locales ou d'ONG qui relatent des informations (notamment à partir de groupes de travaux) ou encore évidemment des déclarations de l'Eglise (aussi bien à travers de documents qui inspirent le travail des secrétaires que de discours par exemple).

Vient ensuite le **throughput**, qui est le processus entre le secrétariat et l'assemblée générale qui regroupe les évêques. Chaque secrétaire proposera une ébauche de travail à la session plénière (qui se regroupe deux fois par an), qui devra être soumis à l'approbation ou non des évêques présents. Interviennent également dans le processus de transformation le secrétaire général qui est informé des travaux en cours et le *standing committee*, qui est composé du président de la COMECE et de ses quatre vice-présidents.

Enfin, en fin de processus vient l'**output**, qui sera transmis principalement aux institutions européennes par le biais du dialogue encadré par l'article 17.

Un schéma illustrant les inputs de la COMECE est proposé ci-dessous.

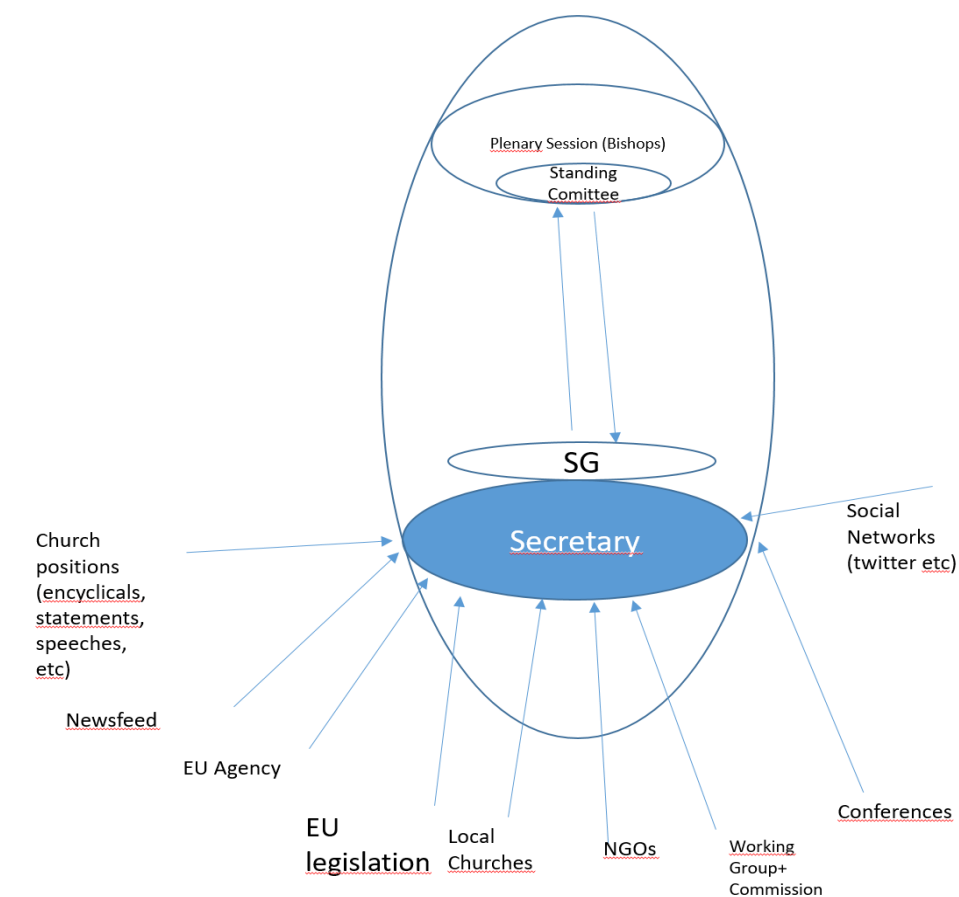


Schéma n°1 : Inputs de la COMECE par Jean-Louis Hanff

4.4) Objectif

La COMECE se donne cinq missions majeures. Celles-ci sont :

- L’**accompagnement** des politiques et initiatives législatives de l’Union Européenne dans chaque domaine d’intérêt pour l’Église par le biais de contacts régulier avec les décideurs politiques de l’UE, les parlementaires européens et les hauts fonctionnaires des Institutions européennes¹⁰⁴
- La **communication** aux Institutions de l’UE les préoccupations et l’avis des évêques catholiques, dans leurs domaines de compétence, relatifs à la construction d’une Europe pacifique et prospère¹⁰⁵.
- Le **maintien** d’un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les Institutions de l’UE par le biais de divers contacts formels et informels, dont les Sommets annuels des hauts responsables religieux, des séminaires

¹⁰⁴ « Notre Mission », *COMECE.EU*, consulté le 22 mai 2017

¹⁰⁵ *Ibidem*.

de dialogue, de conférences et en contribuant aux consultations lancées par la Commission Européenne¹⁰⁶.

- L'**information** et la sensibilisation des conférences épiscopales de l'UE et les communautés religieuses sur les questions d'intérêt commun, traitées dans les diverses Institutions de l'UE¹⁰⁷.
- L'**assistance** à la réflexion des conférences épiscopales de l'UE face aux défis que pose la construction d'une Europe unifiée et encourager la collégialité entre elles en vue du développement d'actions et d'objectifs pastoraux pour faire face aux problèmes sociaux à l'échelon communautaire¹⁰⁸.

Nous pouvons considérer que les missions d'accompagnement, de communication et du maintien d'un dialogue ouvert sont typiquement des actions qui remontent vers les institutions européennes (Output), tandis que

4.5) Travaux réalisés sur la migration entre 2013 et 2016

Le secrétariat de la COMECE a eu lors de cette période de trois ans une activité assez considérable. En effet, en plus de réunions avec différents acteurs et participation à des conférences dans le but d'obtenir des inputs, la COMECE a réalisés différents outputs dans le domaine de la migration et de l'Asile tels que :

- 2 communiqués venant d'évêques
- 4 publications venant du « Christian Group of Migration »
- 2 Séminaires de dialogue auprès de la Commission Européenne
- 2 Evénements¹⁰⁹

¹⁰⁶ *Ibidem.*

¹⁰⁷ *Ibidem.*

¹⁰⁸ *Ibidem.*

¹⁰⁹ Voir Annexe pour les données des différents travaux, compilées par Jean-Louis Hanff

5) CEME

5.1) Historique

La Commission des Eglises auprès des Migrants en Europe a été fondée en 1964. Cette organisation a pour vocation de représenter auprès des institutions européennes des églises (non-catholique) et conseils œcuméniques, mais également des organismes confessionnels en provenance de 19 pays européens¹¹⁰.

Au fil des années, la CEME va voir son champ d'action s'élargir progressivement. En effet, il fut décidé lors de l'Assemblée Générale de Järvenpää en Finlande que désormais, la CEME couvrirait toute la sphère de la migration et de l'intégration, la question des réfugiés et de l'asile tout comme la lutte contre le racisme et la discrimination.

5.2) Liens avec la CEC

La CEME est une organisation qui travaille de pair avec la CEC. Cela dit, il est important de préciser quelques points. En effet, la CEME est indépendante de la CEC bien que sa coopération avec celle-ci soit forte. De fait, les deux organisations ne possèdent pas les mêmes membres¹¹¹. Cependant, la CEC a décidé en 2013, lors de l'Assemblée de Budapest de donner la quasi-totalité des compétences sur la Migration à la CEME afin de rendre le plaidoyer plus cohérent.

De plus, la CEME « offre aux églises et aux organisations chrétiennes un espace pour partager leurs expériences dans le ministère parmi les migrants, les réfugiés et personnes issues de minorités ethniques. La CEME fait partie d'un vaste réseau œcuménique du Conseil Œcuménique des Eglises avec son réseau œcuménique mondial sur la migration »¹¹². Elle entretient également des contacts réguliers avec les institutions européennes.

¹¹⁰ « CCME Leaflet », *CCME.BE*, février 2009

<http://www.ccme.be/fileadmin/filer/ccme/70_DOWNLOADS/20_Publications/2009_CCME_Leaflet_FR.pdf>

¹¹¹ FISCHBACH Frank-Dieter, entretien réalisé le lundi 19 décembre 2016.

¹¹² « CCME Leaflet », *CCME.BE*, consulté le 14 mai 2017

<http://www.ccme.be/fileadmin/filer/ccme/01_WHO_WE_ARE/2016-01-12-FR-Flyer_CCME_2015.pdf>

Nous n'allons pas élargir sur la CEC mais il est intéressant de se pencher sur certaines particularités de cette conférence d'églises qui a la particularité d'être œcuménique. La CEC est née à partir de deux dynamiques : La guerre Froide et la création du Conseil de l'Europe¹¹³.

5.3) Organisation

CCME - Relations Main - Structures

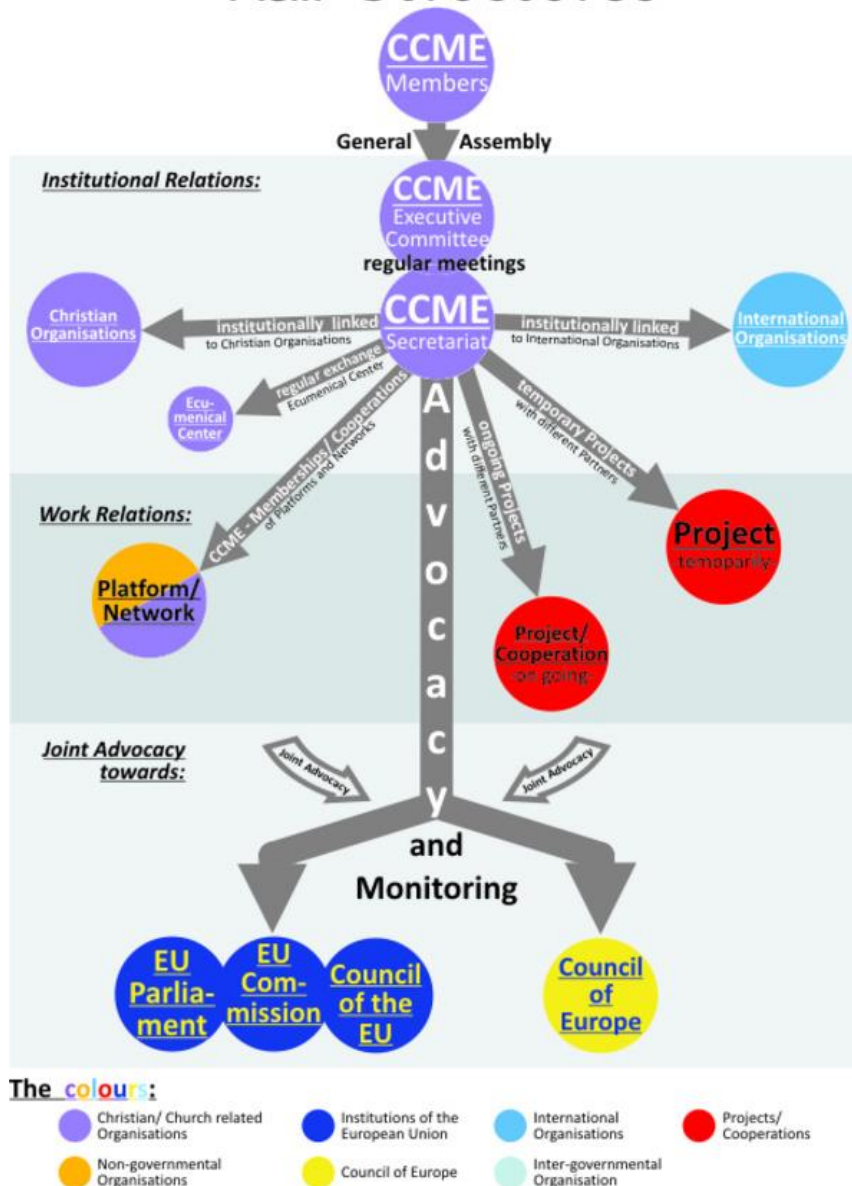


Schéma n°2 : Structure de la CEME¹¹⁴ :

¹¹³ FISCHBACH Frank-Dieter, entretien réalisé le lundi 19 décembre 2016.

¹¹⁴ « Who We Are », CCME.BE, consultée le 17 mars 2017

La CEME possède un secrétariat composé (en 2017) d'une secrétaire générale, un office manager, un executive summary et une comptable¹¹⁵. Il possède également son comité exécutif qui est élu par l'assemblée générale pour gérer les affaires de la CEME¹¹⁶. Ils sont élu pour une période de 3 ans. Il est intéressant de constater que la COE et la CEC choisissent un représentant chacun pour composer cet organe. Il est composé (en 2017) de la sorte :

- Un modérateur
- Un trésorier
- Sept membres, donc un de la COE et un de la CEC
- Deux substituts

Les Eglises membres se réunissent chaque trois ans pour l'assemblée générale. La CEME possède ainsi 28 membres venus de 18 pays, en plus de la CEC et la COE¹¹⁷.

5.4) Objectif

La CEME est une organisation œcuménique qui sert les églises dans leur engagement envers les étrangers, souhaitant ainsi dans son travail répondre au message de la bible, qui insiste, selon la CEME, sur la dignité de chaque être humain. La CEME vise donc à favoriser une politique inclusive des migrants, des réfugiés et des minorités ethniques au niveau européen et national¹¹⁸.

<http://www.ccme.be/who-we-are/>

¹¹⁵ *Ibidem.*

¹¹⁶ *Ibidem.*

¹¹⁷ DIAKONIE Austria, Eglise Protestante Unie de Belgique, Eglise de Chypre, Ecumenical Commission for Refugees in the Czech Republic, Evangelical Lutheran Church of Finland, Finnish Ecumenical Council, Orthodox Church of Finland, Fédération Protestante de France, Cimade, Evangelische Kirche in Deutschland, Evangelisches Werk für Diakonie und Entwicklung e.V., The Holy Synod of the Church of Greece, The Reformed Church in Hungary, Kalunba Social Services, Indian Orthodox Church, Federazione delle chiese evangeliche in Italia-FCEI, Church of Norway, AIDROM-Ecumenical Association of Churches in Romania, Romanian Forum for Refugees and Migrants-ARCA, Ecumenical Council of Churches in Slovakia, Iglesia Evangelica Espagnola, Spanish Reformed Episcopal Church, Christian Council of Sweden, Church of Sweden, Federation of Swiss Protestant Churches- SEK/FEPS, The Protestant Church in the Netherlands, Raad van Kerken in Nederland, Churches Together in Britain and Ireland, The Methodist Church of Great Britain, Council of African & Caribbean Churches, Joint Council for Anglo Caribbean Churches, Unification Council of Cherubim & Seraphim Churches (Europe Chapter), The Church of Scotland, Churches Together in Wales, European Methodist Council, United Reformed Church, Conference of the European Churches –CEC, World Council of Churches – WCC

¹¹⁸ « Who We Are », *op.cit.*

5.5) Travaux réalisés sur la migration entre 2014 et 2016

Entre 2014 et 2016, la CEME a réalisé :

- 15 publications¹¹⁹
- 1 work programme¹²⁰
- 4 activity reports¹²¹

6) Christian group on migration

Le groupe chrétien sur la migration est un groupe composé de plusieurs experts d'organisations chrétiennes qui travaillent d'une seule voix pour émettre une publication auprès de l'UE.

Our organisations represent Churches throughout Europe – Anglican, Orthodox, Protestant and Roman Catholic – as well as Christian agencies particularly concerned with migrants, refugees, and asylum seekers. As Christian organisations we are deeply committed to the inviolable dignity of the human person created in the image of God, as well as to the concepts of the common good, of global solidarity and of the promotion of a society that welcomes strangers. We also hold the conviction that the core values of the European Union as an area of freedom and justice must be reflected by day-to-day politics¹²²

¹¹⁹ « Publications », *CCME.BE*, consultée le 17 mars 2017

<http://www.ccme.be/downloads/publications/>

¹²⁰ « Work programmes », *CCME.BE*, consultée le 17 mars 2017

<http://www.ccme.be/downloads/work-programmes/>

¹²¹ « Reports », *CCME.BE*, consultée le 17 mars 2017

<http://www.ccme.be/downloads/reports/>

¹²² Christian Group on Migration, *Comments on the European Commission's Proposal for A Regulation establishing the criteria and mechanism for determining the Member State responsible for examining an application for international protection lodge in one of the Member States by a third country national or stateless person -Dublin IV-(2016)*, Brussels: COMECE, octobre 2016, 14 p.
<http://www.comece.eu/dl/pOqKJKJKoLnMJqx4KJK/20161000MIGDUBLIN_EN.pdf>

Partie II- Discussion :

Pourquoi existe-t-il une collaboration entre la COMECE et la CCME ?

1) H1 : Les Eglises coopèrent par effet de « dépendance au sentier

Un élément de réponse de cette collaboration entre la COMECE (pourtant représentante de l'Eglise catholique romaine) et la CEC (qui de son côté se veut œcuménique et représente plusieurs Eglises à la fois réformées, orthodoxes ou anglicane) peut être expliqué par le concept de « *path dependency* », nommé en français « dépendance au sentier ». Nous allons voir dans un premier lieu en quoi consiste ce concept, quel est son origine et finalement comment il peut être appliqué dans cet idée de collaboration inter-églises dans le cas des politiques migratoires, qui sont au cœur même de ce mémoire.

1.1) La théorie du sentier de dépendance

1.1.1) La théorie de la dépendance au sentier et le néo institutionnalisme historique

Avant de mieux étudier l'hypothèse liée à la dépendance au sentier, il serait important de mieux se pencher sur son origine. En effet, la « *path dependency* », élaborée par Paul Pierson¹²³ appartient au paradigme du néoinstitutionnalisme historique. Ce dernier est un paradigme qui considère que ce sont les institutions qui fixent des contraintes, nées de décisions antérieures, et qui limitent le choix des acteurs¹²⁴. Pour résumer en quelques mots, les choix que réalisent des acteurs dans le passé ont une implication dans le présent et l'avenir.

1.1.2) La théorie du sentier de dépendance dans la littérature

Comme l'indiquent Bruno Palier et Giuliano Bonoli dans leur contribution sur les « phénomènes de Path Dependence et réformes des systèmes de protection sociale », la dépendance au sentier consiste au fait que « les décisions prises au début d'une politique canalisent les développements ultérieurs dans une certaine direction »¹²⁵.

¹²³ PIERSON Paul, « Increasing Returns, Path Dependence and the Study of Politics », *Jean Monnet Chair Paper* n° 44, Florence : Institut universitaire européen(Centre Robert-Schuman)1997.

¹²⁴ DUEZ Denis, *cours européanisation*, Louvain-La-Neuve: UCL, 2016

¹²⁵ PALIER Bruno, BONOLI Giuliano, « Phénomènes de *Path Dependence* et réformes des systèmes de protection sociale », *Revue française de science politique*, 49^e année, n°3, 1999, pp. 399

La dépendance au sentier se caractérise donc l'ensemble de décisions confrontées par un acteur pour n'importe quelle circonstance donnée sont limités par les décisions que l'on a prises dans le passé, bien celles-ci puissent ne plus être pertinentes¹²⁶. Ce concept désigne donc pour résumer le poids des choix effectués dans le passé sur le présent¹²⁷, et donc met en évidence le rôle des interactions historiques dans l'élaboration d'une décision, celle-ci étant le fruit d'un continuum.

La littérature nous montre quatre causes qui expliquent la dépendance au sentier. En effet, ceux-ci sont expliqués par Scott E. Page¹²⁸ et sont:

- Les **rendements croissants** qui est l'idée qu'au plus un choix est effectué, le plus grand sont les avantages et donc l'envie de renouveler ce choix
- L'**auto-renforcement** qui signifie que faire un choix ou prendre une action met en place un ensemble de forces ou d'institutions complémentaires qui encouragent la réalisation de ce choix
- Les **réactions positives** qui permettent qu'une action ou un choix crée des externalités positives quand le même choix est fait par d'autres personnes. Ils sont de plus des petits bonus pour les gens qui ont fait ce même choix ou le réaliseront à l'avenir
- Le « **lock-in** » ou verrouillage, signifie qu'un choix, maintes fois effectué, est désormais bloqué.

Pour Pierson, mais aussi Arthur¹²⁹, la dépendance comportait quatre propriétés générales. Celles-ci sont¹³⁰ :

¹²⁶ Traduction de la définition proposée sur le lien ci-dessous (en anglais) PRAEGER Dave, « Our Love Of Sewers: A Lesson in Path Dependence », *Daily Kos.com*, 15 Juin 2008

<<http://www.dailykos.com/story/2007/06/15/346883/-Our-Love-Of-Sewers-A-Lesson-in-Path-Dependence>>

¹²⁷ PALIER Bruno, SURELET Yves al., *Quand les politiques changent: temporalités et niveaux de l'action publique*, Paris: L'Harmattan, coll. Logiques politiques, 2010, p.25

¹²⁸ PAGE Scott E., « Path Dependence », *Quarterly Journal of Political Science*, 2006, p.88

¹²⁹ ARTHUR, W. B., *Increasing returns and path dependency in the economy*, Ann Arbor : University of Michigan Press, 1994

¹³⁰ PIERSON Paul, *op.cit.*, p.253

- *Nonpredictability*, due à l'interdétermination du résultat
- *Nonergodicity*, étant donné que plusieurs résultats sont possibles et que l'histoire choisit parmi les alternatives possibles
- *Inflexibility*, car les acteurs, une fois lancés dans leur choix, peuvent difficilement passer à une autre option
- *Inefficiency*, les actions résultant du sentier peuvent verrouiller les options pour l'élection d'un choix moindre.

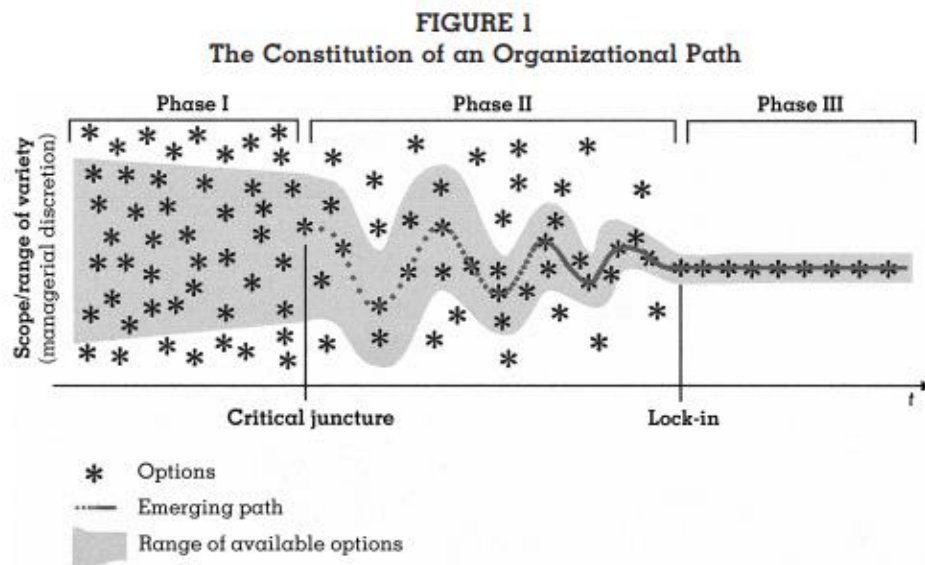


Schéma: La constitution d'un sentier organisationnel, KOCH Jochen et a., «Organizational Path Dependence: Opening the Black Box», *Academy of Management Review*, Vol. 34, No. 4, 2009, p.692

Enfin, comme l'indiquent bien Koch, Sydow et Schreyögg, le processus de la dépendance au sentier peut être divisée en trois phases :

- **Preformation Phase** : *Phase I can be characterized as an open situation with no significantly restricted scope of action (...) In brief, history matters in the Preformation Phase too. In organizations initial choices and actions are embedded in routines and practices; they reflect the heritage—the rules and the culture— making up those institutions. Institutions are “carriers of history”, and history cannot be intermittent; it does not matter only occasionally—it always matters! A conceptualization of the activities in the Preformation Phase thus cannot start from scratch; it has to account for institutional imprints.*

Le choix initial n'est pas un simple évènement mais des actions qui découleront sur la mise en place d'un sentier. Ainsi, ces choix initiaux sont décrits comme étant des petits évènements par Arthur¹³¹. Par conséquent, il est suggéré d'élargir le périmètre d'analyse. En effet, « Since organizations are social systems and not markets or natural entities, triggering events in organizations are likely to prove to be not so innocent, random, or “small” »¹³².

- **Formation Phase :** *Phase II is characterized by the gradual emergence of an organizational path. The scope of action is assumed to narrow increasingly because of the “pull” of the evolving path. An initially unknown regime happens to take the lead, which favors a particular type of decision or action pattern and reproduces it over a certain period of time. This phase commences with a critical juncture at the passage from Phase I to II. A decision made or an action taken in Phase I amounts to a trigger for the further development of the organization or an organizational subsystem. However, not all cases of competing solutions culminate in path dependence. It is therefore of critical importance to indicate such cases in which path dependence is likely to develop*¹³³.
- **Lock-in Phase :** *The transition from Phase II to Phase III is characterized by a further restriction of the scope. The focal action pattern is replicated even more, which eventually leads the whole setting into a lock-in. Because of the circumstances, this lock-in may be of a predominantly cognitive, normative, or resource-based nature*¹³⁴.

¹³¹ ARTHUR, W. B, *Increasing returns and path dependency in the economy*, Ann Arbor : University of Michigan Press, 1994, p.14

¹³² KOCH Jochen et a., *op.cit.*, p.693

¹³³ *Ibidem.*

¹³⁴ *Ibid.*, p.694

1.1.3) Les éléments clés de la théorie du sentier de dépendance

Selon la théorie du sentier de dépendance, les évènements ne sont pas le fait du hasard. Au contraire, ceux-ci sont le fait d'une somme de circonstances, qui sont interreliées¹³⁵. En effet, les choix que nous réalisons dans le passé ont une influence sur nos attitudes aujourd'hui même si ces choix n'ont pas l'air cohérents aujourd'hui. Ces décisions effectuées peuvent être de natures technologiques ou industrielles. En effet, si cette théorie peut s'expliquer pour l'existence de technologies (les exemples les plus connus sont les claviers d'ordinateurs QWERTY ou encore les trains), nous tenterons ici de voir comment celle-ci peut également s'appliquer à des phénomènes historiques comme l'œcuménisme comme nous allons le voir ci-dessous. Cette fidélité des acteurs par les choix passés s'explique par le fait que les coûts de conversions à ces choix sont supérieurs aux gains immédiats. Autrement dit, la stratégie est choisie car elle est bénéfique à long terme.

Un sentier de dépendance évolue comme conséquence de sa propre histoire à partir de réactions positives qui renforce le développement du système. L'incertitude joue également un rôle, le sentier de dépendance étant causé par le comportement de réaliser les choses telles que nous savons, sans incertitudes quant aux coûts d'alternatives. Continuer dans le sentier a aussi comme avantage de limiter les coûts. Le sentier de dépendance considère que le point de départ tout comme des évènements accidentels peuvent avoir des effets significatifs sur le cours de l'histoire. De plus, comme le dit bien Douglas North, il est difficile de quitter le sentier une fois que nous y sommes engagés :

Once a development path is set on a particular course, the network externalities, the learning process of organizations, and the historically derived modelling of the issues reinforces the course.¹³⁶

¹³⁵ VEENSTRA Joost, « Uncertainty and path dependence », *University of Groningen*, posté le 23 février 2015, consulté le 14 avril 2017. https://www.youtube.com/watch?v=KKfkQW7_-Pg

¹³⁶ North, D. C., *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge: Cambridge University Press, 1990, p.99

Par conséquent, le sentier de dépendance limite les choix que les acteurs ont car ils sont déterminés par le passé et l'inertie¹³⁷. En effet, une fois les acteurs engagés dans le processus, il est difficile pour eux de faire machine arrière.

1.2) La théorie du sentier dans les relations inter églises

« En réfléchissant à l'histoire de nos relations, nous ne pouvons que nous attrister face aux querelles et aux violences commises au nom de la foi, et je demande au Seigneur qu'il nous donne la grâce de nous reconnaître tous pécheurs et de savoir nous pardonner les uns les autres. De la part de l'Église catholique, je vous demande pardon. Je vous demande pardon pour les attitudes et les comportements non-chrétiens, voire non-humains que, dans l'histoire, nous avons eus contre vous» (Pape François, Turin, Juin 2015)

Nous allons voir comment le dialogue œcuménique et les relations entre les dénominations chrétiennes peuvent être illustrés par le sentier de dépendance.

Le sentier de dépendance qui illustre la coopération entre les Eglises sur le thème de la migration, qui est lié à l'œcuménisme, peut être divisé en trois parties. Une première partie avant Vatican II, Vatican II lui-même, la période post-Vatican II qui peut être divisée elle-même en trois sous-parties, une période mue de dialogues, rencontres et déclarations favorables à l'œcuménisme et les premières coopérations concrètes entre les Eglises, une seconde sous-partie qui serait l'élaboration de la *Charta Oecumenica* et les coopérations entre les Eglises.

1.2.1) Avant Vatican II, Schismes et divisions

Dans un premier temps, il est important de prendre en compte que les relations entre l'Église catholique romaine et les autres églises chrétiennes n'ont pas toujours été constructives et que le dialogue est de ce fait assez récent dans l'histoire. De fait,

¹³⁷ VEENSTRA Joost, *op.cit.*

comme nous pouvons le voir ci-dessous¹³⁸, les églises orthodoxes et catholiques se sont séparées en 1054, puis la Réforme en 1517 a créé une nouvelle division au sein de l'Église catholique, pour ensuite causer d'autres divisions au sein même des réformateurs.

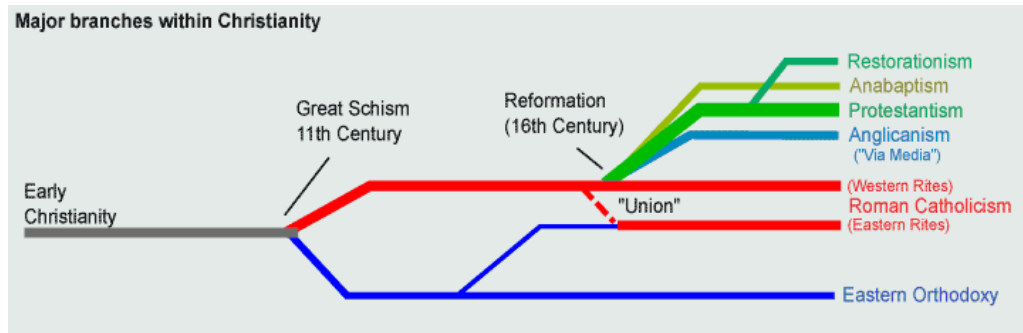


Schéma n°3 : Ligne du temps de l'histoire du christianisme ¹³⁹

Sans s'étendre sur les dimensions historiques, théologique, doctrinales voire politique qui sous-tendent les plus grandes séparations du christianisme¹⁴⁰, il demeure cependant important pour rappel d'y expliquer brièvement les causes.

Il est à rappeler que jusqu'à avant le Concile Vatican II, certaines déclarations montreront la complexité d'un dialogue entre l'Église catholique et les églises séparées et bloqueront toute tentative d'unités entre ces Églises (dont le dialogue sera repris de manière concrète et officielle dans les années 1960). Quelques déclarations non-exhaustives. Cela dit, certaines déclarations peuvent également montrer la voie à un éventuel dialogue. Prenons par exemple Pie IX dans *Singulari quadam*. Le pape y écrit qu' « il faut donc tenir, de foi, que personne ne peut être sauvé en dehors de l'Église romaine apostolique, qu'elle est l'unique arche de salut : celui qui n'y est pas entré périra par le déluge »¹⁴¹. Cependant, la même encyclique reconnaît à demi-mots que certaines personnes non-catholiques peuvent être disposés à trouver un moyen de salut : « Nous savons et vous savez que ceux qui ignorent de façon invincible notre très sainte religion, et qui, observant avec soin la loi naturelle et ses préceptes,

¹³⁸ Il est cependant intéressant de voir que ces lignes du temps peuvent varier en fonction des représentations des différents acteurs, comme nous pouvons le voir en Annexe 4 avec une ligne du temps selon la perception orthodoxe, suivi en Annexe 5 d'un Glossaire sur le Christianisme

¹³⁹ Cette ligne du temps provient du site suivant: World History, « Unity and Division in Christianity », consulté le 20 avril 2017 < <https://worldhistory.hcps.org/pages/spiffy76.php?unitNum=0&lessonNum=1&pageNum=12> >

¹⁴⁰ Car si les différences doctrinales peuvent encore être expliquées, les autres facteurs peuvent dépendre selon les points de vues et les dénominations.

¹⁴¹ Pie IX, *Singulari quadam*

gravés par Dieu dans le cœur de tous, et disposés à obéir à Dieu, mènent une vie honnête et droite, peuvent, avec l'aide de la lumière et de la grâce divines, acquérir la vie éternelle »¹⁴².

De plus, après la Première guerre mondiale, des initiatives, telles que les conversations de Malines¹⁴³ ont été réalisées dans une optique œcuménique¹⁴⁴. Le mouvement œcuménique, qui se réalisera dans un premier temps sans l'Église catholique (la Pape Pie XI ayant condamné le mouvement œcuménique dans *Mortalium Animos*¹⁴⁵), sera progressivement banalisé après la Deuxième guerre mondiale puis acceptée par le pape Jean XXIII qui autorisera la venue d'observateurs catholiques aux conférences du COE (Conseil Œcuménique des Églises (créé en 1948)) en 1961 et de Foi et Constitution en 1963¹⁴⁶. Enfin, en vue de préparer le futur concile Vatican II, sera créé le Secrétariat pour la promotion de l'unité des chrétiens¹⁴⁷.

1.2.2) Vatican II : Les Églises non-catholiques traitées comme « frères séparés » plutôt qu'« hérétiques » ou « schismatiques »

Le concile a été un véritable tournant dans les relations inter-églises¹⁴⁸. En effet, « avec le décret *Unitatis Redintegratio*, Vatican II a renouvelé l'image de l'Église catholique et ses relations avec le monde chrétien »¹⁴⁹. De plus, la formulation consistant à dire que « l'unique Église du Christ subsiste dans le Christ »¹⁵⁰ permet de donner une

¹⁴² Pie IX, *Singulari quadam*

¹⁴³ « Les conversations de Malines (1921-1925) qui avaient, pour protagonistes principaux, Lord Halifax, du côté anglican, et le cardinal Mercier, pour la contrepartie catholique. Il s'agit là d'une date cruciale dans l'histoire contemporaine de l'œcuménisme. À cette occasion, plus de 400 personnes se sont rassemblées à Malines pour commémorer cet événement et envisager la suite des dialogues entre catholiques et anglicans. Le présent ouvrage reprend les communications présentées à cette occasion. » ROUTHIER G., DENAUX, A., DICK, J., ed., « From Malines to ARCIC. The Malines Conversations Commemorated. » Laval : théologique et philosophique 552, 1999, pp. 320-321.

¹⁴⁴ TAVARD Georges, « De l'œcuménisme au renouveau de la visibilité », dans Jean-Robert Armogathe et Yves-Marie Hilaire (dirs.), *Histoire générale du christianisme*, vol. 2 : *Du xvi^e siècle à nos jours*, Presses universitaires de France, 2010, p. 1112

¹⁴⁵ Pie IX, *Mortalium Animos*
< http://w2.vatican.va/content/pius-xi/fr/encyclicals/documents/hf_p-xi_enc_19280106_mortalium-animos.html >

¹⁴⁶ TAVARD Georges, *op.cit.*, p. 1118

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 1123

¹⁴⁸ LEGRAND Hervé, « L'œcuménisme aujourd'hui », *Raisons politiques*, 2001/4 (n°4), pp.121-132

¹⁴⁹ *Ibid.* p.121

¹⁵⁰ « C'est là l'unique Église du Christ, dont nous professons dans le symbole l'unité, la sainteté, la catholicité et l'apostolicité, cette Église que notre Sauveur, après sa résurrection, remit à Pierre pour qu'il en soit le pasteur (*Jn* 21, 17), qu'il lui confia, à lui et aux autres Apôtres, pour la répandre et la diriger (cf. *Mt* 28, 18, etc.) et dont il a fait pour toujours la « colonne et le fondement de la vérité » (*1 Tm* 3, 15). Cette Église comme société constituée et organisée en ce monde, c'est dans l'Église catholique qu'elle subsiste, gouvernée par le successeur de Pierre et les évêques qui sont en communion

certaine ecclésialité aux autres Eglises, et ce afin d'effectuer un dialogue. C'est ce que le Pape Paul VI rappela notamment aux observateurs non-catholiques présent lors du Concile¹⁵¹. Jadis condamné, le mouvement œcuménique est désormais accepté et encouragé. La définition que donne l'Eglise au mouvement œcuménique est la suivante.

Par « mouvement œcuménique », on entend les entreprises et les initiatives provoquées et organisées en faveur de l'unité des chrétiens, selon les besoins variés de l'Église et selon les circonstances. Ainsi, en premier lieu, tout effort accompli pour éliminer les paroles, les jugements et les actes qui ne correspondent ni en justice ni en vérité à la situation des frères séparés et contribuent ainsi à rendre plus difficiles les relations avec eux. Ensuite, au cours de réunions de chrétiens de diverses Églises ou communautés, organisées dans un esprit religieux, le « dialogue » mené par des experts bien informés, où chacun explique plus à fond la doctrine de sa communauté et montre de façon claire ce qui la caractérise. Par ce dialogue, tous acquièrent une connaissance plus conforme à la vérité, en même temps qu'une estime plus juste de l'enseignement et de la vie de chaque communauté. De la même manière, ces communautés viennent à collaborer plus largement à toutes sortes d'entreprises qui, répondant aux exigences de toute conscience chrétienne, contribuent au bien commun. On peut aussi, là où s'est permis, se réunir pour une prière unanime. Enfin tous examinent leur fidélité à la volonté du Christ par rapport à l'Église, et entreprennent, comme il le faut, un effort soutenu de rénovation et de réforme.¹⁵²

Des lors, comme l'observe bien Hervé Legrand, les « Eglises séparées du Siège romain » deviennent désormais des « Eglises particulières » au sens théologique et non purement conventionnel du terme¹⁵³. Pour reprendre ses propos, « dans sa conversion œcuménique, l'Église catholique est donc passée « de l'anathème au dialogue » et tente aujourd'hui de dépasser ses limitations confessionnelles pour s'ouvrir plus largement à la catholicité »¹⁵⁴.

Dans ce changement de cap, le dialogue et la collaboration entre les Eglises et désormais viable :

« Que tous les chrétiens, face à l'ensemble des nations, confessent leur foi dans le Dieu un et trine, dans le Fils de Dieu incarné, notre Rédempteur et Seigneur, et par un commun effort,

avec lui, bien que des éléments nombreux de sanctification et de vérité se trouvent hors de sa sphère, éléments qui, appartenant proprement par le don de Dieu à l'Église du Christ, portent par eux-mêmes à l'unité catholique »

Lumen Gentium, 8 § 2

¹⁵¹ *Acta Apostolicae Sedis*, 56, 1964, p. 1010-1011.

¹⁵² *Unitatis Redintegratio*, 4 § 2

¹⁵³ LEGRAND Hervé, *op.cit.*, p.121-122

¹⁵⁴ *Ibid.*, p.122

dans l'estime mutuelle, qu'ils rendent témoignage de notre espérance qui ne sera pas confondue. Aujourd'hui qu'une très large collaboration s'est instaurée dans le domaine social, tous les hommes sans exception sont appelés à cette œuvre commune, mais surtout ceux qui croient en Dieu, et, en tout premier lieu, tous les chrétiens, à cause même du nom du Christ dont ils sont parés. La collaboration de tous les chrétiens exprime vivement l'union déjà existante entre eux, et elle met en plus lumineuse évidence le visage du Christ serviteur. Cette collaboration, déjà établie en beaucoup de pays, doit être sans cesse accentuée, là surtout où l'évolution sociale et technique est en cours, soit en faisant estimer à sa juste valeur la personne humaine, soit en travaillant à promouvoir la paix, soit en poursuivant l'application sociale de l'Évangile, soit par le développement des sciences et des arts dans une atmosphère chrétienne, ou encore par l'apport de remèdes de toutes sortes contre les misères de notre temps, telles la faim et les calamités, l'analphabétisme et la pauvreté, la crise du logement et l'inégale distribution des richesses. Par cette collaboration, tous ceux qui croient au Christ peuvent facilement apprendre comment on peut mieux se connaître les uns les autres, s'estimer davantage et préparer la voie à l'unité des chrétiens. »¹⁵⁵

Avec la création de la COE en 1948, de la CEC en 1959 (sans l'Eglise catholique), le Concile Vatican II constitue un changement de cap important qui intègre désormais l'Eglise catholique dans la voie de l'œcuménisme. En effet, comme l'explique la COMECE. En effet, « depuis la dernière guerre, l'Eglise universelle a comme redécouvert le sens de l'incarnation à laquelle les chrétiens d'autres temps ont peut-être pu échapper, mais qui, aujourd'hui, est devenue impérative. L'orientation générale de Vatican II, les travaux du C.O.E. (...) en sont la preuve formelle. La mission de l'Eglise doit s'incarner dans l'économie politique de son temps ; le message du salut en Jésus-Christ dont elle est porteuse est un message suprêmement positif, mais critique, de l'économie et du politique, sinon il est désincarné, inutile et délaissé »¹⁵⁶.

1.2.3) Rencontres, déclarations et dialogues

Comme l'écrivent Crozier et Friedberg, le changement n'est « ni le déroulement majestueux de l'histoire dont il suffirait de connaître les lois ni la conception et la mise en œuvre d'un modèle plus « rationnel » d'organisation social¹⁵⁷. Il est plutôt vu « comme un processus de création collective à travers lequel les membres d'une collectivité donnée apprennent ensemble, c'est-à-dire inventent et fixent de nouvelles

¹⁵⁵ *Unitatis Redintegratio*, 12

¹⁵⁶ COMECE, *La construction européenne et les institutions religieuses*, Louvain-La-Neuve : Academia A/B ; 1998, pp.30-31

¹⁵⁷ CROZIER Michel, FRIEDBERG Erhard, *op.cit.*, p.35

façons de jouer le jeu social de la coopération et du conflit (...) et acquièrent les capacités cognitives, relationnelles et organisationnelles correspondantes »¹⁵⁸.

Cette vision du changement, est illustré par cet esprit insufflé par Vatican II et peut être également vu ici pour les relations œcuméniques entre les Eglises, qui désormais se perçoivent comme partenaires et non plus comme ennemies. De plus, comme l'indique Leustean, il s'agit de la naissance des premières coopérations entre les Eglises, qui existaient déjà un peu plus tôt notamment entre l'OCIFE et la CEC qui travaillaient ensemble notamment sur des questions tels que les droits de l'homme ou le contrôle des évolutions technologiques¹⁵⁹.

Parmi les dates marquantes de ces rencontres et autres rapprochements, nous pouvons relever quelques unes, qui ont eu lieu sous les pontificats de Paul VI et Jean-Paul II:

- 1964 : Rencontre entre le Pape VI et le Patriarche Athénagoras à Jérusalem
- 1965 : Levée des excommunications entre les Eglises catholiques et orthodoxes
- 1969 : Visite du Pape Paul VI à Genève au siège de la COE :
*« Nous ne considérons pas, dit-il, que la question de la participation de l'Église catholique au Conseil œcuménique soit mûre au point que l'on puisse ou doive y donner une réponse positive. La question reste encore dans le domaine de l'hypothèse. Elle comporte de graves implications théologiques et pastorales; elle exige par conséquent des études approfondies, et engage dans un cheminement dont l'honnêteté oblige à reconnaître qu'il pourrait être long et difficile. Mais, ajouta-t-il, cela ne Nous empêche pas de vous assurer que Nous regardons vers vous avec grand respect et profonde affection. »*¹⁶⁰
- 1978 : La première rencontre œcuménique entre la CEC et la CCEE à Chantilly, près de Paris¹⁶¹.
- 1980 : Création de la COMECE
- 1981 : Rencontre CEC-CCEE¹⁶² à Logumkoster (Danemark)

¹⁵⁸ *Ibid.*, p.35

¹⁵⁹ LEUSTEAN Lucian, *The Representation of Religion in the European Union*, San Domenico di Fiesole: European University Institute, 2013, p.4

¹⁶⁰ Paul VI, *Discours au Conseil œcuménique des Églises*, le 10 juin 1969.

¹⁶¹ GUENEY Robin, « From 1959 to the Charta Oecumenica » In GUENEY Robin, M.Negro Luca, *CEC at 50 : A brief and incomplete history of the Conference of European Churches*, Geneva : Conference of European Churches, 2009, p.28

¹⁶² Bien que les sujets du mémoire sont la COMECE et la CEME, les rencontres entre la CCEE et la CEC ont une influence sur les bonnes relations et la coopération future entre la COMECE et la CEME, étant donné qu'aussi bien la CCEE et la COMECE travaillent pour l'Église catholique, tandis que la

- 1984 : Rencontre CEC-CCEE à Riva Del Garda (Italie)
- 1988 : Rencontre CEC-CCEE à Erfurt (RFA)
- 1991 : Synode spécial des évêques - Assemblée spéciale pour l'Europe
- 1991 : Rencontre CEC-CCEE à St Jacques de Compostelle
- 1993 : Accord de Balamand (texte doctrinal entre l'Église catholique et l'Église orthodoxe dont le but est de condamner les tensions passées). Les Eglises sont désormais vues comme partenaires :

« L'Église catholique et l'Église orthodoxe se reconnaissent mutuellement comme Églises sœurs, responsables ensemble du maintien de l'Église de Dieu dans la fidélité au dessein divin, tout spécialement en ce qui concerne l'unité... [la communion recherchée] ne sera ni absorption ni fusion mais rencontre dans la vérité et l'amour »¹⁶³.

- 1995 : Rencontre CEC-CCEE à Assise ¹⁶⁴
- 1995 : Encyclique Ut Unum Sint.

Jean-Paul II insiste sur la coopération avec les autres Eglises chrétiennes, et ce afin de « chercher, évidemment ensemble, les formes dans lesquelles ce ministère [papal] pourra réaliser un service d'amour reconnu par les uns et les autres »¹⁶⁵.

Ces différents évènements aux retours positifs vont encourager les Eglises à continuer dans une volonté de partenariat œcuméniques. Dès lors, entamé par le Pape Paul VI, le dialogue œcuménique fut développé par Jean-Paul II. Pour Jean-Paul II (et ses successeurs Benoit XVI et François), l'œcuménisme est désormais « vital », « primordial », « prioritaire » et ... « irrévocable » :

- « *La restauration de l'unité entre tous les chrétiens était l'un des buts principaux du deuxième Concile du Vatican, et, dès mon élection, je me suis engagé formellement à promouvoir l'exécution de ses normes et de ses orientations, considérant que c'était pour moi un devoir **primordial*** »¹⁶⁶.
- « *L'Église catholique est **irrévocablement** engagée dans la vocation œcuménique. Il ne peut y avoir le moindre doute à cet égard. Je veux vous assurer de la manière la plus formelle, comme je n'ai cessé de le faire depuis mon élection*

CEME est, comme nous l'avons vu précédemment, œcuménique et composé des mêmes membres que la CEC

¹⁶³ Le texte de Balamand, intitulé « L'uniatisme, méthode d'union du passé, et la recherche actuelle de la pleine communion », est publié dans DC, 90, 1993, p. 711- 714.

¹⁶⁴ GUENEY Robin, « From 1959 to the Charta Oecumenica » In GUENEY Robin, M.Negro Luca, *op.cit.*, pp.29-30

¹⁶⁵ Encyclique Ut unum sint 95, DC, 92, 1995, p. 593.

¹⁶⁶ Jean-Paul II, « Allocution au secrétariat pour l'unité des chrétiens », DC 1753, 3 novembre 1978, p. 1017

comme Pasteur Suprême de l'Église catholique, que l'œcuménisme est et reste une préoccupation majeure dans la vie de notre Église »¹⁶⁷.

- *« Je tiens à redire que c'est avec une décision **irrévocable** que l'Église catholique est engagée dans le mouvement œcuménique et qu'elle veut y contribuer de toutes ses possibilités. C'est pour moi, évêque de Rome, une des priorités pastorales »¹⁶⁸.*
- *« J'ai continué à stimuler les fils et les filles de l'Église catholique envers leur responsabilité œcuménique, insistant sur le fait qu'elle doit être une **priorité** pastorale absolue pour l'Église catholique »¹⁶⁹.*
- *« Le travail de l'œcuménisme requiert nos efforts constants et de ferventes prières. (...) Nous nous réjouissons de voir les progrès œcuméniques qui ont déjà été réalisés. (...) Dans un certain sens, l'unité des disciples du Christ est une condition pour réaliser la mission de l'Église, plus que cela elle est une condition pour réaliser la mission du Christ lui-même dans le monde. (...) L'unité des chrétiens est **vitale** pour la prédication de l'Évangile »¹⁷⁰.*

Celui-ci n'a pas forcément toujours été aisé. Même si certains blocages existent, « catholiques, orthodoxes, protestants et anglicans œuvrent de concert pour mieux se connaître, surmonter des préjugés tenaces, apurer les contentieux qui les séparent et, dès à présent, faire ensemble ce qui est déjà théologiquement et psychologiquement possible »¹⁷¹.

Le dialogue avec les orthodoxes a été difficile dans les débuts, du fait que la plus grande partie de l'Église orthodoxe se trouve en Union soviétique. Avec l'Église anglicane, en revanche, Jean-Paul II s'est rendu en Grande-Bretagne dès 1982 et publie un texte commun avec l'archevêque de Canterbury. Dans les pays d'Europe où le protestantisme est majoritaire, Jean-Paul II ne cesse de rappeler son désir d'une Europe et d'une Église unie¹⁷².

De plus, lors du synode spécial des évêques de 1991 (qui était pourtant destiné à être une rencontre entre évêques d'Europe de l'Ouest et d'Europe de l'Est), le Pape Jean-Paul II voyait cet événement une occasion de s'engager plus vivement dans

¹⁶⁷ Jean-Paul II, « discours à Utrecht le 13 mai », *Osservatore Romano de langue française*, 21 mai 1985, p. 13.

¹⁶⁸ Jean-Paul II, « discours à la Curie le 28 juin 1985 », *DC* 15, 4-18 août 1985, p. 773

¹⁶⁹ Jean-Paul II, « discours à Calcutta le 3 février », *Osservatore Romano de langue française*, 11 février 1986, p. 8

¹⁷⁰ Jean-Paul II, « discours à Goa le 6 février », *Osservatore Romano de langue française*, 11 février 1986, p. 14

¹⁷¹ « Histoire du mouvement œcuménique », *Croire.Lacroix.com*, consulté le 18 mai 2017 <<http://croire.la-croix.com/Definitions/Lexique/Oecumenisme/Histoire-du-mouvement-aecumenique>>

¹⁷² CHAUMETON Etienne, *La Diplomatie du Saint-Siège sous Jean-Paul II (1978-2005)*, Grenoble : IEP, 2009, p.92

l'œcuménisme, et ce en y invitant des représentants d'autres confessions. Le Pape dira à l'issue de ce synode : « Au cours de ce long et rigoureux hiver de la foi on a vécu dans ces pays un œcuménisme que je pourrais appeler œcuménisme de la souffrance. Mais finalement le seigneur a libéré son peuple et le temps est venu de pratiquer l'œcuménisme de la liberté »¹⁷³. Une déclaration sera adoptée dans laquelle les évêques déclarent notamment par rapport au dialogue avec les orthodoxes : « nous invitons du fond du cœur à un tel dialogue les Eglises orthodoxes sœurs, en nous souvenant de notre responsabilité commune a témoigné de l'Évangile dans le monde »¹⁷⁴.

De plus, l'accord de Balamand sera donc marquant car il aura permis aux Eglises catholiques et orthodoxes de rechercher, comme l'indique H.Legrand, « ensemble des solutions chrétiennement appropriées aux questions que nous résolvons mal chacun de notre côté et qui seront d'autant plus efficaces que nous ne les aurons pas élaborées l'un contre l'autre, mais l'un avec l'autre »¹⁷⁵ et ce bien que la diplomatie vaticane puisse avoir causé des suspicions initiales chez les Eglises orthodoxes. Cet événement sera donc précurseur de ce que nous avons pu voir notamment à Lesbos un peu plus de vingt ans après.

Dans son exhortation *Ecclesia In Europa*, Jean-Paul II fait part une nouvelle fois de l'importance du christianisme dans l'histoire européenne, et notamment de ses divisions qui doivent être surmontées.

L'Europe a été largement et profondément pénétrée dans le christianisme. Il n'y est pas de doute que, dans l'histoire complexe de l'Europe, le christianisme représente un élément central caractéristique, renforcé par le solide fondement de l'héritage classique et des contributions multiples apportées par divers mouvements ethniques et culturels qui se sont succédés au cours des siècles. La foi chrétienne a façonné la culture du continent et a été mêlée de façon inextricable à son histoire, au point que celle-ci serait incompréhensible sans référence aux événements qui ont caractérisé d'abord la grande période de l'évangélisation, puis les longs siècles au cours desquelles le christianisme, malgré la douloureuse division de l'Orient et de l'Occident, s'est affirmé comme la religion des Européens eux-mêmes. Dans la période moderne et contemporaine aussi, lorsque l'unité religieuse s'est

¹⁷³ Jean-Paul II, *Discours du pape lors de la célébration œcuménique du 7 décembre 1991*

¹⁷⁴ *Textes parus dans l'Osservatore Romano (hebdomadaire en langue française) numéro 51, 24 décembre 1991, pp. 6-9*

¹⁷⁵ LEGRAND Hervé, « L'œcuménisme aujourd'hui », *Raisons politiques*, 2001/4 (n°4), p.126

progressivement fractionnée tant à cause de nouvelles divisions intervenues entre les chrétiens qu'en raison des processus qui ont amené la culture à se détacher les perspectives de la foi, le rôle de cette dernière a gardé un relief non négligeable¹⁷⁶.

L'autre fait marquant, plus politique et au niveau européen, est la présidence de Jacques Delors qui souhaitera donner un plus grand rôle aux Eglises dans les interactions et qui devront donc mieux s'allier pour parler d'une seule voix, comme l'explique Mehdi Rostane :

Face à la profonde crise de confiance des Européens, qui marquent un désintérêt sérieusement teinté de défiance à l'égard d'un projet assimilé (sans doute abusivement) aux excès d'un libéralisme débridé, la Commission s'est efforcée, depuis le début des années quatre-vingts, de nouer un dialogue approfondi avec la société civile, institutions religieuses et mouvements humanistes compris, afin donner au projet européen une dimension éthique et spirituelle. J. Delors soulignait ainsi qu'il était « impossible de mettre en pratique les potentialités de Maastricht sans souffle, sans spiritualité », en prévenant que « si, dans les dix ans qui viennent, nous n'avons pas réussi à donner une âme, une spiritualité, une signification à l'Europe, nous aurons perdu la partie ». Pour structurer ce dialogue, la Commission a donc lancé, en 1995, le programme « Donner une âme à l'Europe » dont l'objectif est de poursuivre la réflexion sur le sens spirituel et éthique de la construction européenne. L'initiative de la Commission n'est pas isolée, dans la mesure où elle illustre une tendance perceptible au niveau supranational aussi bien que national, en vertu de laquelle les pouvoirs publics s'efforcent de nouer un dialogue avec les acteurs religieux afin de désamorcer les problèmes sociaux ayant un lien direct ou non avec les évolutions dans le domaine des croyances religieuse¹⁷⁷.

La présidence Delors est de fait très importante, car la Commission considérera que par soucis de légitimité, il est important de dialoguer avec les Eglises, qui de fait représentent chacune des millions de citoyens. Cette présidence constitue également les prémisses du dialogue entre les institutions européennes et les Eglises, qui sera cependant informel

1.2.4) Charta Oecumenica et désormais unies plutôt que séparées

Si l'on reprend, Crozier et Friedberg ceux-ci voient dans le changement un « processus d'apprentissage collectif permettant d'instituer de nouveaux construits d'action

¹⁷⁶ JEAN-PAUL II, *L'Eglise en Europe*, Paris : Pierre Téqui éditeur, 2003, pp.36-37

¹⁷⁷ ROSTANE Mehdi, « L'union européenne et le fait religieux. Elements constitutionnels », *Revue française de droit constitutionnel*, 2005/2 (n°54), pp.229

collective qui créent et expriment à la fois une nouvelle structuration du ou des champs »¹⁷⁸. Ce changement, représenté par l'œcuménisme qui fait des Eglises des partenaires à part entière au-delà de leur passé, sera clairement formalisé par la Charta Oecumenica¹⁷⁹.

Thus the document became known as the Charta Oecumenica, Guidelines for the Growing Cooperation among the Churches in Europe, came into being. It was signed on the 22nd April 2001, by the Presidents of the respective organisations, Metropolitan Jérémie for CEC and Cardinal Vlk for the CCEE. This concluded in an encounter in Strasbourg noted for balancing the number of young people with members of the CEC Central Committee and the CCEE Assembly. For many a highlight was the so-called "Emmaus Walk" when each "church leader" and a youth delegate had to walk together sharing their reflections on the Easter story¹⁸⁰.

Les Eglises s'encourageaient à travailler ensemble pour proposer un mode de vie dépourvu de pressions économique et de consumérisme mais également à soutenir les réseaux œcuméniques et autres organisations à identité confessionnelles. Dans cette charte, se retrouvent des points tels que :

- « *Nous recommandons d'organiser et de soutenir, des groupes de collaboration œcuméniques bi- et multilatéraux au niveau local, régional, national et international. Au niveau européen, il est **nécessaire de renforcer la collaboration entre la Conférence des Églises Européennes et le Conseil des Conférences Épiscopales d'Europe et de réaliser d'autres rassemblements œcuméniques européens.** Lors de conflits entre les Églises, les efforts de médiation et de paix doivent être mis en oeuvre ou soutenus.* »¹⁸¹.
- « *Notre appartenance mutuelle, fondée dans le Christ, est d'une importance fondamentale face à nos différences de positions théologiques et éthiques. A l'opposé de la diversité enrichissante qui nous est donnée, des oppositions de doctrine, dans des questions éthiques et les règles canoniques ont cependant conduit aussi, à des ruptures entre les Églises ; en outre, souvent, des circonstances historiques particulières et différents traits culturels ont joué aussi une rôle décisif. Pour approfondir la communion œcuménique, **les efforts en vue d'un consensus dans la foi doivent absolument être poursuivis. Sans l'unité***

¹⁷⁸ CROZIER Michel, FRIEDBERG Erhard, *op.cit.*, p.35

¹⁷⁹ Voir Annexe 6

¹⁸⁰ GUENEY Robin, « From 1959 to the Charta Oecumenica » In GUENEY Robin, M.Negro Luca, *op.cit.*, p.49

¹⁸¹ Charta Oecumenica, n°4

dans la foi, il ne peut y avoir de pleine communion ecclésiale. Il n'y a aucune alternative au dialogue. »¹⁸².

- *« Il appartient à la réconciliation de favoriser la justice sociale, dans et entre tous les peuples, avant tout, de surmonter le fossé entre pauvres et riches, ainsi que de vaincre le chômage. Nous voulons **ensemble contribuer à ce que les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile soient accueillis dignement en Europe.** »¹⁸³.*

Les Eglises ont donc non seulement assimilée l'europanisation, en voulant œuvrer et en œuvrant à la construction européenne de par leurs dialogues avec les institutions européennes, mais elles ont en plus incorporé un habitus du dialogue et de la coopération, qui peuvent désormais se manifester dans cette charte. Du point de vue des Eglises, notamment catholique, « toutes les occasions de dialogue œcuménique peuvent contribuer à une meilleure intégration des pays membres de l'Union européenne »¹⁸⁴.

Dans cette perspective, il est intéressant de noter comment, de mille manières, les communautés catholiques en Europe contribuent à la vitalité culturelle et spirituelle de l'Union, dans le respect des diverses compétences de chacune des institutions. Elles y contribuent aussi, d'une façon très significative, en entretenant un dialogue œcuménique fraternel avec les autres communautés chrétiennes. Ensemble, toutes les Eglises sont appelées à établir un dialogue respectueux avec toutes les communautés religieuses présentes en Europe.¹⁸⁵

Par conséquent, les Eglises travaillent ensemble tant qu'elles le peuvent. En effet, s'il peut arriver qu'elles aient des différents par exemple sur la famille, elles parviennent à travailler de concert dans des thématiques telles que la pauvreté, la migration, les droits humains ou encore la liberté religieuse¹⁸⁶.

Les Eglises seront désormais vu comme un contributeur important dans la réflexion européenne. Les propos tenus par Mgr Noel Treannor lors de la conférence « *The Churches and the EU : How do the Churches interact with the EU ?* » illustrent bien cet engagement dans le sentier de dépendance¹⁸⁷. En effet, l'ancien secrétaire général

¹⁸² *Ibid.*, n°6

¹⁸³ *Ibid.*, n°8

¹⁸⁴ COMECE, *Les catholiques et l'Europe*, Paris: Bayard, 2006,p.77

¹⁸⁵ *Ibid.*, p.42

¹⁸⁶ FISCHBACH Frank-Dieter, entretien réalisé le lundi 19 décembre 2016.

¹⁸⁷ TREANOR Noel, *The Churches and The EU : How Do The Churches Interact Withe The EU ?*, Vilnius: Conference "Values and Politics, 10-12 May 2007

de la COMECE avait cité comme exemple de collaboration réussies la ratification de l'Article 17 du TFEU mais également la Directive 2000/78/CE concernant l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail dans laquelle l'inclusion d'une dérogation pour inclure les Eglises et autres organisations confessionnelles ont permis aux Eglises de s'exprimer et d'une seule voix. Sont relevés comme des constantes apparaissant lors du travail réalisé par les Eglises vis-à-vis de l'Union Européenne :

- *gaining such provisions is invariably the result of a timely and long monitoring and detailed analysis of draft texts*
- *contact with the personnel of the EU institutions, i.e. multi-levelled dialogue of an informal kind with personnel of the European institutions is essential*
- *input from the Church requires the necessary professional/ scientific competence as well as theological content*
- *the ecumenical quality of the Churches' proposals will greatly enhance their potential effect*
- *the professional commitment of Christians engaged in politics and public institutions, fostering and respectful of the democratic system, demonstrates personal service of the European common good in the sense outlined in Ecclesia in Europa, no. 117, as cited below.*¹⁸⁸

¹⁸⁸ *Ibidem.*

2) H2 : Les Eglises coopèrent car elles font le choix de « coalitions de cause » sur la base de valeurs communes

« Les relations entre les chrétiens ne visent pas seulement la connaissance réciproque, la prière commune et le dialogue. Elles prévoient et demandent dès maintenant toutes les collaborations pratiques possibles à divers niveaux, pastoral, culturel, social et aussi dans le témoignage du message de l'Evangile »
(Jean-Paul II, *Ut Unum Sint*, 1995)

2.1) La théorie de la coalition de cause

La théorie de l'Advocacy Coalition Framework a été élaborée par Paul Sabatier. Les acteurs externes jouent, selon cette théorie, un rôle aussi important que les acteurs internes. L'ACF est donc composé de coalitions de causes qui se compètent en utilisant diverses instruments afin de créer un changement dans le temps¹⁸⁹.

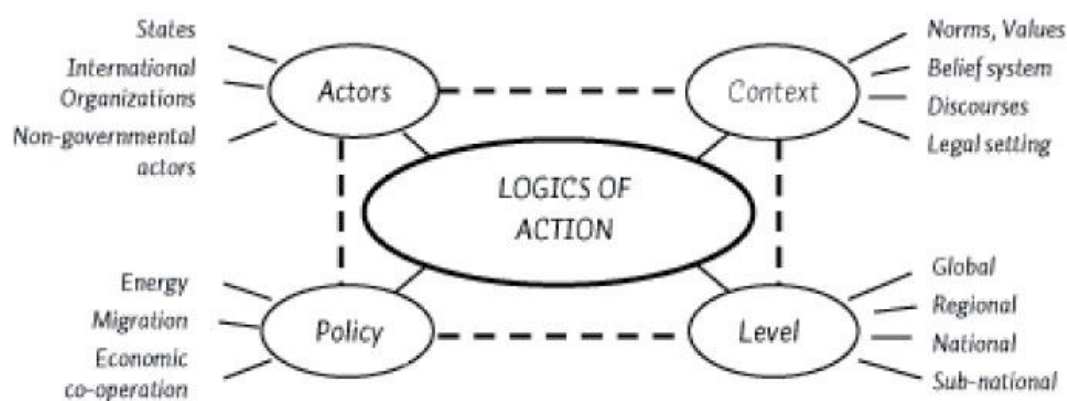


Schéma : Les logiques d'actions des acteurs¹⁹⁰

Le schéma ci-dessus reprend un élément important dans le choix des acteurs, qui est guidé par leur rationalité. Il s'agit de l'analyse de la logique d'action. Celle-ci proposée

¹⁸⁹ DRAKE Anne, « Advocacy Coalition Framework », 4 novembre 2014, consulté le 4 mai 2017
< <https://www.youtube.com/watch?v=vAzAzpprBbs>>

¹⁹⁰ JÜNEMANN Annette, MAGGI Eva-Maria, « The End of External Democracy Promotion? The logics of action in building the Union for the Mediterranean », *L'Europe en Formation*, vol. 356, no. 2, 2010, p.112

par ses auteurs pour aborder la compréhension des comportements des acteurs en situation, en s'intéressant, sans exclusive pourrait-on dire, aux différentes facettes qui permettent de s'en saisir¹⁹¹. En effet, « l'entrée par les logiques d'action est largement l'affirmation d'une méthode : il s'agit de mettre au jour « les raisons d'agir » des individus, en prenant en compte la diversité des mobiles et des rationalités, à partir des discours que tiennent les acteurs sur leur propre conduite »¹⁹². Par conséquent, l'acteur, exposé à une situation d'action, va élaborer une logique d'action¹⁹³.

L'ACF est composé de cinq composantes ¹⁹⁴qui sont :

- 1) Les **coalitions de causes** qui sont composés de membres d'une grande variété d'institutions (journalistes, chercheurs, politiciens, activistes, ONG, ...). Daniel Kübler relève l'importance pour certains acteurs de se rassembler dans l'élaboration d'une politique publique. En effet, il considère que « toute politique publique se caractérise par une compétition entre différentes coalitions d'acteurs qui adhèrent à différentes croyances sur des problèmes sociétaux ainsi que de possibles solutions à ceux-ci »¹⁹⁵.

De fait, le concept de coalition de cause est central dans la théorie de l'Advocacy Coalition Framework. En effet, afin de mieux influencer dans une politique, les acteurs doivent se rassembler autour d'une cause. La coalition de cause est définie par Paul Sabatier comme étant composé :

D'acteurs issus d'organisations gouvernementales et privées variées, qui, dans le même temps, (a) partagent un ensemble de croyances normatives et causales et (b) participent, dans un degré non négligeable, à une activité coordonnée dans le temps. L'ACF démontre explicitement que la plupart des coalitions n'incluront pas seulement des leaders de groupes d'intérêt, mais

¹⁹¹ BRECHET Jean-Pierre, SCHIEB-BIENFAIT Nathalie, *Logique d'action et projet dans l'action collective Réflexions théoriques comparées*, Nantes : Laboratoire d'Economie et de Management de Nantes Atlantique, 2009, p.2

¹⁹² *Ibidem*.

¹⁹³ AMBLARD Henri, BERNOUX Philippe et al., « Les nouvelles approches sociologiques des organisations », *Collection Sociologie*, Paris : Editions du SEUIL, , 1996, p.204

¹⁹⁴ DRAKE Anna, *op.cit.*

¹⁹⁵ KÜBLER Daniel, « Les acteurs associatifs dans l'advocacy coalition framework : application aux politiques publiques de lutte contre la drogue en suisse », *Pyramides* [En ligne], 6 | 2002, mis en ligne le 28 septembre 2011, consulté le 17 avril 2017. URL : <http://pyramides.revues.org/442>

*également des fonctionnaires d'agences publiques, des législateurs aux différents niveaux de gouvernement, des experts, et peut-être même quelques journalistes*¹⁹⁶

Par conséquent, trois éléments sont à prendre en compte. Ces coalitions de causes sont donc composées 1) d'acteurs, 2) qui ont des croyances ou valeurs communes et 3) qui travaillent de manière coordonnée.

- 2) Les **croyances** qui connectent et motivent les acteurs, guidant leurs actions. Elles sont difficiles à changer dans le temps. François Foret et Annabelle Littoz-Monnet voient les croyances, ou valeurs, comme étant des ressources, des facteurs de politisation et de conflits¹⁹⁷. C'est pourtant ce qui peut rassembler des acteurs autour d'une cause commune.

Celles-ci sont en effet importantes et sont regroupées selon trois catégories structurelles qui sont :

- un noyau fondamental (deep core) d'axiomes normatifs et ontologiques qui définissent la vision de l'individu, de la société et du monde.
- un noyau superficiel (policy core) qui comporte les assumptions sur les relations de causalité, ainsi que les stratégies de base, les options programmatiques et les positions politiques défendues en vue de réaliser les objectifs normatifs généraux dans un sous-système particulier.
- un ensemble d'aspects secondaires comportant une multitude d'idées sur les instruments, mesures et informations nécessaires pour la réalisation du policy core.

¹⁹⁶ SABATIER Paul, «The Advocacy Coalition Framework : Revisions and Relevance for Europe», EUI/Centre Robert Schuman, Jean Monnet Chair Lecture, Florence (Italie), 21 octobre 1997, pp.4-5

¹⁹⁷ FORET François, LITTOZ-MONNET Annabelle, « Legitimation and regulation of and through values », *Politique européenne*, 2014/3 (n° 45), p. 8-25.

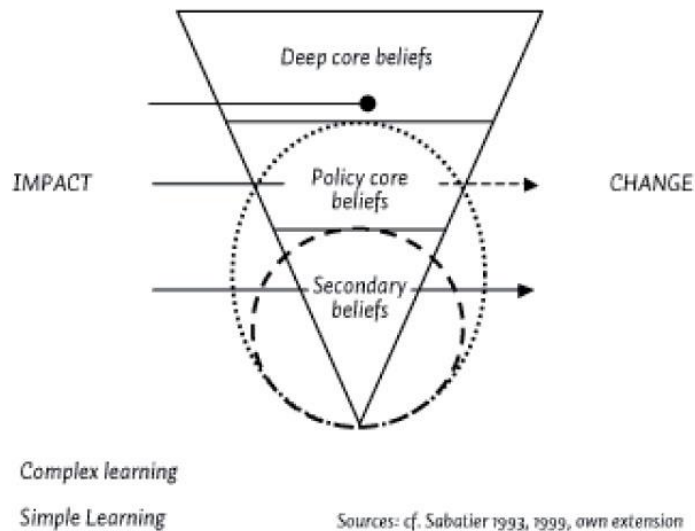


Schéma : Système de croyance chez un acteur¹⁹⁸

Par conséquent, le noyau central est le système de croyance le plus résistant au changement. Il englobe ce qui fait les valeurs, idées et croyances communes à un groupe d'acteurs. De plus, pour Daniel Kübler, il permet aux différents acteurs de se regrouper dans l'action commune. En effet : « Selon l'ACF, les acteurs présents dans un sous-système de politique publique s'agrègent en fonction du système de croyance qu'ils partagent, notamment au niveau du *policy core* : ce sont les coalitions de cause (*advocacy coalitions*). Pour réaliser le *policy core* qu'elles défendent, ces coalitions tenteront d'influencer ou de réorienter l'action gouvernementale par le biais des instruments d'action offerts dans un système politique donné »¹⁹⁹.

- 3) Les **policy subsystems** lieu où sont opérées les actions de ces coalitions. Paul Sabatier, qui est considéré comme l'un des pionniers de l'Advocacy Coalition Framework, considère que la compétition entre les coalitions d'acteurs a lieu dans ce qu'il appelle les *policy subsystems*, autrement dit les systèmes de politiques publiques, qui sont définis comme étant « un groupe de personnes et/ou d'organisations interagissant de manière régulière, sur des périodes supérieures ou égales à une décennie, dans le but d'influencer la formulation et la mise

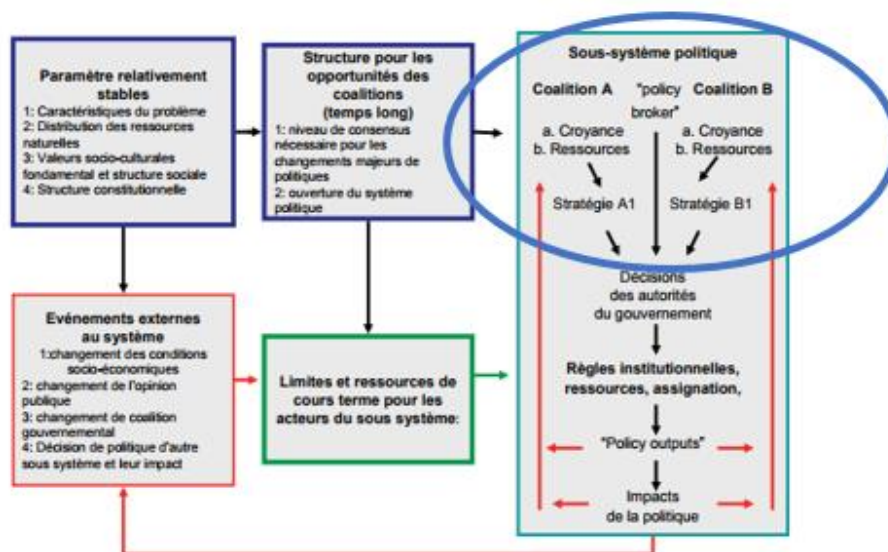
¹⁹⁸ JÜNEMANN Annette, MAGGI Eva-Maria, op.cit., p.115

¹⁹⁹ KÜBLER Daniel, op.cit.

en œuvre de politique publique au sein d'un domaine/d'une aire donnés²⁰⁰.

La notion de sous-système est importante à plusieurs égards. De fait, selon Henri Bergeron, Yves Surel et Jérôme Valluy, quatre critères sont importants à prendre en considération afin de repérer l'existence d'un sous-système :

- (1) Les participants doivent se considérer comme formant une communauté relativement autonome fondée sur le partage d'un domaine d'expertise.
- (2) Les acteurs identifiables doivent durablement chercher à influencer les politiques publiques dans ce même domaine.
- (3) Il existe des segments administratifs compétents sur le domaine en question à tous les niveaux de gouvernement.
- (4) Il existe des groupes d'intérêts, voire même des fragments de groupes, qui considèrent ce domaine comme un sujet politique fondamental.²⁰¹



Source : Sabatier, 2007

Schéma : Cadre d'analyse des coalitions de cause (« Advocacy Coalition Framework » ACF)²⁰² – Sabatier, 2007, in Le Coq JF., Pesche D., Legrand T., Saenz F. 2014, p. 4 (éléments mis en exergue par l'auteur)

²⁰⁰ SABATIER Paul, «The Advocacy Coalition Framework : Revisions and Relevance for Europe», *op.cit.*, p.15

²⁰¹ BERGERON Henri, SUREL Yves, VALLUY Jérôme, « L'Advocacy Coalition Framework. Une contribution au renouvellement des études de politiques publiques ? ». In: *Politix*, vol. 11, n°41, Premier trimestre 1998, p.206

²⁰² LE COQ JF. et al., *Politique publique et changement climatique: une lecture par les coalitions de cause du Programme de Paiement pour Services Environnementaux au Costa Rica*, Document de travail ART-Dev 2014-14., 2014, p.4

- 4) Les **mécanismes de guidance** qui sont des instruments pour réaliser leurs buts, qui seront guidés par la rationalité des acteurs.

Paul Sabatier avait énuméré six types de ressources pouvant être utilisées par les acteurs. Celles-ci sont : « *formal legal authority to make policy decisions* », « *public opinion, information* », « *mobilizable troops* », « *financial resources* », et « *skillful leadership* »²⁰³

- 5) Le **temps**, le but de l'ACF étant de réaliser un changement dans le long terme.

²⁰³ SABATIER P.A., WEIBLE C.M., «The Advocacy Coalition Framework: Innovations and Clarifications» In *Theories of the Policy Process*, 2nd edition, edited by P.A. Sabatier, Westview Press, CO: Boulder, 2007, pp.201-203

2.2) La coalition de cause et la coopération entre les Eglises

« Notre foi nous aide à tirer les leçons du passé et à nous engager à ce que la foi chrétienne et l'amour du prochain, répandent l'espérance en matière de morale et d'éthique, dans la formation et la culture, en politique et dans l'économie, en Europe et dans le monde entier. Les Églises encouragent une unité du continent européen. **Sans valeurs communes, l'unité ne peut être atteinte de façon durable.** Nous sommes convaincus que l'héritage spirituel du christianisme représente une force d'inspiration enrichissante pour l'Europe. **Sur la base de notre foi chrétienne, nous nous engageons pour une Europe humaine et sociale, dans laquelle s'imposent les droits de l'homme et les valeurs fondamentales de la paix, de la justice, de la liberté, de la tolérance, de la participation et de la solidarité. Nous insistons sur le respect de la vie, la valeur du mariage et de la famille, l'option préférentielle pour les pauvres, la disposition à pardonner, et, en toutes choses, sur la miséricorde.** »
(*Charta Oecumenica*, n°7, 2001)

2.2.1) Les coalitions

Les coalitions sont composées de membres venus d'une grande variété d'institutions. Ceux-ci font partis d'une action collective, qui est définie par Crozier et Friedberg comme étant une coalition d'acteurs pouvant être contre nature en vue de résoudre un problème donné²⁰⁴.

Pour reprendre Pierre Freson²⁰⁵, il existe deux types de réseaux d'influences :

(1) Réseaux institutionnalisés et permanents, disposants de structures préétablies

C'est notamment le cas du **Christian Group of Migration**. Si l'on se fie aux publications, celui-ci est généralement composé d'organisations telles que ACT Alliance EU, Caritas Europa, la CEME, la COMECE, Don Bosco International, l'ICMC (*International Catholic Migration Commission*), la Communauté Sant'Egidio, *Jesuit Refugee Service*, l'Eglise Protestante en Allemagne (EKD) et la QCEA (*Quaker Council for European Affairs*).

²⁰⁴ CROZIER Michel, FRIEDBERG Erhard, *op.cit.* , p.23

²⁰⁵ FRESON Pierre, *op.cit.*, p.20

(2) Réseaux plus informels

Ses membres sont à la fois les acteurs présents aux groupes de travail respectifs de la CEME (qui sont œcuménique) et de la COMECE (qui sont catholiques)²⁰⁶. Lors de ces groupes de travail, il arrive souvent que soient invité des experts, responsables pastoraux qui ont une connaissance du terrain ou des professeurs. Il n'est pas rare également que soient invité des responsables des institutions européennes pour donner une explication sur un sujet d'actualité.

Les Eglises, bien qu'étant de différentes confessions, ont incorporé l'idée qu'il est important de coopérer dans des sujets qui peuvent rassembler. Ainsi, comme l'indique Frank-Dieter Fischbach, conseiller à la CEC, il est important pour les Eglises de travailler ensemble quand il est possible.

Whenever churches can work together, there should be cooperation. There are a lot of common statements with COMECE. Although we have differences on family (even within CEC's members), there are a lot in common concerning migration, human rights or religious freedom.²⁰⁷

De plus, pour Pieterjan De Vlieger, la structure inhérente de ces organisations leur permet de travailler ensemble, de fournir une certaine crédibilité et d'interagir avec les institutions européennes.

Of course, an annual budget of around 1 million euros makes both organizations big in comparison to a lot of civil society organizations. Nonetheless, both organizations have over time professionalized their secretariats: they created expert groups preparing input; they attracted professional employees with a thorough knowledge of the European institutions and they became more EU-centred than self-centred. The focus shifted to the development and provision of expertise, information, support and legitimacy. Church expertise and information were not of a theological or theoretical nature but practical in intent: Church lobbies invite (Church) experts on social issues, environmental issues or research to have meaningful in-depth discussions with the relevant directorates within the European Commission. By learning

²⁰⁶ Pour une liste des partenaires de la CEME par exemple, voir: CCME.be, « CCME-Relations: Who is Who? », consulté le 22 mai 2017 < http://www.ccme.be/fileadmin/filer/ccme/01_WHO_WE_ARE/40_Organization/2009_CCME-Relations-who_ist_who.pdf >

²⁰⁷ FISCHBACH Frank-Dieter, entretien réalisé le lundi 19 décembre 2016.

*to act pro-actively and constructively, Church lobbies have indicated to the Commission that they are willing to offer the professional expertise and information these institutions require.*²⁰⁸

2.2.2) Les croyances communes qui poussent à la coalition

Au-delà de leurs différences doctrinales, les Eglises chrétiennes peuvent partager des idées communes sur une variété de sujets. Les Eglises comportent de plus, pour Pickartz (ancien conseiller à la COMECE) quelque chose de commun qui est « leur dimension spirituelle et leur nature transcendante », ce qui distingue les Églises et les communautés religieuses des acteurs de la société civile, étant donné que leur mission se veut universelle et dépasse le monde visible²⁰⁹.

Cependant, s'il y a un thème qui rassemble les différentes Eglises et leur permettent d'œuvrer ensemble, c'est bien le thème de la migration.

2.2.2.1) L'aide aux migrants comme noyau fondamental

Pour l'Église catholique, le souci des migrants et des réfugiés a toujours été importants. Nous pouvons remonter à Pie XII les premiers documents papaux qui élaboreront cette volonté de l'Église catholique de s'occuper du sort des personnes vulnérables. Jean-Paul II déjà rappelait l'importance de travailler dans l'accueil et le respect des réfugiés. Comme l'indique Chaumeton, « Le pape s'exprime souvent sur le sujet des réfugiés. Notamment vis-à-vis de la Suisse qui accueille le Haut-commissariat aux réfugiés, de la Belgique qui est un pays d'accueil, du Portugal qui accueille des réfugiés d'outre-mer. À chaque fois le pape insiste sur le **traitement des réfugiés et sur la cause de leurs exils**. Il appelle à ce que la charge de l'accueil ne repose pas entièrement sur le pays où les réfugiés s'installent. Les immigrés doivent conserver leur propre culture et doivent **mener une vie décente dans le respect de la culture du pays d'accueil**. »²¹⁰

Si l'on prend la publication de la conférence épiscopale allemande « *Guidelines for the German Catholic Church's commitment to refugees* », nous pouvons voir que celle-ci reflète cet enseignement qui n'a pas changé avec le temps. De fait, « *caring for*

²⁰⁸ Pieter-Jan De Vlieger, « Religious lobbying at the European level: strengthened and professional », *op.cit.*

²⁰⁹ PICKARTZ Thomas, *op.cit.*, pp. 53-57.

²¹⁰ CHAUMETON Etienne, *op.cit.*, p.98

refugees and migrants is a matter of course for the church. A testimony to our Christian identity is given when **each individual who seeks protection and refuge in our country is treated with dignity** (...) The aid given to refugees by the Church is carried out at all levels of church life. It is typified by the diversity of its players and of their skills»²¹¹. La vision de la COMECE sur la migration et l'asile est ainsi résumé :

*The Catholic Church promotes an authentic **culture of welcome** capable of **accepting the truly human** values of the immigrants over and above any difficulties caused by living together with persons who are different. In this regard, assistance to immigrants and asylum seekers – particularly, those most vulnerable- provided by the Church, Catholic inspired organisations and NGOs is remarkable. The **defence of their dignity** as human beings, and - when needed- reminding societies, States and migrants the requirement to fulfil their mutual obligations in a common spirit of **solidarity**, is an important part of the task carried out by Church institutions*²¹².

Du côté de la CEME, l'accueil des migrants joue un rôle essentiel, étant donné que cette organisation travail presque exclusivement sur ce sujet. L'accueil de l'étranger et la mise en place d'une société accueillante sont donc deux points essentiels: *CCME seeks to contribute to the Christian witness in Europe; seeking to develop a Europe **welcoming the strangers and building inclusive societies**: "So then you are no longer strangers and aliens, but citizens with the saints and also members of the household of God"*²¹³

Pour mener son objectif à bien, cette organisation œcuménique compte inspirer ses propositions à « la lumière de l'Ancien et du Nouveau Testament », et ce afin d'avoir une approche lui semblant la plus chrétienne possible à ses yeux. Par conséquent, « *The work of CCME in fostering Christian reflection and action on migration is grounded in the clear command in both the Old and the New Testaments to **act humanely and compassionately towards the strangers who share with all human beings the dignity of the Being of God**, (Genesis 1,26-27; John 1,1). That "You shall love the alien as yourself" (Leviticus 19, 34; Hebrews 13, 1-3) is typical of the **humane attitude** towards 'the other' found in the Moses law, an obligation recognized by the three*

²¹¹ DEUTSCHE BISCHOFSKONFERENZ, *Guideline for the German Catholic Church's commitment to refugees*, Bonn: Sekretariat der Deutschen Bischofskonferenz, 2016, pp.4-5

²¹² COMECE, *Migration & Asylum: EU's Competences, Church's vision*, COMECE's Contribution, Bruxelles: COMECE, 5 p.
<http://www.comece.eu/dl/rlnrJmoJNJqx4KJKJKJnnOn/5_Factsheet_MIGRATION_AND_ASYLU_M_EN.pdf>

²¹³ CCME, *CCME : Working Programme, 2015-2017*, Bruxelles : CCME, 2014, p.4

*Abrahamic world religions and other faith communities. It is believed to have been given both by revelation and natural law, that is, a moral principle which is capable of being recognized by all human beings».*²¹⁴

Ainsi, nous pouvons voir que les notions de dignité humaine, d'accueil, de compassion ou de solidarité reviennent souvent, illustrant ainsi les convictions profondes partagées aussi bien par l'Eglise catholique à travers la COMECE que les autres églises chrétiennes à travers la CEME. Ces différentes notions se réfèrent au **deep core**. Celles-ci, de par la convergence entre les valeurs des deux acteurs, favorisent et stabilisent la coalition. Afin d'influencer dans le subsystem (voir infra), la COMECE, la CEME et l'ensemble des acteurs membres de la Christian Group on Migration feront usage d'options programmatiques et les positions politiques en vue de réaliser les objectifs normatifs généraux. Ceux-ci font partie du **policy core**. Ainsi, dans leurs travaux communs, la COMECE et la CEME ont proposé différentes solutions aux problèmes liés à la migration et l'asile dans leur plaidoyer lors de la période 2013-2016. Nous pouvons en énumérer quelques-unes :

Solutions proposées par le Christian Group on Migration	
Sur l'importance d'une réponse basée sur des principes humains	« <i>The response by EU Institutions and Member States must be governed by the acknowledgement of the inalienable dignity of every human being and by the values that are constitutive for European societies, such as compassion, solidarity, hospitality, the respect for family life and the rule of law. The fundamental rights of all human beings, irrespective of their nationality or citizenship and immigration status, must be respected so as to allow for the full enjoyment of these rights.</i> » ²¹⁵
Sur l'importance de la mise en place d'une « boîte à outils » plutôt qu'une solution uniforme	« <i>The groups of persons who are in need of protection in the European Union have many diverse backgrounds. The situation of someone fleeing war and violence in Syria or Iraq can be completely different from the circumstances that an opponent of the regime in Eritrea is facing. Hence, there is not one measure that can fit all. A person who must flee imminent persecution will not have the time to go to an embassy and request a humanitarian visa. On the other hand, persons who want to join family members who are already living in Europe would benefit from a more liberal visa regime with faster procedures. Many refugees from Syria who live in the camps in Lebanon would like to be resettled to other countries, while the "spontaneous" asylum seekers from Afghanistan may need other forms of access to protection</i> » ²¹⁶ .
Sur la relocalisation des réfugiés et les admissions humanitaires	« <i>EU institutions' activities could contribute to achieving more ambitious targets: For instance, more places should be offered in response to emergencies (like the 100,000 places for Syrian refugees called for by UNHCR) in addition to a minimum annual resettlement quota for the EU (such as 20,000 places per year by the year 2020, as proposed by the Resettlement Saves Lives</i>

²¹⁴ *Ibid.*

²¹⁵ Christian Group on Migration, *Recommendations for the Development of Safe and Legal Paths to Protection in the European Union*, Brussels: COMECE, 19 Novembre 2014, p.1

²¹⁶ *Ibid.*, p.2-3

	<i>Campaign). Even these would be very small numbers for the entire European Union»²¹⁷</i>
Sur la reunification familiale	<i>«As Christian organisations we attach highest importance to everyone's right to family life. Family life is of utmost importance also for the wellbeing of refugees and crucial for their successful integration (...) The concept of 'family' should be interpreted more broadly to include not only the nuclear family but other relatives as well, especially where relatives find themselves in emergency situation»²¹⁸.</i>
Par rapport aux mineurs non accompagnés	<i>« there should be a set of criteria to be considered in order to respect the 'best interests of the child'. This would ensure that too much variation in the interpretations by Member States is avoided and that the personal perspective of the individual minor is properly taken into account. »²¹⁹.</i>

Tableau : Solutions proposées par le Christian Group on Migration²²⁰

Les Eglises partent d'un constat clair que l'UE et les Etats ont échoué dans leur politique élémentaire d'accueil et traitement conforme à la dignité humaine des migrants et réfugiés. En effet, celles-ci déclarent : *« Over the last two years, many civil society organisations, Churches and religious organisations have stepped in where States, EU and non EU alike, have failed to sufficiently respond when many asylum seekers and refugees arrived: providing food and shelter, social, health and legal services and advice. Thus we would like to recommend a more systematic cooperation with them in order to address the current challenges. This is also relevant for the respect of fundamental rights in border control and return operations»²²¹.*

2.2.2.2) L'Union Européenne comme moyen en vue de réaliser cet objectif

Comme l'indiquent bien François Foret et Annabelle Littoz Monnet, les croyances et les valeurs sont essentielles pour la coalition d'acteurs, et ce surtout au niveau européen. En effet, *«values can act as potential lines of transnational alliance amongst civil society actors. There is indeed a progressive emergence of value-based transnational cleavages among associative and policy actors of civil society. Religious and secular groups, NGOs promoting public interests such as Green or fundamental*

²¹⁷ *Ibid.*, p.3

²¹⁸ *Ibid.*, p.3

²¹⁹ Christian Group on Migration, *Comments on the European Commission's Proposal for Amendments to the Dublin III Regulation regarding Unaccompanied Minors*, Brussels: COMECE, 23 janvier 2015, p.3

²²⁰ Fait par Jean-Louis HANFF à partir des différentes réalisations de la COMECE et la CEC listées en annexe 2

²²¹ Christian Group on Migration, *Comments on the European Commission's Proposals for a European Border and Coast Guard COM (2015) 671 Final*, 19 April 2016, Brussels: COMECE, 19 avril 2016, p.5

rights advocates, or women's rights associations, are increasingly well organised as lobbies in Brussels»²²².

Pour Jean-Paul II, l'Europe et l'Eglise (Catholique) « sont intimement liées dans leur être et dans leur destin. Elles ont ensemble un parcours qui dure depuis des siècles et elles demeurent marquées par la même histoire. L'Europe a été baptisée par le christianisme, et les nations, dans leur diversité, ont donné corps à l'existence chrétienne. Dans leur rencontre, elles se sont mutuellement enrichies de valeurs qui sont devenues non seulement l'âme de la civilisation européenne mais aussi le patrimoine de l'humanité »²²³.

Pour Foret, la multiplication des flux migratoires constitue une opportunité importante pour les acteurs religieux qui peuvent ainsi réinvestir le terrain. C'est ainsi ce que nous pouvons voir dans les travaux de Ritaine par rapport à l'Italie²²⁴ ou d'Itçaina²²⁵ par rapport à la situation en Espagne. Comme l'indique Foret :

Cet activisme a induit des rapports ambivalents entre acteurs religieux et autorités politico-administratives, allant de la concurrence à la subsidiarité. Un tel activisme religieux auprès des migrants, cela étant, est loin d'être l'apanage de l'Europe du Sud ou de la seule religion catholique. Le numéro spécial de l'American Behavioral Scientist Journal consacré aux relations entre « religions publiques » (public religion) et immigration dans divers contextes nationaux et continentaux montre bien la variété de ces interactions²²⁶.

2.2.3) L'art.17 et le dialogue institutionnel comme « policy sub-system »

Selon la théorie de l'Advocacy coalition framework, les acteurs qui composent un sous-système de politique publique s'agrègent en fonction du système de croyance qu'ils partagent, notamment au niveau du policy core. Les églises, et plus particulièrement les acteurs que sont la COMECE et la CEME, partagent comme

²²² FORET François, LITTOZ-MONNET Annabelle, « Legitimation and regulation of and through values », *op.cit.*, p. 14

²²³ Discours du 5 octobre 1982 au V^e symposium du Conseil des conférences épiscopales d'Europe, Documentation Catholique, numéro 1842, 1982, p.1153.

²²⁴ RITAINE Évelyne, « L'Étranger et le Populiste en Italie : liaisons dangereuses », In RITAINE Évelyne (dir.), *L'Europe du Sud face à l'immigration*, Paris : Presses universitaires de France, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 2005, p. 29-70.

²²⁵ ITCAINA Xabier, "The Roman Catholic Church and the Immigration Issue: The Relative Secularization of Political Life in Spain", *American Behavioral Scientist Journal*, July 2006, 49 (11), pp. 1471-1488

²²⁶ FORET François, ITCAINA Xavier, « Dieu loin de Bruxelles : L'europanisation informelle du religieux », *Politique européenne*, 2008/1 (n°224), p.14

croyances communes non seulement le fait qu'il soit important d'agir sur la migration, mais également que cette action doit se réaliser à partir du niveau européen.

A cet égard, l'Article 17 du Traité de Lisbonne est le lieu où, formellement parlant, s'opère la coalition de cause, étant donné que cet article garantit un dialogue entre la coalition d'acteurs et les institutions européennes²²⁷. Cependant, il est important de souligner que le dialogue entre les églises et l'UE date d'avant sa formalisation par le Traité de Lisbonne. En effet, les Eglises ont encouragé la construction européenne dès son début. Un tel soutien démontre donc un aspect volontariste chez celles-ci qui souhaitent intégrer un tel cadre ou un système afin de pouvoir dialoguer et proposer des solutions conformément à leurs valeurs.

La littérature abonde de travaux soulignant le rôle joué par les Eglises dans la construction européenne lors de la construction européenne. Dans son essai intitulé « *The European Union and Christian Churches ; The Patterns of Interaction* »²²⁸, Sergei Mudrov souligne par exemple l'importance qu'a la construction européenne aux yeux des Eglises. Démontrant le rôle actif qu'ont joué les Eglises dans celle-ci. Dans son essai, il y écrit églises Chrétiennes (particulièrement l'Église Catholique) ont joué un rôle actif aux étapes initiales du processus d'intégration européenne, avec le Vatican prenant sans équivoquement une position pro-intégration²²⁹. Boomgaarden et Freire²³⁰, Katzenstein²³¹, Risso²³², O'Mahony²³³ ou encore Venneri et Ferrera²³⁴ évoquent également ce point considérable.

²²⁷ Bien que l'art. 17 ne garantit pas forcément des coalitions de cause (possibilité de dialogues bilatéraux juxtaposés entre l'UE et chaque Eglise). En effet, l'art. 17 ne force pas la coalition de cause, mais ne l'empêche pas.

²²⁸ MUDROV Sergei, *op.cit.*, 38 p.

²²⁹ *Ibid.*, p.4

²³⁰ BOOMGAARDEN Hajo, FREIRE André, « Religion and Euroscepticism: Direct, Indirect or No Effects? », *West European Politics*, Vol.32, No.6, 2009, pp.1240-1265

²³¹ KATZENSTEIN Peter, « Multiple modernities as limits to secular Europeanization? » in *Religion in an Expanding Europe*, 2006, pp.1-33

²³² RISSO Linda, « Cracks in a facade of unity: the French and Italian Christian democrats and the early stages of the European integration process, 1945–1957 », *Religion, State and Society*, Vol. 37, N. 1 & 2, Special Issues, 2009, pp.99-114

²³³ O'MAHONY Antony, « The Vatican and Europe: Political Theology and Ecclesiology in Papal Statements from Pius XII to Benedict XVI », *International Journal for the Study of the Christian Church*, Volume 9, Issue 3, pp. 177 – 194

²³⁴ VENNERRI Giulio, FERRARA Paolo, « Alcide De Gasperi and Antonio Messineo: A Spiritual Conception of Politics and a Pragmatic Idea of Religion? », *Religion, State and Society*, Vol.37, No. 1 & 2, Special Issues, pp. 115-129

On peut déjà retrouver l'idée d'une union européenne déjà sous le Pape Benoit XV qui évoqua en 1920 dans son encyclique *Pacem Dei munus* l'idée d'une « société homogène au sein de laquelle, tout en conservant à chaque nation ses propres caractéristiques, (...) se formait une unité sociale, génératrice de prospérité et de grandeur »²³⁵.

Cependant, comme l'indique Mgr Noel Treanor, ancien secrétaire général de la COMECE, « les Églises ont surtout été présentes au développement du processus européen (comme encore aujourd'hui), par l'intermédiaire de politiciens et de fonctionnaires chrétiens dont l'engagement vis-à-vis de leur travail avait aussi sa source dans leur foi »²³⁶. C'est également ce que souligne un historien Alan Fimister qui soulignera que certains pères fondateurs de la construction européenne ne cachaient pas leur foi catholique.

*The political leaders who founded the ECSC were overwhelmingly Catholic: Robert Schuman was intensely loyal to the faith and affirmed publicly that papal encyclicals "define Catholic doctrine and bind in conscience" Konrad Adenauer and Alcide de Gaspari were also particularly important. The coal and steel plan was drawn up by an official, Jean Monnet, who became the first man to hold the office which is now called President of the Commission. He was not a committed Catholic but the essential architecture for the institutions was already being advocated by Schuman before Monnet came to him with his own project. Adenauer and de Gaspari were both strongly influenced by Leo XIII's teaching and its intellectual legacy. Schuman was directly influenced by Maritain's conception of supranational democracy as the foundation for a New Christendom. "Europe," said Schuman, is "the establishment of a generalized democracy in the Christian sense of the word."*²³⁷

Comment alors les Églises et leurs agences interagissent avec le processus d'élaboration des politiques de l'Union européenne ? Comme nous l'avons vu, les groupes d'intérêt nombreux que le satellite les institutions de l'Union européenne, les Églises sont elles-mêmes présentes auprès de l'UE par des bureaux et des organisations de sortes diverses. Leur intérêt dépasse l'intérêt sectoriel institutionnel et leur portée

²³⁵ Benoit XV, *Pacem Dei Munus*, 1920
<http://w2.vatican.va/content/benedict-xv/en/encyclicals/documents/hf_ben-xv_enc_23051920_pacem-dei-munus-pulcherrimum.html>

²³⁶ TREANOR Noel, Le statut consultatif des Eglises dans l'Union Européenne, Bruxelles : Colloque au Parlement européen « Dieu et l'Europe, un héritage fondateur : Liberté religieuse et liberté politique dans les traités fondateurs de la nouvelle Europe », 3 avril 2003

²³⁷ Dominic Baster, « Catholic Origins of the European Union: Interview With Catholic Historian Alan Fimister », *Zenit.Org*, 22 septembre 2008
< <https://zenit.org/articles/catholic-origins-of-the-european-union/>>

surpasse le champ d'action d'une organisation non gouvernementale, souvent limité à un seul sujet. Mgr Noel Treannor, ancien secrétaire général, expliquait de manière assez claire la manière de fonctionner de la COMECE (et par extension de la CEME).

In so far as the method for interacting with the EU institutions is concerned, the Church follows the same method as other interest and liaison groups. In practice this means that the secretariat of the Commission of the Bishops' Conferences of the European Community (COMECE) follows the steps or institutional phases of the decision-making process of the EU. Thus it will examine closely the Work Programme and Legislative Programme of the European Commission and identify initiatives where input is desirable either from the point of view of proposals for the enrichment of policy or where concerns in regard to the exercise of fundamental freedoms, including religious freedom, may be necessary. Since the European Commission now regularly undertakes consultations in regard to intended initiatives, oftentimes through the publication of Green Papers, the Churches have the opportunity to draw on the professional expertise of their members in the spirit of the second Vatican Council and to submit even specialist contributions to such consultation processes. The COMECE secretariat has sought to encourage the local Churches in the member states of the EU to draw on this wealth of experience and know-how in order to render the Christian heritage alive in citizens present to the challenges of policy-making at the EU level²³⁸.

De l'aveu même d'un évêque membre de la COMECE Ägidius Zsifkovics, coordinateur de la COMECE pour les questions des réfugiés, migrants et l'intégration, l'article 17 est un très bon moyen pour les Eglises de dialoguer (bien que pas nécessairement en coalition de cause) et proposer des solutions existantes dans l'intégration de migrants.

The dialogue between the European Union and the Catholic Church under the provisions of Article 17 of the Treaty on the Functioning of the EU is an excellent instrument for exchange of opinions, perspectives and experience on the subjects of migration and refugees. It can help acquaint the institutions of the European Union with the wide range of practical experience and the intimate knowledge of the human plight of countless thousands of people and the expertise of the Catholic Church in this domain. This is experience, knowledge and expertise garnered by the Catholic Church in all the member states through hands-on engagement with the welcoming and reception of refugees, under watchful supervision right from the start and at every stage of their journey toward integration²³⁹.

²³⁸ TREANOR Noel, *The Churches and The EU: How Do The Churches Interact With The EU?*, Vilnius: Conference "Values and Politics", 10-12 May 2007

²³⁹ ZSIFKOVICS ÄGIDIUS, « I was a stranger and you made me welcome ... », Brussels: COMECE, Decembre 2015, 4 p.
< http://www.comece.eu/dl/rkLrJKJOOkOJqx4KJK/2015-12-10_L_Refugee_Crisis_ANNEX_EN_.pdf>

2.2.4) Mécanismes de guidance

Selon la théorie, les mécanismes de guidance sont pour les coalitions de causes les instruments utilisés pour que les acteurs puissent arriver à leurs objectifs. Pour dire en d'autres mots, quels sont les moyens pour arriver à la fin, qui est ici d'influencer les institutions européennes pour permettre des politiques migratoires qui vont dans un plus grand sens de l'accueil et du respect de la personne humaine.

L'instrument qui vient en tête est le **lobbying**. Celui-ci peut être défini comme étant une action d'influence par le biais d'informations fiables auprès des décideurs politiques par des groupes d'individus, afin d'orienter la prise de décision dans l'intérêt de ces derniers²⁴⁰. Par conséquent, de par leur crédibilité, la COMECE et la CEME se joindront ensemble, et avec le maximum d'acteurs possibles, afin de fournir des informations fiables et un plaidoyer convaincant auprès des institutions européennes, et ce afin qu'ils puissent également agir auprès des Etats membres. Mudrov quant à lui souligne deux types de rencontres classiques auxquelles prennent part les organisations représentant les Eglises²⁴¹:

- Les *working groups*. Cette méthode a la particularité d'être plus pratique, étant donné qu'elle donne plus d'opportunité d'influence.
- Les « *photo opportunities* », qui se déroulent dans une atmosphère plus formelle et diplomatique, ce qui empêche la discussion de fond. Cependant, les bénéfices vont dans les deux sens. Ainsi, elles donnent de la crédibilité à la COMECE et la CEC (CEME) et de la légitimité aux institutions européennes, qui peuvent démontrer ici leur souci pour la société civile.

Pour Sabatier, l'information est un type de ressource mobilisé par les acteurs de la coalition pour influencer les décideurs. Ainsi, « *Information regarding the problem severity and causes and the costs and benefits of policy alternatives is an important resource for a coalition* »²⁴². Il s'agit d'une ressource mobilisée pour gagner une bataille politique, en sachant que le « *Strategic uses of information include solidifying coalition membership (...) convincing decision making sovereigns to support your proposals, and swaying public opinion* »²⁴³. Ainsi, la COMECE et la CEME peuvent

²⁴⁰ FRESON Pierre, *op.cit.*, p.7

²⁴¹ MUDROV Sergei, *op.cit.*

²⁴² SABATIER P.A., and WEIBLE C.M, *op.cit.*, p.203

²⁴³ *Ibidem.*

intervenir auprès de l'UE avec une légitimité conférée par leur expérience auprès des Etats membres, mais aussi en étant garant d'une information « fiable », de par leur proximité avec les diocèses ou les églises locales, comme l'indique l'un de leur communiqué qui stipule « *From our experience, based on practice in different EU Member States, reliable and correct information on asylum procedures, rights and obligations is crucial and contributes to creating more trust in the system* »²⁴⁴

Le fait d'être composé d'experts permet aux organisations d'acquérir et diffuser l'information. Celle-ci peut être diffusée aux institutions européennes par deux types de contacts. D'une part, les **relations directes** qui sont des contacts institutionnalisés avec des parlementaires, Commissaires ou ministres. Il s'agit des rencontres formelles organisées entre les représentants des Eglises et les institutions de l'UE, en vertu de l'article 17²⁴⁵. D'autre part, les **contacts indirects**, qui peuvent être des courriers postal ou électronique, des publications de notes, des documents, argumentaires, « *statements* » qui peuvent être envoyés à tout acteur institutionnel européen²⁴⁶

Comme l'indique Freson, ce moyen d'action possède une efficacité limitée, « dans la mesure où la communication est conditionnée par la bonne volonté de ceux qui reçoivent ces documents »²⁴⁷. En plus de cela, la coalition ici permet d'unir l'expertise des membres et de constituer de véritables réseaux d'influence en permettant aux organisations chrétiennes de parler d'une seule voix et donc de livrer un message plus fort.

²⁴⁴ Christian Group on Migration, *Comments on the European Commission's Proposal for A Regulation establishing the criteria and mechanism for determining the Member State responsible for examining an application for international protection lodge in one of the Member States by a third country national or stateless person -Dublin IV-(2016)*, Brussels: COMECE, octobre 2016, p.13

²⁴⁵ FRESON Pierre, *op.cit.* p.20

²⁴⁶ *Ibid.*,p.20

²⁴⁷ *Ibidem.*

Date	Name of the contribution	Type of contribution	Participation	
			COMECE	CEME
24 October 2016	'Migration: mapping and addressing fear'	Dialogue seminar	YES	YES
October 2016	Comments on the European Commission's Proposal for A Regulation establishing the criteria and mechanism for determining the Member State responsible for examining an application for international protection lodge in one of the Member States by a third country national or stateless person -Dublin IV-	Document	YES	YES
19 April 2016	Comments on the European Commission's Proposals for a European Border and Coast Guard COM (2015) 671 Final	Document	YES	YES
2 December 2015	"Beyond the refugee crisis: integration of migrants into society and labour market	Dialogue seminar	YES	YES
23 January 2015	Comments on the European Commission's Proposal for Amendments to the Dublin III Regulation regarding Unaccompanied Minors	Document	YES	YES
27 November 2014	"Common actions to fight trafficking in human beings"	Dialogue seminar	YES	YES
19 November 2014	Recommendations for the Development of Safe and Legal Paths to Protection in the European Union	Document	YES	YES

Tableau : Activités et coopération entre la COMECE et la CEME²⁴⁸

Le « *dialogue seminar* » est un exemple assez évident de relation directe employé par la COMECE et la CEME. Ainsi, dans le cas par exemple du séminaire concernant les « *common action to fight trafficking in human beings* », il est intéressant de constater que les représentants de la COMECE et de la CEME (on peut également y inclure la CEC) parlent lors de la même session²⁴⁹. Le même constat peut être fait pour le « *dialogue seminar* » sur « *Migration : mapping and addressing fear* »²⁵⁰.

2.2.5) Temps

Si les propositions de la COMECE et de la CEME veulent résoudre une situation jugée urgente, la volonté de changement de mentalité voulue par les deux organisations impliquent une vision à long terme. C'est le cas notamment lorsque les deux organisations insistent sur l'importance de l'intégration qui doit se faire sur une certaine durée. De plus, les différents communiqués mettent en garde contre des politiques à court terme et hâtives. De plus, le fait que le dialogue soit régulier implique l'idée pour les Eglises de pouvoir avoir un certain temps pour influencer les décideurs.

²⁴⁸ Tableau réalisé par l'auteur à partir des événements et liens vus en Annexe 2

²⁴⁹ Dialogue seminar, « Common actions to fight trafficking in human beings », 27 novembre 2014 < http://ec.europa.eu/justice/fundamental-rights/files/last_programme__13112014_%283%29.pdf>

²⁵⁰ Dialogue seminar, « Migration : mapping and addressing fear », 24 octobre 2016 http://www.comece.eu/dl/tqnMJKJKoLMnJqx4KJK/PROGRAMME_DIALOGUE_SEMINAR_25102016.pdf

D'un point de vue théologique, certains éléments peuvent être pris en compte. D'un point de vue protestant, Jean-Marc Elia expose par exemple une vision linéaire du temps dans laquelle les chrétiens se doivent de bien agir en vue de « l'attente de Dieu ».

Il n'y a pas de christianisme en dehors d'une fidélité vécue dans le geste et la parole. La rencontre avec l'étranger est un événement de salut dans les trajectoires du quotidien. On ne peut réexaminer ce que signifie faire mémoire de Jésus sans faire référence à l'étranger et à l'exilé dont l'accueil est un enjeu de Dieu et un test fondamental de fidélité à l'Évangile. Le mot de Camus exprime bien cet enjeu: «Je vais vous dire un grand secret, mon cher: n'attendez pas le jugement dernier, il a lieu tous les jours»²⁵¹.

²⁵¹ Jean-Marc Elia, « Un Dieu Métis », In CCME, *Theological Reflections on Migration*, Bruxelles : CCME, 2008, p.8

« Le devoir du christianisme pour l'Europe, c'est le service. »

(Pape François, Parlement Européen de Strasbourg, 6 mai 2014)

Afin d'avancer des éléments de réponses sur les raisons qui poussent les Eglises (et plus particulièrement leurs agences ou les organisations qui leur sont liées et que sont COMECE et la CEME) à coopérer, nous avons tenté de les aborder comme des acteurs non-étatiques (en lien avec la gouvernance multi-niveaux). Cet exercice comporte une complexité évidente, étant donné que le Vatican possède un statut d'Etat. Par conséquent, il est important de ne pas perdre de vue que l'Eglise catholique possède à la fois un aspect diplomatique et un aspect ecclésial. C'est ce second aspect qui est mobilisé dans le cas de la COMECE, étant donné que celle-ci est l'agence spécialisée de l'Eglise catholique par le biais de l'ensemble des conférences épiscopales des territoire Etats-membres de l'UE.

Pour essayer de répondre à cette question, deux hypothèses ont été avancées : « *Les Eglises coopèrent par effet de « dépendance au sentier* » et « *Les Eglises coopèrent car elles font le choix de « coalitions de cause » sur la base de valeurs communes* ».

La première hypothèse est expliquée par la théorie du sentier de dépendance, qui accorde un poids important aux trajectoires historiques empruntées. Il existe cependant des limites à cette théorie :

- 1) Les études sur le sentier de dépendance sont plutôt statiques et prennent peu en compte les dynamiques inter-institutionnelles : « *By placing institutions at the core of the analysis, path-dependent studies have generally neglected the internal dynamism of umbrella-settings such as the welfare state (Kaufmann), or on an even larger scale the state itself (on whom Skocpol, a key exponent of path-dependency, called upon to be "brought back in"). Intimately linked with this idea is the lack of attention paid by path-dependent studies to the ideational and ideatic layer of institutions. Although such studies acknowledge*

that institutions do not appear, nor function, in a void, a clear dissection of the role of ideas within institutional settings is generally missing»²⁵².

- 2) *Le risque d'être trop focalisé sur l'histoire, au point de ne pas savoir où commence réellement le sentier : « they naturally raise the question – Where to set the start of the path? Even if one adds the role of agency by looking at how elites proactively shape institutions at critical junctures, then one is immediately faced with the problem with identifying a “critical juncture” (the danger being regarding every turning point – i.e. election, regime change, economic crisis, as a critical juncture, which to paraphrase Brubaker, means that if every event is a critical juncture, then none actually is!). In addition to the predictable problems of availability of data (an acute problem if one undergoes 19th century studies of Central and Eastern Europe for instance) and methodology, there is also the temptation to avoid set path-starting moments so as to avoid sensitive issues (such could be the case of Holocaust denying)»²⁵³.*

Les critiques souvent exposés à la théorie sont donc le manque d'importance données aux idées, mais aussi le risque d'imprécision sur le commencement du sentier.

Pour ce qui est de la seconde hypothèse, celle-ci voulait signaler l'importance des valeurs dans le choix des acteurs COMECE et CEC de se rapprocher. Cependant, il existe un risque sur la question de la définition de cause. En effet, comme l'indiquent Massardier et al., « La cause n'est pas forcément ce qui définit une coalition puisqu'un groupe détenteur de pouvoir peut changer de représentation du monde tout en renforçant sa cohérence autour du pouvoir qu'il détient; la temporalité de mobilisation d'une coalition n'est pas obligatoirement longue : ces groupes sont donc caractérisés par des mobilisations d'acteurs hétéroclites autour d'enjeux soit éphémères comme le souligne V. Lemieux (un dispositif de politique publique), soit de long terme (la défense d'un secteur ou d'une cause pendant plusieurs décennies comme l'évoque les

²⁵² DELCEA Sergiu, « Does history matter ? Path-dependency: benefits, limits, ways forward», *IAPSS.org*, publié le 6 juillet 2014, consulté le 5 juillet 2017 <http://www.iapss.org/wp/2014/07/06/does-history-matter-path-dependency-benefits-limits-ways-forward/>

²⁵³ *Ibidem*.

travaux de Sabatier); enfin, un système d'opposition des coalitions n'est pas forcément frontal au sens où des passerelles peuvent exister entre coalitions »²⁵⁴.

Deux critiques reviennent souvent à l'encontre de l'Advocacy Coalition Framework :

- 1) « *the ACF provides insufficient justification that actors with similar policy core beliefs actually coordinate their behavior into coalitions* »²⁵⁵.
- 2) « *The recent empirical research still does not explain how coalitions overcome the free-rider problem of collective action to form and maintain coalition membership over time* »²⁵⁶
- 3) « *Relative influence of material self-interests compared with policy core beliefs* »²⁵⁷

Pour répondre au mieux à la seconde hypothèse, nous avons tenté le mieux que possible de se baser sur les réalisations conjointes de la COMECE et de la CEME qui attestent du partage de valeurs communes sur la migration, mais aussi d'une volonté réelle de parler d'une seule voix. Néanmoins, la critique sur manque d'importance accordée aux idées est réelle. L'usage de différents discours et publications pour expliquer l'hypothèse a eu comme volonté de combler cette faille.

Cependant, il est possible de mettre en lien les deux hypothèses, et ce en puisant des éléments de la théorie du sentier de dépendance et de la coalition de cause. Étant donné que la théorie du sentier de dépendance se réfère aux trajectoires historiques et que la théorie des coalitions de cause se réfère à l'importance d'une bonne entente sur la base de valeurs partagées, nous pouvons nous avancer en faisant un lien selon lequel toute coalition est basée sur une relation de confiance. C'est notamment le cas entre la COMECE et la CEC, qui a vu son partenariat être conditionné par la réussite du mouvement œcuménique dans le rapprochement entre l'Église catholique et les autres églises chrétiennes. Ce dialogue a ainsi permis aux Églises d'identifier ce qu'elles ont en commun pour agir ensemble le plus que possible par après. C'est par ailleurs ce qui

²⁵⁴ MASSARDIER Gilles, POUPEAU FRANK et al.. « Les coalitions multinationales d'action publique. Un modèle interprétatif des conflits pour l'eau dans les Amériques », Cahiers des Ifre, Fondation Maison des sciences de l'homme, Urbanisme et dérèglement climatique, 2014, p.74

²⁵⁵ SABATIER P.A., and WEIBLE C.M, *op.cit.*, p.196

²⁵⁶ *Ibid.*, p.197

²⁵⁷ *Ibidem.*

explique pourquoi les Eglises chrétiennes agissent de concert sur la question migratoire, celle-ci faisant consensus.

Ainsi, nous pouvons considérer qu'il existe même deux types de sentiers :

- Un sentier par rapport à l'œcuménisme

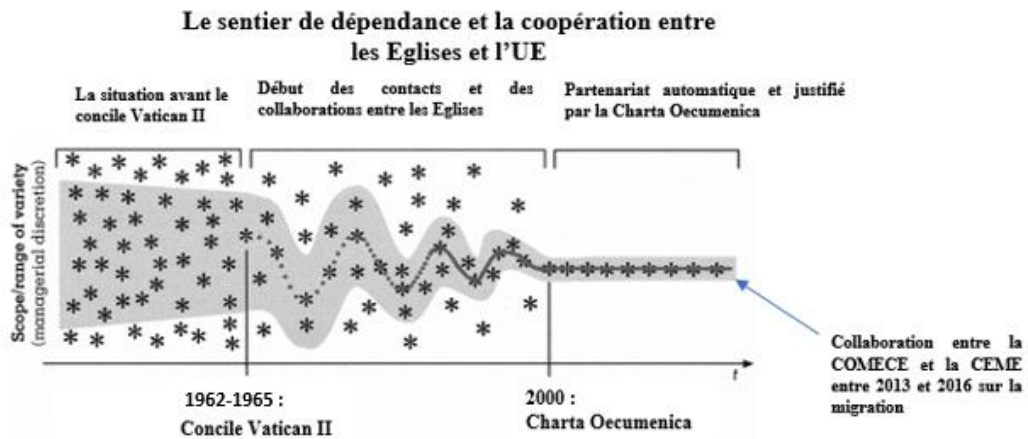


Schéma : Le sentier de dépendance et l'œcuménisme, élaboration par l'auteur, sur la base de KOCH Jochen et al., *op. cit.*, p.692.

Toute cette période, allant jusqu'au début du concile, peut être vue comme étant la phase de préformation du sentier, au sens que nous décrivent Koch et al. (voir plus haut). A leurs yeux, des petits événements peuvent en créer d'autres inattendus à plus grandes conséquences, tel un effet papillon²⁵⁸. C'est ici le cas notamment des premiers pas des entrevues œcuméniques des conversations de Malines (1921-2195), puis de l'envoi d'observateurs aux conférences du COE (Conseil œcuménique des Eglises) qui déboucheront sur un événement qui sera un véritable élément déclencheur : Le concile Vatican II.

Celui-ci est ici le « **critical juncture** » qui permettra la mise en place de la phase de formation. Celle-ci est favorisée par les renforcements positifs, eux-mêmes du par les différents choix qui entraînent une volonté de plus grande collaboration, dû à la confiance entre les partenaires. Cette confiance et cette coopération aboutiront

²⁵⁸ *small events may cause unintended, far-reaching consequences—as is the case, for instance, with the well-known butterfly effect*
 KOCH Jochen et a., *op.cit.*, p.692

à la Charta Oecumenica, qui est désormais un passage obligé qui voit la coopération comme une manière d’agir désormais bien établie. Par conséquent, la collaboration qu’on put connaître la COMECE et la CEME, à travers le Christian Group on Migration est désormais structurelle et liée aux trajectoires historiques empruntées. Selon Brandily et al., « La dernière décennie a néanmoins vu la multiplication, à un degré inédit, de déclarations communes d'organisations ecclésiales nationales. Au niveau européen, elles sont surtout le fait de la coopération entre la KEK et les catholiques COMECE et CCEE, sur les dossiers les plus traités par l'Église (bioéthique, famille, liberté religieuse) comme sur des questions majeures pour l'Union (migrations, environnement) ». ²⁵⁹ Les raisons qui expliquent un tel phénomène sont le souci d’efficacité, la performance de l’action (vouloir peser davantage dans le débat) en ayant une plus grande crédibilité en agissant ensemble.

- Un sentier par rapport aux relations entre les Eglises et l’Union Européenne

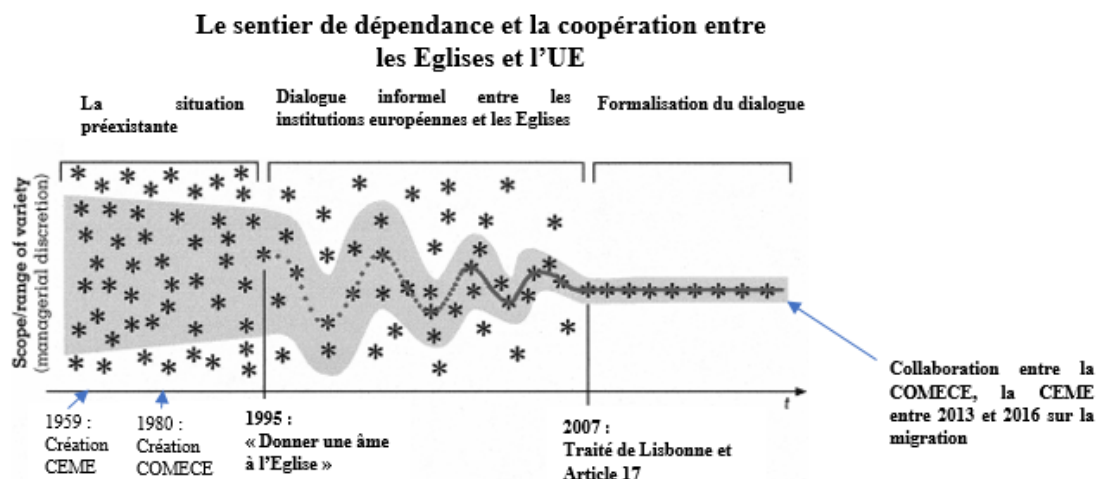


Schéma : Le sentier de la dépendance et la coopération entre les Eglises et l’UE
 élaboration par l’auteur, sur la base de KOCH Jochen et al., *op. cit.*, p.692.

Nous pouvons considérer que la volonté de dialogue entre les Eglises est conditionné par les succès de l’œcuménisme. En effet, ceux-ci ont poussé les Eglises à privilégier la coopération, notamment grâce à la relation de confiance bâties par ses représentants

²⁵⁹ Paul BRANDILY et al., *L’action de l’Eglise au sein de l’Union Européenne*, Paris : IRIS, 13 juillet 2011, p.8

(Papes, évêques, patriarches, pasteurs etc). Par conséquent, lorsque la Commission Delors a voulu interagir avec les Eglises, celles-ci ont pu tenter le mieux que possible d'agir de concert, bien qu'il faille attendre le Traité de Lisbonne pour avoir une formalisation du dialogue qui était jadis informel. Désormais, celui-ci est sécurisé par le droit et permet une consultation réciproque entre les institutions européennes et les Eglises.

Ce travail arrive à l'articulation entre les deux corpus théoriques et conceptuels que la COMECE et la CEME recourent aux « coalitions de cause » d'autant plus que leurs relations sont marquées par le phénomène de « dépendance au sentier » . En effet, les coalitions peuvent avoir un caractère temporaire et non-permanent, mais le phénomène de « dépendance au sentier » peut les rendre au contraire permanentes. Par ailleurs, le sentier de dépendance, de par son caractère déterministe, laisse peu de choix à un changement de choix, bien que celui-ci est tout à fait possible. De fait, une fois établi dans le verrouillage, les acteurs peuvent difficilement revenir sur leurs choix. Cependant, « histoire ne veut pas dire impératif ». En effet comme l'indiquent Koch et al. :

History in this broad sense is not destiny; we have to draw a clear distinction between historical-institutional influences and imperatives. The notion of path dependence does not refer to a state of determinacy from the beginning; it sheds light on a tapering process that possibly ends in a lock-in. Increasing path dependence implies an initial scope of choice. Otherwise, the theory would lose its very point: to make tapering processes in organizational reality better understood²⁶⁰.

Le fait que les Eglises maintiennent un contact qui engendrera ensuite une pérennisation de la coopération à travers la Charta Oecumenica, ou encore que le dialogue entre les institutions européennes se formalise avec le temps est lié au concept d'institutionnalisation. Celui-ci peut être défini ainsi comme étant le « mécanisme au cours duquel ce qui n'était pas encore perçu comme existant par des agents sociaux prend peu à peu forme par et en leur présence, au travers de leurs activités mentales, de leurs discours et pratiques, et finit par se voir doté d'une extériorité, d'une force ou d'une consistance suffisantes à leurs yeux pour bénéficier du qualificatif de réalité²⁶¹.

²⁶⁰ KOCH Jochen et a., *op.cit.* p.693

²⁶¹ Julien FRETTEL, « INSTITUTIONNALISATION », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 5 juillet 2017. URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/institutionnalisation/>

Bibliographie

Monographies :

- ARTHUR, W. B, *Increasing returns and path dependency in the economy*, Ann Arbor : University of Michigan Press, 1994.
- BERNOUX Philippe, *La sociologie des organisations*, Paris : Editions du Seuil, 2009.
- BRECHET Jean-Pierre, SCHIEB-BIENFAIT Nathalie, *Logique d'action et projet dans l'action collective Réflexions théoriques comparées*, Nantes : Laboratoire d'Economie et de Management de Nantes Atlantique, 2009.
- BRANDILY Paul et al., *L'action de l'Eglise au sein de l'Union Européenne*, Paris : IRIS, 13 juillet 2011.
- CHAUMETON Etienne, *La Diplomatie du Saint-Siège sous Jean-Paul II (1978-2005)*, Grenoble : IEP, 2009.
- COMECE, *Les catholiques et l'Europe*, Paris: Bayard, 2006, 137 p.
- CROZIER Michel, FRIEDBERG Erhard, *L'acteur et le système*, Paris : Editions du Seuil, 1977, 478 p.
- D'COSTA, G., *Theology in Public Square : Church, Academy and the Nation*, Oxford : Blackwell, 2005.
- DE BRUYCKER Iksander, *How Interest groups develop their lobbying strategies*, Antwerp: University of Antwerp, 2014.
- DEUTSCHE BISCHOFSKONFERENZ, *Guideline for the German Catholic Church's commitment to refugees*, Bonn: Sekretariat der Deutschen Bischofskonferenz, 2016.
- FRESON Pierre, *Le Lobbying chrétien auprès des institutions européennes: cas de la COMECE et de la CES*, Louvain-La-Neuve: Université Catholique de Louvain, 2007.
- GRELIER Lison, *La gouvernance multiniveau des ONG* , Toulouse : IEP Toulouse, 2010.
- LEUSTEAN Lucian, *The Representation of Religion in the European Union*, San Domenico di Fiesole: European University Institute, 2013.

- MUDROV Sergei, *The European Union and Christian Churches : The Patterns of Interaction*, Hambourg : Europa-Kolleg Hamburg, Juillet 2014.
- STEVEN Martin, *European Integration and religious lobbying: The transition from natural state church to faith based interest group*, Glasgow : University of Glasgow, 2008.
- TACSO, *Advocacy and Policy Influencing for Social Change*, Brussels: TACSO, 2012.
- TRACY, D., *The Analogical Imagination : Christian Theology and the Culture of Pluralism*, New York : Crossroads, 1981.
- WILLAIME Jean-Paul, *Sociologie des religions*, Paris : Presses Universitaires de France, 2012.

Ouvrages collectifs :

- AMBLARD Henri, BERNOUX Philippe, HERREROS Gilles, LIVIAN Yves-Frédéric, *Les nouvelles approches sociologiques des organisations*, Paris : Editions du SEUIL, Collection Sociologie, 1996
- COMECE, *La construction européenne et les institutions religieuses*, Louvain-La-Neuve : Academia A/B ; 1998.
- FORET François, ITCAINA Xabier, *Politics of Religion in Western Europe: Modernities in Conflict*, Routledge: ECPRE, 2012.
- GUENEY Robin, M.Negro Luca, *CEC at 50 : A brief and incomplete history of the Conference of European Churches*, Geneva : Conference of European Churches, 2009.
- SABATIER Paul, JENKINS-SMITH Hank, *Policy Change and Learning: An Advocacy Coalition Approach*, Boulder: Westview Press, 1993.

Contributions à ouvrages collectifs:

- DA CRUZ POLICARPO José, “L’avenir de l’Europe et les institutions religieuses” In COMECE, *La construction européenne et les institutions religieuses*, Louvain-La-Neuve : Academia A/B ; 1998, pp.73-81.
- DE VLIEGER Pieterjan, « The Chaplains of Europe: Christian interest representation and EU rationality » In FORET François, ITCAINA Xabier, *Politics of Religion in Western Europe: Modernities in Conflict*, Routledge: ECPRE, 2012, pp.74-87

- FERRY Jean-Marc « Sur le potentiel critique des religions dans l'espace européen » in Gisel P., Tetaz J-M. (ed), *Théories de la religion*, Genève :Labor et Fides, 2002.
- FORET François, « Theories of European integration and religions: a critical assessment » In FORET François, ITCAINA Xabier, *Politics of Religion in Western Europe: Modernities in Conflict*, Routledge: ECPRE, 2012, p.48
- FORET François, ITCAINA XABIER, « Western European modernities and religion: a perspective from political sociology » In FORET François, ITCAINA Xabier, *Politics of Religion in Western Europe: Modernities in Conflict*, Routledge: ECPRE, 2012, pp.3-23
- GUENEY Robin, « From 1959 to the Charta Oecumenica » In GUENEY Robin, M.Negro Luca, *CEC at 50 : A brief and incomplete history of the Conference of European Churches*, Geneva : Conference of European Churches, 2009, pp.9-50
- LEQUESNE Christian, « Comment penser l'Union européenne » in SMOOTS M.C., *Les nouvelles relations internationales*, Paris : Presses de Sciences Po, 1998, pp. 103-134
- LEUSTEAN Lucian, « Religion, modernity and theories of European integration » In FORET François, ITCAINA Xabier, *Politics of Religion in Western Europe: Modernities in Conflict*, Routledge: ECPRE, 2012, pp. 61-73
- MADELEY John, « Religious Euroscepticism in the Nordic countries: modern or pre-/ anti-/ post-/ modern ? » In FORET François, ITCAINA Xabier, *Politics of Religion in Western Europe: Modernities in Conflict*, Routledge: ECPRE, 2012, pp.90-104
- MUDROV Sergei, « Christian Churches in the process of the EU treaties reform » in LEUSTEAN Lucian, *Representing Religion in the European Union : Does God matter ?*, Routledge, pp.152-166
- NEGRO Luca, « From Trondheim to Siviù » In GUENEY Robin, M.Negro Luca, *CEC at 50 : A brief and incomplete history of the Conference of European Churches*, Geneva : Conference of European Churches, 2009, pp.51-57
- RHODES R.A.W., « Policy network analysis», in MORAN Michael, REIN Martin; GOODIN Robert E., *The Oxford handbook of public policy*, Oxford ,New York: Oxford University Press, 2008 pp. 425–443
- RITAINE Évelyne, « L'Étranger et le Populiste en Italie : liaisons dangereuses », In RITAINE Évelyne (dir.), *L'Europe du Sud face à*

l'immigration, Paris : Presses universitaires de France, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 2005, p. 29-70.

- PALIER Bruno, BONOLI Giuliano, « Phénomènes de *Path Dependence* et réformes des systèmes de protection sociale », In: *Revue française de science politique*, 49^e année, n°3, 1999. pp. 399
- SABATIER Paul, WEIBLE C.M. 2007. « The Advocacy Coalition Framework: Innovations and Clarifications » In *Theories of the Policy Process*, 2nd edition, edited by P.A. Sabatier. Boulder, CO: Westview Press, 2007, pp.201-203
- TAVARD Georges, « De l'œcuménisme au renouveau de la visibilité », dans Jean-Robert Armogathe et Yves-Marie Hilaire (dirs.), *Histoire générale du christianisme*, vol. 2 : *Du xvi^e siècle à nos jours*, Presses universitaires de France, 2010, p. 1112

Articles scientifiques:

- BEDARD L. et al., « Introduction à la psychologie sociale : vivre, penser et agir avec les autres », *Édition du Renouveau Pédagogique Inc.* (ERPI), 2012.
- BERGERON Henri, SUREL Yves, VALLUY Jérôme, « L'Advocacy Coalition Framework. Une contribution au renouvellement des études de politiques publiques ? », *Politix*, vol. 11, n°41, Premier trimestre 1998.
- BOOMGAARDEN Hajo, FREIRE André, « Religion and Euroscepticism: Direct, Indirect or No Effects? », *West European Politics*, Vol.32, No.6, 2009.
- FORET François, « Quels présupposés pour la démocratie européen, Regards croisés sur le rôle du religieux », *Politique européenne*, 2006/3 (n°19).
- FORET François, ITCAINA Xavier, « Dieu loin de Bruxelles : L'eupéanisation informelle du religieux », *Politique européenne* (n°224), 2008/1
- FORET François LITTOZ-MONET Annabelle, « Legitimation and regulation of and through values », *Politique européenne*, (n°45), 2014/3
- GEN Sheldon, CONLEY WRIGHT Amy, « Policy advocacy organization : A framework linking theory and Practice », *Journal of Policy Practice*, 2013.
- ITCAINA Xabier, "The Roman Catholic Church and the Immigration Issue. The Relative Secularization of Political Life in Spain", *American Behavioral Scientist Journal*, July 2006, 49 (11), pp. 1471-1488

- JÜNEMANN Annette, MAGGI Eva-Maria , « The End of External Democracy Promotion? The logics of action in building the Union for the Mediterranean », *L'Europe en Formation*, vol. 356, no. 2, 2010.
- KATZENSTEIN Peter, « Multiple modernities as limits to secular Europeanization? » in *Religion in an Expanding Europe*, 2006.
- KOCH Jochen et a., “ Organizational Path Dependence: Opening the Black Box”, *Academy of Management Review*, Vol. 34, No. 4, 2009
- KÜBLER Daniel, « Les acteurs associatifs dans l’advocacy coalition framework : application aux politiques publiques de lutte contre les drogues en Suisse », *Pyramides*, 2002.
- LEGRAND Hervé, « L’œcuménisme aujourd’hui », *Raisons politiques*, 2001/4 (n°4).
- LEUSTEAN Lucian, « What is European Union ? Religion between Neofunctionalism and Intergovernmentalism », *International Journal for the Study of the Christian Church* , Volume 9, 2009 - Issue 3.
- MASSARDIER Gilles, POUPEAU Frank et al., « Les coalitions multiniveaux d’action publique. Un modèle interprétatif des conflits pour l’eau dans les Amériques », Cahiers des Ifre, Fondation Maison des sciences de l’homme, Urbanisme et dérèglement climatique, 2014.
- MOSER Gabriel, « *Les relations interpersonnelles* », Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Le psychologue », juillet 1994 .
- O’MAHONY Antony, « The Vatican and Europe: Political Theology and Ecclesiology in Papal Statements from Pius XII to Benedict XVI », *International Journal for the Study of the Christian Church*, Volume 9, Issue 3, 2009
- PAGE Scott E., «Path Dependence», *Quarterly Journal of Political Science*, 2006.
- PICKARTZ Thomas, « Dialogue de l’Europe et des Églises », *Revue Projet*, 2008/5 (n ° 306).
- PIERSON Paul, « Increasing Returns, Path Dependence and the Study of Politics », Jean Monnet Chair Paper n° 44. Florence, Institut universitaire européen, Centre Robert-Schuman, 1997.
- ROSTANE Mehdi, « L’union européenne et le fait religieux. Elements constitutionnels », *Revue française de droit constitutionnel* , 2005/2 (n°54).

- ROUTHIER Gilles DENAUX, A., DICK, J., ed., « From Malines to ARCIC. The Malines Conversations Commemorated. », *Laval théologique et philosophique* 552, 1999.
- RISSO Linda, « Cracks in a facade of unity: the French and Italian Christian democrats and the early stages of the European integration process, 1945–1957 », *Religion, State and Society*, Vol. 37, N. 1 & 2, Special Issues, 2009.
- SABATIER Paul, «The Advocacy Coalition Framework : Revisions and Relevance for Europe», EUJ/Centre Robert Schuman, Jean Monnet Chair Lecture, Florence (Italie), 21 octobre 1997.
- SIMOULIN Vincent, « La gouvernance et l’action publique : le succès d’une forme simmélienne », *Droit et Société*, 54, 2003.
- VENNERI Giulio, FERRARA Paolo, « Alcide De Gasperi and Antonio Messineo: A Spiritual Conception of Politics and a Pragmatic Idea of Religion? », *Religion, State and Society*, Vol.37, No. 1 & 2, Special Issues, , 2009.

Working Papers :

- CARITAS Europa, CCME, ECRE, ICMC Europe, IRC, Red Cross EU, *European Commission proposal for a Regulation establishing a Union Resettlement Framework and amending Regulation (EU) No 516/2014 of the European Parliament and the Council COM (2016) 468, 14 July 2016, Brussels, 14 novembre 2016.*
- CCME, *CCME : Working Programme, 2015-2017*, Bruxelles : CCME, 2014.
- Christian Group on Migration, *Comments on the European Commission’s Proposal for A Regulation establishing the criteria and mechanism for determining the Member State responsible for examining an application for international protection lodge in one of the Member States by a third country national or stateless person -Dublin IV-(2016)*, Brussels: COMECE, octobre 2016.
- Christian Group on Migration, *Comments on the European Commission’s Proposals for a European Border and Coast Guard COM (2015) 671 Final, 19 April 2016*, Brussels: COMECE, 19 avril 2016.
- Christian Group on Migration, *Comments on the European Commission’s Proposal for Amendments to the Dublin III Regulation regarding Unaccompanied Minors*, Brussels: COMECE, 23 janvier 2015.

- Christian Group on Migration, *Recommendations for the Development of Safe and Legal Paths to Protection in the European Union*, Brussels: COMECE , 19 Novembre 2014.
- COMECE, *COMECE Annual Report 2010*, Bruxelles: COMECE, Mars 2011.
- COMECE, *Tolerance and Respect, Preventing and combating anti-semitic and anti-muslim hatred in Europe*, Bruxelles: COMECE, octobre 2014.
- COMECE, *Fighting trafficking in human beings; a joint effect*, Brussels: COMECE; 24 novembre 2014.
- LE COQ JF. et al., *Politique publique et changement climatique: une lecture par les coalitions de cause du Programme de Paiement pour Services Environnementaux au Costa Rica*, Document de travail ART-Dev 2014-14., 2014
- ZSIFKOVICS ÄGIDIUS, « I was a stranger and you made me welcome ... », Brussels: COMECE, Decembre 2015.

Articles non-scientifiques:

- ASSOCIATED PRESS, « Pope: Migration isn't a danger, it's a challenge for growth», *Fox News.com*, publié le 17 février 2017, consulté le 20 avril 2017 <<http://www.foxnews.com/world/2017/02/17/pope-migration-isnt-danger-it-challenge-for-growth.html>>
- BANUCESCU-BOGDAN Natalia, FRATZKE Susan, « Europe's Migration Crisis in Context: Why now and what next? », Brussels: Migration Policy, 24 septembre 2015 < <http://www.migrationpolicy.org/article/europe%E2%80%99s-migration-crisis-context-why-now-and-what-next>>
- BASTER Dominic, « Catholic Origins of the European Union: Interview With Catholic Historian Alan Fimister », *Zenit.Org*, 22 septembre 2008 < <https://zenit.org/articles/catholic-origins-of-the-european-union/>>
- « Churches' Commission for Migrants in Europe leaflet », *CCME.BE*, février 2009 http://www.ccme.be/fileadmin/filer/ccme/70_DOWNLOADS/20_Publication_s/2009_CCME_Leaflet_FR.pdf
- « CCME Leaflet », *CCME.BE*, consulté le 14 mai 2017 < http://www.ccme.be/fileadmin/filer/ccme/01_WHO_WE_ARE/2016-01-12-FR-Flyer_CCME_2015.pdf>

- CHAMBRAUD Céline « Le pape François rentre de Lesbos avec 12 réfugiés syriens », *Le Monde (en ligne)*, 16 avril 2014, consulté le 24 mai 2017
http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/04/16/le-pape-francois-aux-refugies-de-lesbos-vous-n-etes-pas-seuls_4903481_3214.html
- COLOSIMO Jean-François, « Pape François et les réfugiés musulmans : derrière la provocation, une posture prophétique », *Le Figaro (en ligne)*, publié le 18 avril 2016, consulté le 22 avril 2017
<http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/04/18/31001-20160418ARTFIG00130-pape-francois-et-les-refugies-musulmans-derriere-la-provocation-une-posture-prophetique.php>
- COUSTURIE Isabelle, « Le pape François rentre de Lesbos avec 12 réfugiés syriens », *Aleteia*, 17 avril 2016, consulté le 24 mai 2017.
<https://fr.aleteia.org/2016/04/17/le-pape-francois-rentre-de-lesbos-avec-12-refugies-syriens/>
- DE BRIANT Vincent, PONS Xavier, « Thème 2 : Gouvernance multiniveaux et action publique », Université Paris Est, 2006.
<http://lipha.u-pec.fr/recherche/theme-2/theme-2-gouvernance-multiniveaux-et-action-publique-473375.kjsp>
- DRAKE Anna, « Advocacy Coalition Framework », 4 novembre 2014, consulté le 4 mai 2017
<https://www.youtube.com/watch?v=vAzAzpprBbs>
- DELCEA Sergiu, « Does history matter ? Path-dependency: benefits, limits, ways forward », *IAPSS.org*, publié le 6 juillet 2014, consulté le 5 juillet 2017
<http://www.iapss.org/wp/2014/07/06/does-history-matter-path-dependency-benefits-limits-ways-forward/>
- DELRUE Geneviève, « A Lesbos, le pape François veut réveiller la conscience européenne », *RFI.FR*, publié le 15 avril 2016, consulté le 21 avril 2017
<http://www.rfi.fr/europe/20160415-lesbos-pape-francois-migrants-refugies-conscience-europeenne-chretiens>
- DE VLIEGER Pieter-Jan, « Religious lobbying at the European level: strengthened and professional », *ORELA. Net*, 14 novembre 2012
http://www.o-re-la.org/index.php?option=com_k2&view=item&id=413:religious-lobbying-at-the-european-level-strengthened-and-professional&Itemid=85&lang=fr
- DURAND Sophie, « Nous sommes en guerre et le Pape collabore avec l'ennemi », *Riposte Laïque*, 17 avril 2016, consulté le 23 mai 2017
<https://ripostelaique.com/sommes-guerre-pape-collabore-lennemi.html>

- DURRE Jean-Jacques, « Mgr Lebeaupin, nouveau Nonce apostolique auprès de l'Union européenne, *Cathobel*, 23 juin 2012, consulté le 23 avril 2017 < <http://www.cathobel.be/2012/06/23/mgr-lebeaupin-nouveau-nonce-apostolique-aupres-de-lunion-europeenne/>>
- « Eglises membres du COE », *oikoumene.org*, consulté le 23 mai 2017 <<http://www.oikoumene.org/fr/member-churches>>
- EUROPA.eu, "Secretariat of COMECE (Commission of the Episcopates of the European Community)", *European Commission: Joint Transparency Register*, consulté le 11 janvier 2017 <http://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=47350036909-69&locale=en#en>
- FRETTEL Julien, « INSTITUTIONNALISATION », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 5 juillet 2017. URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/institutionnalisation/>
- GUENOIS Jean-Marie, « Immigration : le pape François confirme son appel à la « prudence » », *Le Figaro* (en ligne), 9 janvier 2017, consulté le 20 mai 2017
- GUENOIS Jean-Marie, « Le Pape François appelle les Etats européens à « la prudence » dans l'accueil des réfugiés », *Le Figaro (en ligne)*, 1^{er} novembre 2016, consulté le 20 mai 2017 < <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2016/11/01/01016-20161101ARTFIG00144-le-pape-francois-appelle-les-etats-europeens-a-la-prudence-dans-l-accueil-des-refugies.php>
- HIVERT Anne-François, « Reconciliation catholiques-protestants : visite historique du pape en Suède », *Libération (en ligne)*, publié le 30 octobre 2016, consulté le 25 avril 2017 http://www.liberation.fr/planete/2016/10/30/reconciliation-catholiques-protestants-visite-historique-du-pape-en-suede_1525185
- « Histoire du mouvement œcuménique », *Croire.Lacroix.com*, consulté le 18 mai 2017 <<http://croire.la-croix.com/Definitions/Lexique/Oecumenisme/Histoire-du-mouvement-aecumenique>>
- HOUDAILLE Clémence, « Reinhard Marx, l'Européen », *La Croix*, 24 septembre 2013 < <http://www.la-croix.com/Religion/Actualite/Reinhard-Marx-l-Europeen-2013-09-24-1023669>>
- « Laurent Dandrieu : "Sur les migrants, l'Eglise se tire une balle dans le pied" », *Atlantico.fr*, publié le 15 janvier 2017, consulté le 22 mai 2017

<http://www.atlantico.fr/decryptage/pour-laurent-dandrieu-migrants-eglise-se-tire-balle-dans-pied-2935709.html>

- KING’S COLLEGE LONDON, « Why do refugees and migrants come to Europe, and what must be done to ease the crisis? », *The Telegraph.co.uk*, 4 septembre 2015, consulté le 16 mai 2017
<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/11845205/Why-do-refugees-and-migrants-come-to-Europe-and-what-must-be-done-to-ease-the-crisis.html>
- LA CROIX.COM , « Migrants : le pape François invite à « surmonter les peurs » », 1^{er} octobre 2015
<http://www.la-croix.com/Religion/Actualite/Migrants-le-pape-Francois-invite-a-surmonter-les-peurs-2015-10-01-1363415>
- « La communauté aujourd’hui », *taizé.fr*, consulté le 24 mai 2017
< https://www.taize.fr/fr_article444.html >
- « Le père Olivier Poquillon, nouveau secrétaire général de la COMECE », *RADIO VATICAN*, 13 septembre 2016, consulté le 10 janvier 2016 < http://fr.radiovaticana.va/news/2016/09/13/le_p%C3%A8re_olivier_poquillon,_nouveau_secr%C3%A9taire_g%C3%A9n%C3%A9ral_de_la_comece/1257864 >
- MAKSAN Olivier, « Le pape a changé l’opinion sur les chrétiens », *Eglise en détresse (site web)*, 26 avril 2017, consulté le 24 mai 2017
< <http://www.egliseendetresse.be/le-pape-a-change-lopinion-sur-les-chretiens/> >
- « Migrants : le Pape François invite à surmonter les peurs », *La Croix* (en ligne), 1^{er} octobre 2015
- « Notre Mission », *COMECE.EU*, consultée le 17 mars 2017
< <http://www.comece.eu/site/fr/notremission> >
- « Nos Thèmes », *COMECE.eu*, Brussels: Commission of the Bishops' Conferences of the European Community, consulté le 10 janvier 2017
- « Olivier Pouquillon élu à la COMECE », *ALSACE CATHOLIQUE.fr*, 9 mars 2016 < <http://www.alsace.catholique.fr/actualites/300885-olivier-poquillon-elu-a-la-comece/> >
- «Pope Francis: You can’t defend Christianity by being ‘against refugees and other religions’», *CATHOLIC HERALD.CO.UK*, publié le 13 octobre 2016, consulté le 20 février 2017
< <http://www.catholicherald.co.uk/news/2016/10/13/pope-francis-you-cant-defend-christianity-by-being-against-refugees-and-other-religions/> >

- « Pourquoi un registre de transparence ? », Europa.eu, consulté le 15 mai 2017
http://ec.europa.eu/transparencyregister/public/staticPage/displayStaticPage.do;TRPUBLICID=prod=SWY_76PhPHS6PPj77RH--5q7z41CbB97Nd35dB8nnexG5LGs0csK!2010126240?locale=fr&reference=WHY_TRANSPARENCY_REGISTER
- PRAEGER Dave, "Our Love Of Sewers: A Lesson in Path Dependence", Daily Kos.com, 15 Juin 2008
<http://www.dailykos.com/story/2007/06/15/346883/-Our-Love-Of-Sewers-A-Lesson-in-Path-Dependence>
- « Principales réalisations : le COE et le mouvement œcuménique », oikoumene.org, consulté, le 24 mai 2017
- « Publications », CCME.BE, consultée le 17 mars 2017
<http://www.ccme.be/downloads/publications/>
- « Qu'est-ce que l'œcuménisme ? », chrétiensensemble.com, consulté le 20 mai 2017
 < <http://www.chretiensensemble.com/oecumenisme/definition.php> >
- « « Réfugiés » et « migrants » - Questions fréquentes », UNHCR.OTG, 16 mars 2016
<http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2016/3/56f29941c/refugies-migrants-questions-frequentes.html>
- « Reports », CCME.BE, consultée le 17 mars 2017
<http://www.ccme.be/downloads/reports/>
- SENEZE Nicolas, « Le pape François invité sur l'île grecque de Lesbos », La Croix (en ligne), 5 avril 2016, consulté le 24 mai 2017
<http://www.la-croix.com/Religion/Pape/Le-pape-Francois-invite-grecque-Lesbos-2016-04-05-1200751268>
- TRAVIS Alan, « Migrants, refugees and asylum seekers: what's the difference? », *The Guardian (En Ligne)*, 28 Août 2015
- « Unity and Division in Christianity », *World History*, consulté le 20 avril 2017
<https://worldhistory.hcps.org/pages/spiffy76.php?unitNum=0&lessonNum=1&pageNum=12>
- VEENSTRA Joost, « Uncertainty and path dependence », University of Groningen, posté le 23 février 2015, consulté le 14 avril 2017.
<https://www.youtube.com/watch?v=KKfkQW7-Pg>

- « Who We Are », *CCME.BE*, consultée le 17 mars 2017
<http://www.ccme.be/who-we-are/>
- « Work programmes », *CCME.BE*, consultée le 17 mars 2017
<http://www.ccme.be/downloads/work-programmes/>

Documents Officiels:

- *Acta Apostolicae Sedis*, 56, 1964, p. 1010-1011.
- Benoît XV, *Pacem Dei Munus*, 1920
<http://w2.vatican.va/content/benedict-xv/en/encyclicals/documents/hf_ben-xv_enc_23051920_pacem-dei-munus-pulcherrimum.html>
- Charta Oecumenica, Strasbourg, 2001
- *Déclaration commune de Sa Sainteté Bartholomée, Patriarche œcuménique de Constantinople, de Sa Béatitudo Hyeronimos, Archevêque d'Athènes et de toute la Grèce et du Saint Père François*, Lesvos, 16 avril 2016
http://w2.vatican.va/content/francesco/fr/speeches/2016/april/documents/papa-francesco_20160416_lesvos-dichiarazione-congiunta.html
- *Directoire pour l'application des principes et des normes sur l'œcuménisme*, §9
http://www.vatican.va/roman_curia/pontifical_councils/chrstuni/documents/rc_pc_chrstuni_doc_25031993_principles-and-norms-on-ecumenism_fr.html
- Jean-Paul II, *Allocution au secrétariat pour l'unité des chrétiens*, DC 1753, 3 novembre 1978
- Jean-Paul II, *Ut Unum Sint*, 1995.
- Paul VI, *Lumen Gentium*, 1964
<
http://www.vatican.va/archive/hist_councils/ii_vatican_council/documents/va-t-ii_const_19641121_lumen-gentium_fr.html#_ftn28>
- Pie XI, *Rerum Orientalium*, 1928
< <http://www.papalencyclicals.net/Pius11/P11REROR.HTM>>
- Unitatis Redintegratio, Paul VI, 21 novembre 1964
<
http://www.vatican.va/archive/hist_councils/ii_vatican_council/documents/va-t-ii_decree_19641121_unitatis-redintegratio_fr.html>

Cours:

- DUEZ Denis, cours européenisation, Louvain-La-Neuve: UCL, 2016

Interview :

- FISCHBACH Frank-Dieter, entretien réalisé le lundi 19 décembre 2016.

Discours :

- Jean-Paul II, discours à Calcutta le 3 février, Osservatore Romano de langue française, 11 février 1986, p. 8
- Jean-Paul II, discours à Utrecht le 13 mai, Osservatore Romano de langue française, 21 mai 1985, p. 13.
- Jean-Paul II, discours à la Curie le 28 juin 1985, DC 15, 4-18 août 1985, p. 773
- Jean-Paul II, discours à Goa le 6 février, Osservatore Romano de langue française, 11 février 1986, p. 14
- Jean-Paul II, *Discours du pape lors de la célébration œcuménique du 7 décembre 1991*
- Pape François, Message du Pape François pour la journée mondiale des migrants et des réfugiés , 17 janvier 2016
- Paul VI, Discours au Conseil œcuménique des Églises, le 10 juin 1969

Conférence :

- TREANOR Noel, The Churches and The EU : How Do The Churches Interact Withe The EU ?, Vilnius: Conference “Values and Politics, 10-12 May 2007

Colloque:

- TREANOR Noel, Le statut consultatif des Eglises dans l’Union Européenne, Bruxelles : Colloque au Parlement européen « Dieu et l’Europe, un héritage fondateur : Liberté religieuse et liberté politique dans les traités fondateurs de la nouvelle Europe », 3 avril 2003

Annexes :

Annexe 1 : Une sélection d'acteurs religieux ayant une représentation à Bruxelles²⁶²

Name	Brussels Office: Year	Type of Representation	Description / Aims	Policy Areas
The Holy See	1970	Diplomatic relations	<p>1. Nunciature to the European Union. In 2012 Archbishop Alain Paul Charles Lebeaupin was appointed Apostolic Nuncio.</p> <p>2. Delegation of the European Union to the Holy See, to the Order of Malta and to the United Nations Organisations in Rome The EU Delegation in Rome started its activity in 2006. In 2012 Laurence Argimon-Pistre was appointed Ambassador in charge of the EU Delegation.</p>	Diplomatic relations The Apostolic Nuncio is the Doyen of the Diplomatic Corps accredited to European institutions
Sovereign Military Hospitaller Order of St John of Jerusalem of Rhodes and of Malta	2003	Diplomatic relations (only with the European Commission)	<p>1. Official Representation of the Order of Malta to the European Union The Order of Malta is a sovereign subject of international law and has diplomatic missions in 104 countries.</p> <p>2. Delegation of the European Union to the Holy See, to the Order of Malta and to the United Nations Organisations in Rome</p> <p>The EU Delegation in Rome started its activity in 2006. In 2012 Laurence Argimon-Pistre was appointed Ambassador in charge of the EU Delegation.</p>	Medical and Humanitarian Aid Hospitals, Medical Centres and Health Programmes Emergency Corps and Ambulance Services Institutions for Old and Disabled Emergency Relief Bethlehem's Hospital Bioethic
Commission of Bishops' Conferences of the EU (COMECE)	1980	Official Representations of Churches	The website of COMECE which includes the Statute offers the following introduction: 'COMECE partners the political process of the European Union in the areas of interest to the Episcopates of the	Institutional and legal affairs Economic and Social policy Migration and Asylum Research and Bioethics Fundamental rights Intercultural / Interreligious

²⁶² http://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/28197/RSCAS_2013_69.pdf;sequence=1

			European Community; it monitors the activities of the European Union and informs in this regard the Episcopates of the European Community; it communicates to the European institutions and authorities the opinions and views of the Episcopates of the European Community concerning European integration. (Preamble) [...] The Commission of the Episcopates of the European Community (COMECE) brings together the bishops who represent the Episcopates of the Member States of the European Union with the aim of pursuing, in a spirit of collegiality, a closer collaboration among the said Episcopates, with regard to the pastoral questions connected to the development of the competences and	Dialogue Education, Culture and Media Sustainable development
Jesuit European Social Centre	1963	Religious Order	The website of the Jesuit European Social Centre offers the following introduction: 'In January 2012, the Jesuit European Office (OCIPE in Brussels) became the Jesuit European Social Centre (JESC). OCIPE had centres in Brussels, Budapest, Strasbourg and Warsaw. Whereas OCIPE in Strasbourg will remain, the offices in Budapest and Warsaw are now social centres of their respective provinces [...] JESC is a separate apostolic and legal entity within the Conference of European Provincials. Through JESC, the Society of Jesus remains committed to a Europe where human rights, freedom and solidarity are the foundation of integration'.	European Affairs Social Coordination Advocacy/Projects
Jesuit Refugee Service Europe	1991	Religious Order	The website of the Jesuit Refugee Service Europe offers the following introduction: 'The Jesuit Refugee Service is an international Catholic organisation. Its mission is to accompany, to serve and to plead the cause of refugees and forcibly displaced people. The JRS was set up by the Society of Jesus in 1980 and is now working over 50 countries worldwide'.	EU law on asylum Migration and Asylum policies Detention of Vulnerable Asylum Seekers Advocacy Network for Destitute Forced Migrants

ESPACES - Spiritualities, Culture and Society in Europe	2001	Religious Order	The website of the ESPACES - Spiritualities, Culture and Society in Europe offers the following introduction: 'ESPACES - Spiritualities, cultures and society in Europe - an association of Dominican Brothers and Sisters. Its goal is to contribute to the building of Europe by underlining the social, political, ethical, spiritual, philosophical and theological dimensions of this historical process'.	Advocacy
Africa-Europe Faith and Justice Network	1988	Single-Issue Organisations	The website of the Africa-Europe Faith and Justice Network offers the following introduction: 'The AEFJN is a Faith-based International Network present in Africa and in Europe, established in 1988. AEFJN promotes economic justice between the European Union and sub-Saharan Africa so that the poor of Africa may look forward to a better future. The AEFJN International Secretariat in Brussels (Belgium) coordinates the Antennae, does advocacy work and lobbies the European Institutions on issues affecting Africa. The AEFJN ANTENNAE (national groups) create awareness among Christians and religious, do advocacy and lobby towards the national governments, on issues relevant to Africa. There are 13 Antennae in 12 European countries'.	Food Sovereignty Trade Medicines Arms Corporate Justice Climate Africa Spirituality Change
Caritas Europa	1971	Single-Issue Organisations	The website of Caritas Europa offers the following introduction: 'Caritas Europa is the network of Caritas organisations on the European continent. The united strength of its 49 members, present in 46 European countries, makes of Caritas Europa one of the major social actors in Europe. Caritas Europa is also one of the seven regions of Caritas Internationalis, the biggest network of Catholic charities in the world devoted to reducing poverty and campaigning for social justice. Caritas Europa focuses its activities on issues relating to poverty, social exclusion and inequality, migration and asylum in Europe. On the	Social Europe Migration Humanitarian Aid Development and Peace European cooperation Advocacy and Communications

			global level, Caritas Europa is actively engaged in humanitarian assistance and international development throughout the world’.	
CIDSE International Co-operation for Development and Solidarity	1967	Single-Issue Organisations	The website of CIDSE offers the following introduction: ‘We are an international alliance of Catholic development agencies working together for global justice. Our 17 member organisations from Europe and North America come together under the umbrella of CIDSE to fight poverty and inequality. We challenge governments, business, churches, and international bodies to adopt policies and behavior that promote human rights, social justice and sustainable development’.	Finance and Development Climate Justice Just Food Business and Human Rights Rethinking Development
European Catholic Centre	1963	Single-Issue Organisations	The website of the European Catholic Centre offers the following introduction: ‘The European Catholic Centre is a nonprofit-making international Association, recognised by the Belgian state, set up by officials of the European Institutions in Brussels. An Association of lay people - this is what makes its originality, with respect to other initiatives taken in the context of the European civil service - it is financed entirely by the contributions and the gifts of its members. The Centre purposes, according to Article 2 of its Statutes, to “.. being a sign of unity among Christians engaged in the process of uniting Europe”. It serves as a centre for meetings, discussions, formation, action and celebrations in the European Catholic pastoral service, in an ecumenical and social spirit, for persons attached to the European Union Institutions and other international bodies in Belgium, as well as their families’.	Pastoral activities Festive celebrations and meetings Discussion groups Retreats and recollections Participation in activities in favour of the poor and deprived
Pax Christi International	1978	Pax Christi International	The website of the Pax Christi International offers the following introduction: ‘Pax Christi International is a global Catholic peace movement and network that works to help establish Peace, Respect for	Human Rights Human Security Disarmament and

			Human Rights, Justice and Reconciliation in areas of the world that are torn by conflict. It is grounded in the belief that peace is possible and that vicious cycles of violence and injustice can be broken. Pax Christi was founded in Europe in 1945 as a reconciliation movement bringing together French and Germans after World War II. Today, the movement has more than 100 Member Organisations active in more than 50 countries and five continents worldwide'	Demilitarisation Just World Order Religion and Peace
SECIS Service of European Churches for International Students	1999	Single-Issue Organisations	The website of SECIS Service of European Churches for International Students offers the following introduction: 'The Service of European Churches for International Students (SECIS) brings together institutions that perform activities of benefit to international students (welcoming, pastoral guidance, education, running of students' residences, establishment of grants, assistance in reintegration). It was founded in 1999 on an initiative of the Vatican aimed at coordinating the various projects of the Catholic Church in this field and strengthening its presence in the international sector of European universities'	Education Youth Integration Migration and intercultural exchange in Europe
SIGNIS World Catholic Association for Communication	2001	Single-Issue Organisations	The website of SIGNIS World Catholic Association for Communication offers the following introduction: 'SIGNIS is a non-governmental organization that includes members from 140 countries. As the "World Catholic Association for Communication", it brings together radio, television, cinema, video, media education, Internet, and new technology professionals [...] SIGNIS is officially recognized by the Vatican as a Catholic organization for communication. The Mission of SIGNIS is: To engage with media professionals and support Catholic Communicators to help transform our cultures in the light of the Gospel by promoting Human	Advocacy Children and Media Cinema Culture of Peace Internet Media and Culture Media Education Radio Television and Video Theology and Communication Training

			Dignity, Justice and Reconciliation?.	Women and Communication
Church and Society Commission of the Conference of European Churches	1959	Inter-Church or Convictional Organisations/Networks	The website of the Church and Society Commission of the Conference of European Churches offers the following introduction: 'The Church and Society Commission (CSC) is one of the commissions of the Conference of European Churches (CEC), which is an ecumenical fellowship of 124 churches and 40 associated organisations from all over Europe. [...] The Church and Society Commission (CSC) provides a platform for the CEC membership to reflect on socio-ethical issues ecumenically and to involve them in common action and advocacy in relation to the European Union, the Council of Europe, the Organisation for Security and Co-operation in Europe and the United Nations (in European matters). CSC operates as a forum for action, dialogue and ecumenical training in European affairs [...] At its Spring 2009 Plenary meeting the CSC identified the following strategic objectives for its future work: a) Further developing CSC as a pan-European resource centre for its member churches and for their input to national governments on a selected number of European and international policy issues. b) Strengthening CSC's role in providing platforms and instruments for ecumenical (theological, socio-ethical) dialogue on a selected range of priority church and society issues. c) Facilitating, resourcing, and coordinating the engagement and advocacy of the churches in relation to the European institutions'	Church Action on Labour and Life - Christian Network Climate Change Economic and Climate Justice Education Environment Ethics, Science and Technology EU Financial and Debt Crisis European Integration Human Rights and Freedom of Religion Human Rights Library Nuclear Disarmament Social and Economic Issues
APRODEV – Association of World Council of Churches related Development Organisations in Europe	1990	Single-Issue organisations	The website of APRODEV offers the following introduction: 'APRODEV is the Association of World Council of Churches related Development Organisations in Europe. It is registered as a not-for-profit association under Belgian law. The main objective of APRODEV is to influence	Development Trade Food Security Climate Change

			<p>decision-making processes in the European Union institutions as these affect developing countries, in order to promote justice and peace, and the eradication of poverty. In this, APRODEV pursues rightsbased development from a faith-based perspective. APRODEV was founded in 1990 in order to strengthen the cooperation between the European development and humanitarian aid organisations which work closely together with the World Council of Churches. At present, 16 such organisations, with offices in 15 European countries, cooperate through APRODEV’.</p>	Gender
The Brussels Office of the Evangelical Church in Germany	1990	Official Representations of Churches	<p>The website of the Brussels Office of the Evangelical Church in Germany offers the following introduction: ‘In 1990, the Evangelische Kirche in Deutschland (Protestant Church in Germany - EKD) established a liaisonoffice at the seat of the EU institutions. [...] The office reports to the Representative of the Council of EKD, who is the director of the diplomatic service of the church with his seat in Berlin. Brussels staff monitor EC legislative proceedings and represent the interests and positions of the church vis-à- vis the Institutions [...] The Brussels office is also an information agency for EKD, its member churches and church based institutions and organisations’.</p>	<p>Churches and EU Justice and Home Affairs Justice and Home Affairs Foreign and Security Policy Culture and Society Ecology and Economy Spiritual Representation EU funding policy and instruments</p>
Ecumenical EU-Office of Sweden	1999	Official Representations of Churches	<p>The website of the Ecumenical EU-Office of Sweden offers the following introduction: ‘The Ecumenical Office for European Union relations was set up in 1999, initiated by the Christian Council of Sweden and Hela Människan (a non-profit organisation in social work with a christian standpoint). The purpose of the Office is to be a resource for churches and denominations to: a) Give information about current issues and decisions on both EU and national level for relevant fields of interest; b) Inspire and advice</p>	<p>Intercultural dialogue and European values around the Baltic Sea Social economy Increase the knowledge about the EU within the Swedish Ecumenical associations Conferences</p>

			associated organizations to develop their activities within fields like social economy and international cooperation; c) Inspire and advice on in-service training for both organizations and for individuals; d) Support and give guidance to associated organizations when applying for grants; e) Influence the elaboration of new budget frames on EU level based on the needs and interest of associated organizations. [...] At present 8 different churches, denominations and organisations are associated to the Office'	
Church of England	2008	Official Representations of Churches	Since 2008, Gary Wilton is the Archbishop of Canterbury's Representative to the European Union and a Canon of the ProCathedral of Holy Trinity in Brussels. The House of Bishops' Europe Panel, a subcommittee of the House of Bishops, is the main body assessing the relations between the Church of England and European institutions	EU 2020 Pastoral
The Liaison Office of the Orthodox Church to the European Union	1994	Official Representations of Churches	The Liaison Office of the Orthodox Church to the European Union was established at the initiative of Ecumenical Patriarch Bartholomew.	Pastoral Education Social issues Trafficking Social justice
Representation of the Russian Orthodox Church to the European Institutions in Brussels	2002	Official Representations of Churches	The website of the Representation of the Russian Orthodox Church offers the following introduction: 'The Representation was created on July 17, 2002 with a blessing of His Holiness Patriarch of Moscow and all Russia and the Holy Synod of the Russian Orthodox Church, "taking into account a widening dialogue of the Russian Church with European international organisations"'.	Pastoral Christianophobia European Social Policy
Representation of the Church of Greece to the European Union	1998	Official Representations of Churches	The office of the Representation of the Church of Greece represents the Holy Synod of the Church of Greece.	Church of Greece and Europe Collaborations with Churches and Authorities

				<p>Interreligious relations and dialogue</p> <p>Bioethics</p> <p>Convention</p> <p>Charter of Fundamental Rights</p> <p>Pastoral</p>
Representation of the Romanian Orthodox Church to the European institutions	2007	Official Representations of Churches	The website of the Representation of the Romanian Orthodox Church offers the following introduction: 'The Representation of the Romanian Orthodox Church to the institutions of the European Union is a concretization of the European openness of the Romanian Orthodox Church and an answer to the interest the European Union has shown in a dialogue with the Churches in Europe'.	<p>Pastoral</p> <p>EU's relation with Churches</p> <p>Council of Europe</p> <p>Europe and Religious Freedom</p> <p>Social economy</p> <p>Bioethics</p> <p>Education and Culture</p> <p>Enviromental issues</p>
Representation of the Orthodox Church of Cyprus to the European Union	1979	Official Representations of Churches	The office of the Representation of the Church of Cyprus represents the Holy Synod of the Church of Cyprus.	<p>North Cyprus</p> <p>Information</p> <p>Church of Cyprus</p> <p>Dialogue</p> <p>Turkey</p> <p>Culture</p> <p>Monuments</p>
CARE (Christian Action Research and Education) for Europe	1992	Single-Issue organisations	The website of CARE offers the following introduction: 'CARE for Europe is an NGO based in Brussels working for the Christian heart of Europe. As CARE's (Christian Action Research and Education) representation to the European institutions we monitor European policies in areas such as bioethics, family life, gambling, human trafficking, religious freedom and human rights. CARE for Europe represents the viewpoints of churches and	<p>Bioethics</p> <p>Demographic Change</p> <p>Europe's Social Reality</p> <p>End of Life Issues</p> <p>Patient Mobility</p> <p>Reproductive Health</p> <p>Television Without</p>

			individual Christians across Europe on the value of human life [...]’	Frontiers
Christian Organisations in Relief and Development	1999	Single-Issue organisations	The website of the Christian Organisations in Relief and Development offers the following introduction: ‘EU-CORD is a network of 22 Christian Organisations in Relief and Development aiming to: 1. Improve members’ practice and capacity by facilitating knowledge sharing, mutual learning and joint innovation, in response to members’ requests 2. Inform members and their local partners on developments in EU external aid funding and increase members’ access to that funding. 3. Achieve change in EU position on international development and humanitarian aid policies and practices, so that they respond better to the needs of people living in poverty and affected by disasters’.	Food Security Disability programming Education Water and Sanitation Child Rights
Ecumenical Youth Council in Europe	1999	Single-Issue organisations	The Ecumenical Youth Council in Europe (EYCE) has member organisations in 26 countries throughout Europe. Members include national ecumenical youth councils, denominational youth councils/bodies and those representing Church youth in Europe	Training Courses Study Sessions Fundamentalism Fighting HIV/AIDS

Annexe 2 : Liste des actions menées par la COMECE concernant les thèmes de la Migration et de l'Asile entre 2014 et 2016²⁶³ :

Website of COMECE, Migration and Asylum among others:

- A reflection by the Commission of Episcopal Conferences of the EU (COMECE) on the question of Refugees, Migrants and Integration²⁶⁴
- Statement of the Standing Committee of the Commission of the Bishops' Conferences of the European Community (COMECE) on the current refugee crisis and the debate on a common European migration and asylum policy, 9 September 2015²⁶⁵

Christian Group on Migration and Asylum (COMECE is member of the Group and sponsored the following documents):

- Comments on the European Commission's Proposal for A Regulation establishing the criteria and mechanism for determining the Member State responsible for examining an application for international protection lodge in one of the Member States by a third country national or stateless person -Dublin IV- (October 2016)²⁶⁶
- Comments on the European Commission's Proposals for a European Border and Coast Guard COM (2015) 671 Final, 19 April 2016²⁶⁷
- Comments on the European Commission's Proposal for Amendments to the Dublin III Regulation regarding Unaccompanied Minors, 23 January 2015²⁶⁸
- Recommendations for the Development of Safe and Legal Paths to Protection in the European Union, 19 November 2014²⁶⁹

²⁶³ Document interne à la COMECE

²⁶⁴ http://www.comece.eu/dl/rkLrJKJOOkJqx4KJK/2015-12-10_L_Refugee_Crisis_ANNEX_EN_.pdf

²⁶⁵ <http://www.comece.eu/site/en/ourwork/pressreleases/2015/article/8859.html>

²⁶⁶ http://www.comece.eu/dl/tLLKJKJKoLnJqx4KJK/20161000MIGDUBLIN_EN.pdf

²⁶⁷ https://www.ekd.de/download/2016-04-19_European_Border_and_Coast_Guard.pdf

²⁶⁸ <http://www.comece.eu/dl/IOslJKJOMmoJqx4KJK/20150123MIGDUBLIN.pdf>

²⁶⁹ <http://www.comece.eu/dl/qLLuJKJOMmkJqx4KJK/20141119MIGPATH.pdf>

Dialogue Seminars with the European Commission (<http://bit.ly/1QeUyQY>) on:

- 'Migration: mapping and addressing fear' (24 October 2016)²⁷⁰
- "Beyond the refugee crisis: integration of migrants into society and labour market" (2 December 2015)²⁷¹.
- "Common actions to fight trafficking in human beings" (27 November 2014)²⁷².

Contributions to Public Consultations of the European Commission:

- "Tolerance and respect: preventing and combating anti-Semitic and anti-Muslim hatred in Europe" (29 May 2015): <http://bit.ly/1iJCLaW>

Events

- Lunch Debate on "Climate change and human mobility challenges" (21 October 2015)²⁷³:
- Evening Debate on "Fighting Against Trafficking in Human Beings: A Joint Effort" (26 November 2014)²⁷⁴:

²⁷⁰ <http://www.comece.eu/from-fear-to-compassion-says-comece>

²⁷¹ <http://www.comece.eu/site/en/ourwork/pressreleases/2015/article/9920.html>

²⁷² http://ec.europa.eu/justice/fundamental-rights/files/last_programme__13112014_%283%29.pdf

²⁷³ <http://www.comece.eu/site/en/ourwork/pressreleases/2015/article/9887.html>

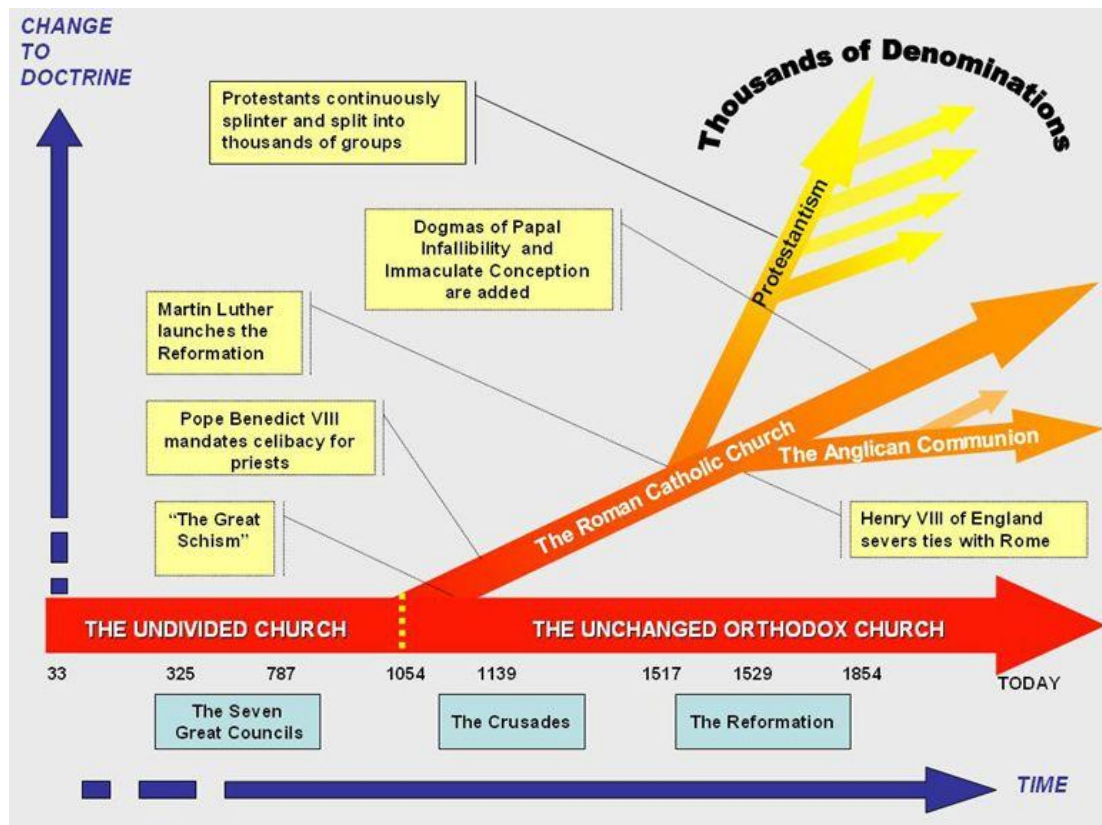
²⁷⁴ <http://www.comece.eu/site/en/ourwork/pressreleases/2014/article/7857.html>

Annexe 3: Activités et coopération entre la COMECE et la CEC²⁷⁵

Date	Name of the contribution	Type of contribution	Participation	
			COMECE	CEME
24 October 2016	'Migration: mapping and addressing fear'	Dialogue seminar	YES	YES
October 2016	Comments on the European Commission's Proposal for A Regulation establishing the criteria and mechanism for determining the Member State responsible for examining an application for international protection lodge in one of the Member States by a third country national or stateless person -Dublin IV-	Document	YES	YES
19 April 2016	Comments on the European Commission's Proposals for a European Border and Coast Guard COM (2015) 671 Final	Document	YES	YES
2 December 2015	"Beyond the refugee crisis: integration of migrants into society and labour market	Dialogue seminar	YES	YES
23 January 2015	Comments on the European Commission's Proposal for Amendments to the Dublin III Regulation regarding Unaccompanied Minors	Document	YES	YES
27 November 2014	"Common actions to fight trafficking in human beings"	Dialogue seminar	YES	YES
19 November 2014	Recommendations for the Development of Safe and Legal Paths to Protection in the European Union	Document	YES	YES

²⁷⁵ Tableau établi par l'auteur à partir des événements et liens vus en Annexe 2

Annexe 4 : Ligne du temps du christianisme selon un point de vue orthodoxe



Source : Orthodoxresource.co.uk²⁷⁶

²⁷⁶ Orthodox Resource.co.uk, « A Timeline of Church History », consulté le 20 mai 2017 <http://www.orthodoxresource.co.uk/orthodoxy/timeline.jpg>

Annexe 5 : Bref glossaire du Christianisme²⁷⁷ :

Anglicane (église) : église issue de la séparation de l'église d'Angleterre d'avec Rome en 1531. Tout en gardant certains aspects proches de l'Eglise catholique dans sa liturgie et son organisation, l'Eglise anglicane s'est rapprochée très rapidement de la Réforme sur le plan de la doctrine.

Catholique : cet adjectif vient du grec *katholicos* qui signifie « universel », « qui professe la foi commune de l'Eglise ». Après la séparation des églises d'orient et d'occident, en 1054, on a pris l'habitude d'appeler « catholique » l'église d'occident. L'Eglise catholique est celle qui se rattache à la tradition la plus ancienne en occident et qui reconnaît l'autorité du pape. De ce fait on l'appelle aussi « catholique romaine » pour éviter l'ambiguïté avec le sens « universel » du mot catholique (voir à ce sujet le Symbole des Apôtres)

Concile : un concile universel est une réunion où sont convoqués tous les évêques. Plusieurs conciles ont été l'occasion de ruptures significatives au sein de l'Eglise (schismes) : Ephèse (431) à propos du nestorianisme, Chalcédoine (451) à propos du monophysisme. D'autres ont été au contraire l'occasion de marche en avant vers l'unité : Nicée (325) qui élaborait la première confession (lien vers le symbole de Nicée) de foi chrétienne, toujours prononcée aujourd'hui, Vatican II (1962-1965) qui marque le début de la reconnaissance officielle par l'Eglise Catholique Romaine des autres confessions chrétiennes.

Luthérienne (église) : l'une des trois familles d'églises issues de la Réforme, fondée par Martin Luther au 16^{ème} siècle. La plupart des églises luthériennes se regroupent dans la Fédération Luthérienne Mondiale.

Orthodoxe : adjectif qui vient du grec et signifie « qui professe la droite doctrine ». Après la séparation des églises d'orient et d'occident, en 1054, On a pris l'habitude d'appeler orthodoxes les églises d'orient.

Protestantes (églises) : églises issues de la Réforme. La majorité des protestants se retrouvent dans les églises luthérienne, réformées, baptistes, méthodistes et anglicanes. En France la plupart de ces églises sont rassemblées dans la Fédération Protestante de France.

Réforme : mouvement religieux du 16^{ème} siècle qui, sous l'influence de théologiens comme Luther, Calvin, Zwingli, voulait ramener le christianisme à sa forme primitive. Ce mouvement s'est prolongé dans les églises protestantes : luthérienne, réformée, anglicane, baptiste, méthodiste...

²⁷⁷ « Glossaire », chrétiensensemble.com, consulté le 18 mai 2017

Réformée (église) : églises protestantes de la tradition calviniste, fondée par Calvin au 16ème siècle. Suivant les pays les réformés se dénomment aussi calviniste ou presbytériens. Ces églises se regroupent dans l'Alliance Réformée Mondiale. Depuis la signature de la Concorde de Leunberg en 1973, les églises réformées et luthériennes n'ont plus de divergences théologiques, mais seulement des traditions un peu différentes. En France la majorité des protestants sont de tradition calviniste.

Annexe 6: La Charta Oecumenica

CONFERENCE OF EUROPEAN CHURCHES CONFERENCE DES EGLISES
EUROPEENNES KONFERENZ EUROPÄISCHER KIRCHEN

CHARTA OECUMENICA

Lignes directrices en vue d'une collaboration croissante entre les Églises en Europe

"Gloire soit rendue au Père et au Fils et au Saint Esprit"

En notre qualité de Conférence des Églises Européennes (KEK) et de Conseil des Conférences Épiscopales d'Europe (CCEE)²⁷⁸, dans l'esprit du message des deux Rassemblements oecuméniques européens de Bâle en 1989 et de Graz en 1997, nous sommes fermement décidés à maintenir et à développer la communion qui a grandi entre nous. Nous remercions notre Dieu Trinité de ce qu'il conduit nos pas, par son Esprit Saint, vers une communion toujours plus intense. De nombreuses formes de collaboration oecuménique ont déjà fait leurs preuves. En fidélité à la prière du Christ: "Que tous soient un comme toi, Père, tu es en moi et que je suis en toi, qu'ils soient aussi un en nous, afin que le monde croie que tu m'as envoyé" (Jean, 17,21), nous ne devons cependant pas en rester à la situation actuelle. Mais, ayant conscience de nos fautes et en étant prêts à nous convertir, nous devons nous efforcer de vaincre les divisions qui existent encore entre nous, pour annoncer ensemble, de manière crédible, la Bonne Nouvelle de l'Évangile parmi les peuples. Dans l'écoute commune de la Parole de Dieu dans l'Écriture Sainte et appelés à confesser notre foi commune, comme à agir ensemble, en conformité avec la vérité que nous avons reconnue, nous voulons témoigner de l'amour et de l'espérance pour tous et pour toutes. Sur notre continent européen, de l'Atlantique à l'Oural, du Cap Nord à la Méditerranée, marqué plus que jamais par une pluralité culturelle, nous voulons, avec l'Évangile, nous engager pour la dignité de la personne humaine comme image de Dieu, et, comme Églises, contribuer à la réconciliation des peuples et des cultures. C'est dans ce sens que nous adoptons cette Charte comme engagement commun au dialogue et à la collaboration. Elle décrit les tâches oecuméniques fondamentales et en déduit une série de lignes directrices et d'obligations. Elle doit promouvoir, à tous les niveaux de la vie de l'Eglise, une culture oecuménique de dialogue et de collaboration et créer pour cela une norme obligatoire. Cependant, elle n'a aucun caractère magistériel, dogmatique ou canonique. Son caractère obligatoire consiste plutôt dans le devoir que se font les Églises elles-mêmes et les organisations oecuméniques signataires. Celles-ci peuvent formuler, sur la base de ce texte, des adjonctions propres et des perspectives communes qui se conjuguent concrètement avec leurs défis particuliers et les obligations qui en découlent.

²⁷⁸ Appartiennent à la Conférence des Églises Européennes (KEK) la plupart des Églises orthodoxes, réformées, anglicanes, libres et vieilles catholiques. Sont regroupés dans le Conseil des Conférences Épiscopales d'Europe (CCEE) les Conférences épiscopales catholiques romaines en Europe

I. NOUS CROYONS "L'ÉGLISE, UNE, SAINTE, CATHOLIQUE ET APOSTOLIQUE"

"Appliquez-vous à garder l'unité de l'esprit par le lien de la paix. Il y a un seul Corps et un seul Esprit, de même que votre vocation vous a appelés à une seule espérance; un seul Seigneur, une seule foi, un seul baptême; un seul Dieu et Père de tous, qui règne sur tous, agit par tous et demeure en tous" (Éphésiens, 4, 3-6).

1. Appelés ensemble à l'unité dans la foi

Avec l'Évangile de Jésus-Christ, comme cela est attesté dans la Sainte Écriture et formulé dans la confession de foi oecuménique de Nicée Constantinople (381), nous croyons au Dieu Trinité : le Père, le Fils et le Saint Esprit. Puisque nous confessons, avec ce Credo, « l'Eglise une, sainte, catholique et apostolique », notre devoir oecuménique indispensable consiste à rendre visible cette unité, qui est toujours un don de Dieu. Des différences essentielles dans la foi empêchent encore l'unité visible. Il s'agit surtout de conceptions différentes de l'Eglise et de son unité, des sacrements et des ministères. Nous ne devons pas nous en satisfaire. Jésus-Christ, sur la croix, nous a révélé son amour et le mystère de la réconciliation. A sa suite, nous voulons faire tout notre possible pour surmonter les problèmes et les obstacles qui séparent encore les Églises.

Nous nous engageons:

- à suivre l'exhortation apostolique de la lettre aux Éphésiens et à faire des efforts avec persévérance pour une compréhension commune de la Bonne Nouvelle du salut en Christ dans l'Évangile;
- à travailler en outre, dans la force de l'Esprit Saint, à l'unité visible de l'Eglise de Jésus Christ dans l'unique foi, qui trouve son expression dans un baptême réciproquement reconnu et dans la communion eucharistique, tout comme dans le témoignage et le service.

II. SUR LE CHEMIN DE LA COMMUNION VISIBLE DES ÉGLISES EN EUROPE

" Si vous avez de l'amour les uns pour les autres, tous reconnaîtront que vous êtes mes disciples. " (Jean, 13, 35)

2. Annoncer ensemble l'Évangile

La tâche la plus importante des Églises en Europe, c'est d'annoncer l'Évangile par la parole et par les actes, pour le salut de tous les hommes. A cause d'un manque d'orientation sur de nombreux plans, à cause de la désaffection des valeurs chrétiennes, mais aussi à cause de la quête multiforme de sens, les chrétiennes et les chrétiens sont provoqués particulièrement à témoigner de leur foi. Cela nécessite un engagement

accru et un échange d'expérience dans la catéchèse et la pastorale dans les communautés locales. De même il est important que tout le peuple de Dieu s'efforce de transmettre ensemble l'Évangile au sein de la société, comme aussi de le mettre en valeur à travers l'engagement social et l'attention portée à la responsabilité politique.

Nous nous engageons:

- à parler de nos initiatives d'évangélisation avec les autres Églises, à conclure des accords à ce sujet et à éviter ainsi une concurrence dommageable ainsi que le danger de nouvelles divisions;
- à reconnaître que toute personne peut choisir son engagement religieux et ecclésial dans la liberté de sa conscience. Personne ne doit être poussé à se convertir par pression morale ou incitations matérielles. De même, personne ne doit être empêché de se convertir selon sa libre décision.

3. Aller les uns vers les autres

Dans l'esprit de l'Évangile, nous devons réviser ensemble l'histoire des Églises chrétiennes, qui est marquée par de nombreuses bonnes expériences, mais aussi par des divisions, des hostilités et même des conflits armés. Des fautes humaines, le manque d'amour et le mauvais usage fréquent de la foi et des Églises pour des intérêts politiques, ont sérieusement détérioré la crédibilité du témoignage chrétien. L'oecuménisme commence dès lors pour les chrétiennes et les chrétiens par le renouvellement des coeurs et la disponibilité à la pénitence et à la conversion. La réconciliation a déjà progressé dans le mouvement oecuménique. Il est important de reconnaître les dons spirituels des différentes traditions chrétiennes, d'apprendre les uns des autres et ainsi de recevoir les dons les uns des autres. Pour le développement futur de l'oecuménisme, il est en particulier nécessaire de tenir compte des expériences et des attentes des jeunes et d'encourager leur participation selon leurs moyens.

Nous nous engageons:

- à surmonter notre propre suffisance et à écarter les préjugés, à rechercher la rencontre les uns avec les autres et ainsi, à être là, les uns pour les autres;
- à favoriser une ouverture oecuménique et la coopération dans l'éducation chrétienne, dans la formation théologique initiale et continue, de même que dans la recherche.

4. Agir ensemble

L'oecuménisme se réalise déjà dans des nombreuses formes d'actions communes. Beaucoup de chrétiennes et de chrétiens des différentes Églises vivent et agissent ensemble dans des relations amicales, dans leur voisinage, au travail et dans leurs familles. Les mariages mixtes doivent être tout particulièrement aidés à vivre l'oecuménisme au quotidien. Nous recommandons d'organiser et de soutenir, des

groupes de collaboration oecuméniques bi- et multilatéraux au niveau local, régional, national et international. Au niveau européen, il est nécessaire de renforcer la collaboration entre la Conférence des Églises Européennes et le Conseil des Conférences Épiscopales d'Europe et de réaliser d'autres rassemblements oecuméniques européens. Lors de conflits entre les Églises, les efforts de médiation et de paix doivent être mis en oeuvre ou soutenus.

Nous nous engageons:

- à agir ensemble à tous les niveaux de la vie de l'Eglise, là où les conditions le permettent, et où des motifs de foi ou de plus grande convenance ne s'y opposent pas;
- à défendre les droits des minorités et à aider à réduire, dans nos pays, les incompréhensions et les préjugés entre les Églises majoritaires et minoritaires.

5. Prier les uns avec les autres

L'oecuménisme se nourrit de ce que nous écoutons ensemble la Parole de Dieu et de ce que nous laissons l'Esprit Saint travailler en nous et par nous. En vertu de la grâce ainsi reçue, il existe aujourd'hui de multiples essais d'approfondir la communion spirituelle entre les Églises par des prières et des célébrations et de prier pour l'unité visible de l'Eglise du Christ. La communion eucharistique qui fait encore défaut, constitue un signe particulièrement douloureux de la division entre de nombreuses Églises chrétiennes. Dans certaines Églises subsistent des réserves vis-à-vis de prières oecuméniques communes. Mais de nombreuses célébrations oecuméniques, des chants communs et des prières liturgiques, notamment le Notre Père, marquent fortement notre spiritualité chrétienne.

Nous nous engageons:

- à prier les uns pour les autres et pour l'unité chrétienne;
- à apprendre à connaître et à apprécier les liturgies et les autres formes de vie spirituelle des autres Églises;
- à tendre vers le but de la communion eucharistique.

6. Poursuivre le dialogue

Notre appartenance mutuelle, fondée dans le Christ, est d'une importance fondamentale face à nos différences de positions théologiques et éthiques. A l'opposé de la diversité enrichissante qui nous est donnée, des oppositions de doctrine, dans des questions éthiques et les règles canoniques ont cependant conduit aussi, à des ruptures entre les Églises ; en outre, souvent, des circonstances historiques particulières et différents traits culturels ont joué aussi une rôle décisif.

Pour approfondir la communion oecuménique, les efforts en vue d'un consensus dans la foi doivent absolument être poursuivis. Sans l'unité dans la foi, il ne peut y avoir de pleine communion ecclésiale. Il n'y a aucune alternative au dialogue.

Nous nous engageons:

- à continuer consciencieusement et intensément le dialogue entre nos Églises, à différents niveaux, ainsi qu'à examiner ce qui, dans les résultats des dialogues, peut et doit être officiellement déclaré obligatoire;
- lors de controverses, en particulier quand il existe une menace de division pour des questions de foi et d'éthique, à rechercher l'échange et à discuter ensemble ces questions à la lumière de l'Évangile.

III. NOTRE RESPONSABILITÉ COMMUNE EN EUROPE

" Heureux ceux qui font oeuvre de paix : ils seront appelés fils de Dieu "(Mt 5, 9)

7. Prendre notre part à la construction de l'Europe

Au cours des siècles, s'est développée une Europe principalement marquée, sur le plan religieux et culturel, par le christianisme. En même temps, à cause de la défaillance des chrétiens, en Europe et au-delà de ses frontières, beaucoup de malheur est survenu. Nous reconnaissons notre part de responsabilité dans cette faute, et nous demandons pardon à Dieu et aux hommes. Notre foi nous aide à tirer les leçons du passé et à nous engager à ce que la foi chrétienne et l'amour du prochain, répandent l'espérance en matière de morale et d'éthique, dans la formation et la culture, en politique et dans l'économie, en Europe et dans le monde entier. Les Églises encouragent une unité du continent européen. Sans valeurs communes, l'unité ne peut être atteinte de façon durable. Nous sommes convaincus que l'héritage spirituel du christianisme représente une force d'inspiration enrichissante pour l'Europe. Sur la base de notre foi chrétienne, nous nous engageons pour une Europe humaine et sociale, dans laquelle s'imposent les droits de l'homme et les valeurs fondamentales de la paix, de la justice, de la liberté, de la tolérance, de la participation et de la solidarité. Nous insistons sur le respect de la vie, la valeur du mariage et de la famille, l'option préférentielle pour les pauvres, la disposition à pardonner, et, en toutes choses, sur la miséricorde. Comme Églises et comme communautés internationales nous devons affronter le danger que l'Europe se développe en un Ouest intégré et un Est désintégré. En outre, il s'agit de prendre en considération le déséquilibre Nord-Sud. En même temps, il faut éviter tout eurocentrisme et l'on doit renforcer la responsabilité de l'Europe vis-à-vis de toute l'humanité, en particulier des pauvres dans le monde entier.

Nous nous engageons:

- à nous entendre mutuellement sur les contenus et les buts de notre responsabilité sociale commune, et à soutenir le plus possible ensemble les

objectifs et les perspectives des Églises vis-à-vis des institutions séculières européennes; >

- à défendre les valeurs fondamentales contre toutes les atteintes; à nous opposer à toute tentative d'abuser de la religion et de l'Eglise à des fins ethniques et nationalistes.

8. Réconcilier les peuples et les cultures

Nous considérons comme une richesse de l'Europe la diversité des traditions régionales, nationales, culturelles et religieuses. Face au grand nombre de conflits, il est de la mission des Églises de contribuer ensemble au service de la réconciliation des peuples et des cultures. Nous savons que la paix entre les Églises est également, pour cela, un présupposé important. Nos efforts communs se portent sur l'appréciation critique et la solution des questions politiques et sociales, dans l'esprit de l'Évangile. Puisque nous considérons la personne et la dignité de tout homme comme image de Dieu, nous nous portons garants de l'absolue égalité de valeur de tous. Comme Églises, nous voulons encourager ensemble le processus de démocratisation en Europe. Nous nous engageons pour un ordre de paix, sur la base des solutions non-violentes des conflits. Nous condamnons toute forme de violence contre les êtres humains, spécialement contre les femmes et les enfants. Il appartient à la réconciliation de favoriser la justice sociale, dans et entre tous les peuples, avant tout, de surmonter le fossé entre pauvres et riches, ainsi que de vaincre le chômage. Nous voulons ensemble contribuer à ce que les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile soient accueillis dignement en Europe.

Nous nous engageons:

- à nous opposer à toute forme de nationalisme, qui conduit à l'oppression d'autres peuples et de minorités nationales et à nous engager pour des solutions non-violentes;
- à renforcer la place des femmes et l'égalité de leurs droits dans tous les secteurs de la vie, ainsi qu'à encourager une juste communauté des femmes et des hommes, dans l'Eglise et la société.

9. Sauvegarder la création

Dans notre foi en l'amour de Dieu, le créateur, nous reconnaissons avec gratitude le cadeau de la création, la valeur et la beauté de la nature. Mais nous voyons avec effroi que les biens de la terre sont surexploités sans considération de leur valeur propre, sans tenir compte de leur caractère limité et sans égards pour le bien des générations futures. Nous voulons coopérer ensemble à créer des conditions de vie durables pour l'ensemble de la création. Responsables devant Dieu, nous devons dégager et développer des critères communs pour déterminer ce que les hommes peuvent sans

doute faire d'un point de vue scientifique et technologique, mais ne doivent pas faire d'un point de vue éthique. En tout cas, la dignité unique de chaque homme doit garder sa priorité par rapport à ce qui peut être fait par la technique.

Nous recommandons d'instituer une journée œcuménique de prière pour la sauvegarde de la création dans les Églises européennes.

Nous nous engageons:

- à promouvoir le développement d'un style de vie, selon lequel, à l'encontre des pressions économiques et consuméristes, nous mettons l'accent sur une qualité de vie responsable et durable;
- à soutenir les organisations ecclésiales agissant pour l'environnement et les réseaux œcuméniques dans leur responsabilité pour la sauvegarde de la création.

10. Approfondir la communion avec le judaïsme

Une communion d'un genre unique nous lie avec le peuple d'Israël, avec lequel Dieu a conclu une Alliance éternelle. Dans la foi, nous savons nos frères et sœurs juifs : « aimés (de Dieu) et c'est à cause des Pères. Car les dons et l'appel de Dieu sont irrévocables » (Rm 11,28-29). Ils ont : « l'adoption, la gloire, les alliances, la Loi, le culte, les promesses et les pères, eux enfin de qui, selon la chair, est issu le Christ... » (Rm 9,4-5). Nous regrettons et nous condamnons toutes les manifestations d'antisémitisme, telles que les explosions de haine, et les persécutions. Pour l'anti-judaïsme chrétien, nous demandons pardons à Dieu et nous demandons à nos frères et sœurs juifs, de pouvoir nous réconcilier avec eux. Il est d'une urgente nécessité, dans le culte et la catéchèse, dans l'enseignement et la vie de nos Églises, de faire apparaître le lien profond de la foi chrétienne avec le judaïsme et de soutenir la coopération judéo-chrétienne.

Nous nous engageons:

- à combattre toutes les formes d'antisémitisme et d'anti-judaïsme dans l'Église et la société;
- à rechercher et intensifier, à tous les niveaux, le dialogue avec nos frères et sœurs juifs.

11. Cultiver des relations avec l'Islam

Des musulmans vivent en Europe depuis des siècles. Ils forment de fortes minorités dans de nombreux pays européens. Il a existé et il existe beaucoup de bons contacts et une relation de voisinage entre musulmans et chrétiens, mais aussi des réserves et des préjugés massifs des deux côtés. Ils reposent sur des expériences douloureuses dans

l'histoire et dans le passé le plus récent. Nous voulons intensifier, à tous les niveaux, la rencontre entre chrétiens et musulmans ainsi que le dialogue islamo-chrétien. Nous recommandons, en particulier, de parler ensemble de la foi au Dieu unique et de clarifier le sens des droits de l'homme.

Nous nous engageons:

- à aller à la rencontre des musulmans avec une attitude d'estime;
- à travailler avec des musulmans à des objectifs communs.

12. Rencontre avec d'autres religions et idéologies

La pluralité des convictions religieuses et idéologiques et des formes de vie est devenue une caractéristique de la culture européenne. Les religions orientales et de nouveaux groupes religieux se répandent et suscitent aussi l'intérêt de beaucoup de chrétiennes et de chrétiens. De même il y a toujours davantage d'hommes et des femmes qui se détournent de la foi chrétienne et se conduisent de façon indifférente face à elle, ou suivent d'autres conceptions du monde. Nous voulons nous efforcer de prendre au sérieux les questions critiques qui nous sont adressées, et nous efforcer d'entrer dans un débat loyal. Il faut aussi discerner avec quelles communautés peuvent être recherchés les dialogues et les rencontres, et celles à l'égard desquelles il faut exprimer une mise en garde d'un point de vue chrétien.

Nous nous engageons:

- à reconnaître la liberté de religion et de conscience de ces hommes et de ces communautés et de nous porter garants pour qu'individuellement et collectivement, en privé et en public, ils puissent pratiquer leur religion et leur conception du monde dans le cadre du droit en vigueur;
- à être ouverts à un dialogue avec tous les hommes de bonne volonté, à poursuivre avec eux des objectifs communs et à porter auprès d'eux un témoignage de foi chrétienne.

Comme Seigneur de l'Eglise une, Jésus-Christ est notre plus grande espérance de réconciliation et de paix. En son nom, nous voulons poursuivre ensemble un même chemin en Europe. Nous demandons à Dieu l'assistance de son Esprit Saint.

"Que le Dieu de l'espérance nous comble de joie et de paix dans la foi, afin que nous débordions d'espérance par la puissance de l'Esprit Saint." (Rom. 15, 13)

En qualité de présidents de la Conférence des Églises Européennes (KEK) et du Conseil des Conférences Épiscopales Européennes (CCEE), nous recommandons à

toutes les Églises et Conférences Épiscopales d'Europe, de recevoir cette Charte Oecuménique comme document de base et de l'adapter chacune à leur propre contexte.

Avec cette recommandation, nous signons la Charte Oecuménique dans le cadre de la Rencontre Oecuménique Européenne, en ce premier dimanche après la fête de Pâques commune de l'année 2001.

Strasbourg, le 22 Avril 2001

Métropolitte Jérémie

Président

Conférence des Églises Européennes

Cardinal Vlk

Président

Conseil des Conférences Épiscopales
Européennes

Résumé

Si rôle actif de l'Eglise catholique romaine lors de la crise migratoire, entamée en 2011 suite aux événements du « Printemps arabe » et la crise des réfugiés causé par les différents conflits à travers le monde et notamment en Syrie, n'est pas passé inaperçu chez de nombreux observateurs, notamment les adeptes du concept du soft power, le fait que collabore avec les autres Eglises chrétiennes est souvent moins évoqué, notamment par les médias. Pourtant, depuis plusieurs dizaines d'années, c'est bien le choix de la coopération qui est privilégié par ces Eglises, pourtant longtemps ennemis. Qu'est-ce qui peut bien pousser les Eglises chrétiennes à coopérer ensemble, malgré leurs antagonismes passés et leurs différences théologiques et doctrinales qui grèvent l'unité ? Nous tenterons de trouver ici des explications à partir de la théorie du sentier de dépendance et de l'Advocacy Coalition Framework, avec comme ambition ici de montrer le rôle de l'histoire, mais aussi l'importance de valeurs communes, dans le choix des acteurs de travailler ensemble.

Sentier de dépendance, œcuménisme, Advocacy Coalition Framework, COMECE, CEME